
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51110

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

PIERRE-ROGER GAUSSIN

LES CONSEILLERS DE CHARLES VII (1418-1461)

Essai de politologie historique

Sommaire

Introduction	p. 67
I. Les conseillers de Charles VII	p. 68
II. Composition du Conseil et des conseils	p. 75
II.1. L'Ordonnance du 12 juin 1426, p. 75. – II.2. Les conseils de 1455, p. 76. – II.3. Les conseillers sous Charles VII, p. 79. – II.4. Le roi au Conseil, p. 82. – II.5. Le Conseil en 1461, p. 82.	
III. L'origine des conseillers	p. 83
III.1. Origine géographique, p. 83. – III.2. Age, p. 86. – III.3. Origine sociale, p. 87. – III.4. Influence respective des conseillers, p. 89. – III.5. Indépendants et dépendants, p. 91. – III.6. Les exclus, p. 92. – III.7. Et les femmes?, p. 93. – III.8. Polyvalence des conseillers, p. 93.	
IV. Filières d'accès au Conseil	p. 95
IV.1. Le pérennisation du personnel politique, p. 95. – IV.2. Filières d'accès, p. 95. – IV.3. La maintenance familiale, les héritiers, p. 98.	
V. La cessation de fonction	p. 99
V.1. Chutes es rechutes, p. 99. – V.1.a. Destitutions, p. 99. – V.1.b. Arrestations, p. 100. – V.1.c. Exécutions, p. 100. – V.2. Autres cessations de fonction, p. 100.	
Conclusion	p. 101
Appendice: Brefs curriculum vitae des conseillers de Charles VII	p. 104

Introduction

Peut-on appliquer les méthodes de politologie, science toute récente, qui se propose d'étudier le jeu des forces politiques dans la société, à des périodes historiques anciennes, en l'occurrence le XV^e siècle? C'est ce que tente l'essai suivant sur les Conseillers de Charles VII.¹

Rappelons tout d'abord les grandes phases du règne.²

¹ Dans le sens de l'ouvrage de P. et J. D. ANTONI, *Les ministres de la V^e République*, Paris 1976, dont R. R. SCHWARZENBERG, dans sa préface, définit le but: «qui sont et que font les ministres de la V^e République? Ou comment devenir ministre et le rester.»

² Voir cartes: la France en 1429, 1449, 1461, à la fin de l'article.

1418–1422 ; Charles VI est toujours roi de France, et Charles, dauphin, qui a fui Paris aux mains des Bourguignons, s'est proclamé régent du royaume, d'un royaume dont il ne gouverne qu'une partie. Normandie, pays de la Somme, région parisienne, Champagne, Bourgogne lui échappent et la domination anglo-bourguignonne gagne vers le sud, en direction de la Loire.

1422–1429 : le dauphin a pris le titre de roi de France à la mort de Charles VI (1422), mais la situation de celui qu'on a pris l'habitude d'appeler « le roi de Bourges » a tendance à empirer. Seule la réconciliation entre Charles et le duc de Bourgogne pourrait y remédier, mais les Armagnacs qui l'entourent y font obstacle. Leur élimination en 1425 qui constitue un changement politique n'apporte pas de solution et bientôt les Anglais assiègent Orléans pour ouvrir la route du sud. – (Carte 1 p. 128).

1429–1435 : le redressement, symbolisé par Jeanne d'Arc qui délivre Orléans et fait sacrer Charles à Reims, n'est vraiment assuré qu'après la chute de la Trémoille (1433), nouvel événement politique majeur qui permet la réconciliation avec le duc de Bourgogne, sanctionnée par le traité d'Arras (1435).

1435–1449 : Charles remet en ordre le royaume, surmonte la révolte des princes, ou Praguerie (1440), perpétrée pour amener un changement politique, et le dote d'une armée permanente (1445). – (Carte 2 p. 129).

1449–1453 : les Anglais sont chassés de Normandie (1449–1450), puis de Guyenne (1450–1453), et la phase de reconstruction peut s'ouvrir.

1453–1461 (mort du roi) : le roi renforce son pouvoir à l'intérieur et à l'extérieur du royaume, mais le danger bourguignon reste présent, d'autant qu'en 1456 le dauphin Louis s'est réfugié auprès de Philippe le Bon. – (Carte 3 p. 130).

C'est durant cette période de 43 années, entre mai 1418 et juillet 1461, que nous étudierons les membres du Conseil du roi, dont l'importance a été dégagée par Robert Fawtier : « Le Conseil est le moteur de la machine. N'oublions pas qu'il n'existe pas de ministres. »³ Peut-on aller jusqu'à dire que « tout part de lui, tout aboutit à lui, et ses attributions sont aussi étendues que celles de la monarchie elle-même » car « l'histoire du Conseil sous Charles VII est moins l'histoire d'une institution que celle des favoris tout puissants qui se rendent maîtres d'une volonté débile » ; voilà qui semble plus discutable car ce serait admettre que le roi fut l'instrument du Conseil, une sorte de roi potiche. Tout ce que l'on sait de Charles VII incline à penser qu'il n'en a rien été. Mais que le roi ne fasse « rien sans son Conseil » est assez près de la réalité et justifie l'étude approfondie des conseillers.

I. Les conseillers de Charles VII

Pour la période 1418–1461, on dispose d'un « échantillonnage » suffisant. Grâce à un certain nombre d'ouvrage et travaux,⁴ et aux Ordonnances des rois de France,

³ R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. II : Institutions royales, Paris 1958.

⁴ En suivant l'ordre chronologique, ce sont : M. DUCLOS, *Recueil de pièces pour servir de suite à l'histoire de Louis XI*, La Haye 1746. – M. VALLET DE VIRIVILLE, *Charles VII, roi de France et ses conseillers*, Paris 1853. – ID., *Histoire de Charles VII et de son époque*, 3 vol., Paris 1862–1865. – G. DU FRESNE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, 6 vol., Paris 1881–1891. – *Lettres de Louis XI*, publ. par J. VAESSEN et

on peut dresser une liste de 370 personnages ayant porté le titre de »conseiller du roi«.⁵

Mais au XV^e siècle, il faut savoir que ce titre »était souvent purement honorifique«.⁶ De fait, sur ces 370 »conseillers«, 283, soit 76%, ont réellement siégé au Conseil,⁷ les 87 autres (24%) n'étant que des conseillers honoraires. Il est possible d'affiner, grâce au travail de Vallet de Viriville sur Charles VII et ses conseillers, qui précise, de 1423 à 1460, les présences au Conseil trimestre par trimestre. Sur les 283, 104 n'apparaissent que durant un seul trimestre, soit 36% des conseillers effectifs. D'autres encore: 39 (14%) ne sont mentionnés que deux trimestres, consécutifs ou non. Ces deux groupes totalisent 143 conseillers, soit plus de la moitié des conseillers effectifs. On constate que nombre de personnages connus n'ont fait qu'entrer au Conseil et en sortir. Certains de ces conseillers n'ont pas eu l'influence à laquelle ils pouvaient prétendre de par leur naissance, leur titre ou leur fonction.

Ainsi ne sont mentionnés qu'une seule fois: le cardinal-duc de Bar en 1423, Thomas Basin en 1449, les ducs de Bretagne: Pierre en 1438, François I en 1446, François II en 1480,⁸ le cardinal Guillaume d'Estouteville, qui siégea par courtoisie du roi, à l'occasion de sa légation en France en 1452, Jean Jouvenel, plus tard archevêque de Reims, dont le roi redoutait les exhortations, en 1445, Ferri de Lorraine-Vaudémont en 1458, le marquis Louis de Saluces, par courtoisie, en 1458, comme Janus de Savoie, comte de Faucigny. En ce qui concerne l'obscur Guillaume de Tranchelion, il dut de siéger, en 1449, au fait que le Conseil se tint dans son château pour mettre au point la campagne de Normandie. Quant à Jeanne d'Arc, elle fut appelée dans une circonstance exceptionnelle, le 10 juillet 1429, au moment du siège de Troyes, quand le Conseil hésitait sur la conduite à tenir et que Robert le Maçon suggéra de lui demander son avis.

D'autres n'y ont fait que brèves apparitions, soit qu'ils aient des obligations ailleurs,

E. CHARAVAY, 11 vol., Paris 1883-1909, notamment le t. XI pour la table alphabétique. – N. VALOIS, *Le Conseil du roi aux XIV^e, XV^e, XVI^e siècles*, Paris 1888; reprint Genève 1975, très important parce que publiant intégralement le fragment (fol. 98-137) d'un registre du Grand Conseil de Charles VII, mars-juin 1455, de la Bibliothèque nationale, Paris. – G. DUPONT-FERRIER, *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées... à la fin du Moyen Age* Paris, 1902, reprint Genève 1974. – L. CAILLET, *La Commune de Lyon, Charles VII et Louis XI*, Lyon-Paris 1909. – G. DUPONT-FERRIER, *Etudes sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age*, Paris 1930-1933, reprint Genève 1976. – ID., *Nouvelles études sur les institutions financières...* Paris 1930-1933, reprint Genève 1976. – H. JASSEMINE, *La Chambre des comptes de Paris au XV^e siècle*, Paris 1933. – H. GILLES, *Les Etats du Languedoc au XV^e siècle*, Toulouse 1965. – B. CHEVALIER, *Tours, ville royale*, Paris-Louvain 1972. – Ph. CONTAMINE, *Guerre, Etat et Société à la fin du Moyen Age. – Etudes sur les armées des rois de France, 1337-1494*, Paris-La Haye 1972. – F. AUTRAND, *Naissance d'un grand corps de l'Etat. Les gens du parlement de Paris, 1345-1454*, Paris 1981. – A. DEMURGER, *Guerre civile et changements du personnel administratif dans le royaume de France de 1400 à 1418: l'exemple des baillis et sénéchaux*, dans: *Francia*, 1978, p. 151-298.

⁵ *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. XIII (1422-1447) Paris 1782, et t. XIV (1448-1461), Paris 1790 (voir aussi le t. XXI bis, *Tables chronologiques* par M. PARDESSUS, Paris 1847). A partir de là, un relevé systématique permettrait sans doute de repérer davantage de conseillers du roi, mais ne changerait pas les conclusions.

⁶ R. FEDOU, *Lexique historique du Moyen Age*, Paris 1980.

⁷ Voir appendice: *Brefs curriculum vitae des conseillers de Charles VII (1418-1461)*.

⁸ Il avait déjà siégé au Conseil quand il n'était que comte d'Etampes. On peut de même remarquer qu'Arthur de Bretagne, connétable de France, ne siégea plus au Conseil une fois duc de Bretagne.

soit que le roi ne tienne pas à leur présence: le comte d'Astarac Jean (1421–1443), le comte de Penthièvre Jean de Blois (1427–1452), le maréchal Gilles de Rais (1429–1434), le connétable John Stuart (1423–1424), le général des finances Jean Barillet dit Xaincoins, arrêté trop tôt pour avoir siégé longtemps (1448–1449).

Parmi ceux mentionnés 4 trimestres: Jacques de Chabannes, qui, après avoir joui d'une grande faveur, commit l'erreur politique de participer à la Praguerie, ce qui lui valut dix ans d'éloignement des affaires, où il revint en 1451 avec la charge de grand maître, mais mourut dès 1453; le vicomte de Narbonne Guillaume, un des bons capitaines de Charles, tué à Verneuil (1424); quant aux Orléans, la gloire littéraire du duc Charles, nous cache son total manque d'influence, voire de sens politique, situation qu'il partage avec son frère Jean, comte d'Angoulême... Il est vrai que la famille comptait politiquement grâce au bâtard, Dunois.

Parmi ceux mentionnés 5 trimestres: Jean d'Anjou, fils du roi René, duc de Lorraine à la mort de sa mère Isabelle (1453), trop occupé par l'administration de son duché, quand il ne l'est pas par les revendications de son père sur le Napolitain, pour être un conseiller assidu; Charles de Gaucourt, qui relaie l'influence de son père, lequel ne siège plus qu'irrégulièrement après 1455.

Nombre de conseillers ayant effectivement siégé: 283 ⁹		
dont mentionnés 1 trimestre: 104, soit 36%	}	un peu plus de 50%
2 trimestre: 39, soit 14%		
3 trimestre: 19, soit 7%		
4 trimestre: 20, soit 7%		
5 trimestre: 7, soit 2%		
total	189, soit 66%.	

Finalement, nous n'avons retenu, comme ayant pu avoir une certaine influence »politique« que des conseillers qui ont siégé au moins 6 trimestres, au nombre de 95.

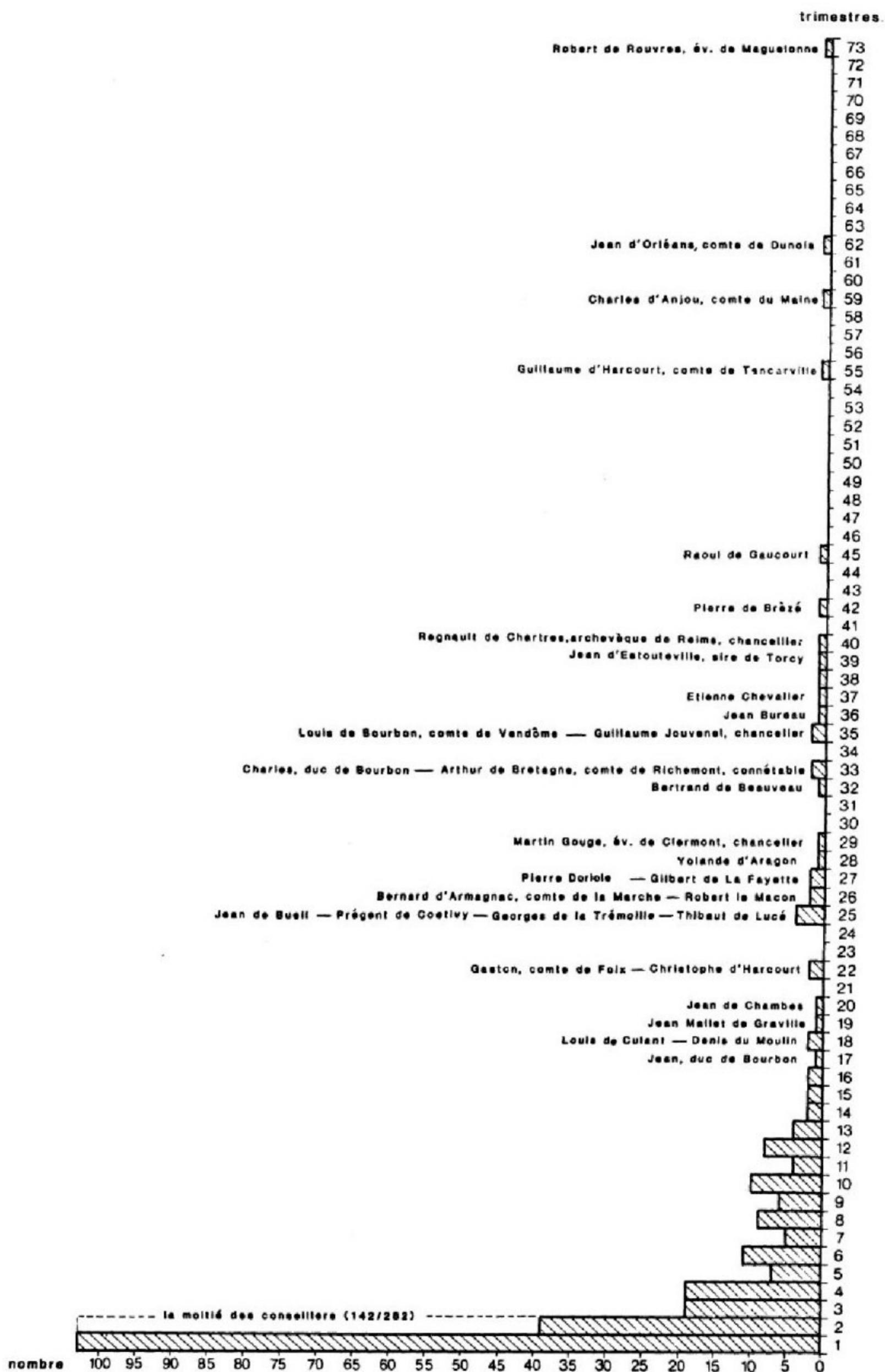
Les 95 conseillers (36% du total) qui ont siégé au moins 6 trimestres ont pu jouer un certain rôle dans les affaires de l'Etat.

11 conseillers sont mentionnés 6 trimestres, parmi lesquels: Jacques d'Armagnac, comte de la Marche et de Castres depuis 1451 à la mort de son père Bernard; Charles de Bourgogne, comte de Nevers et Rethel, cousin de Philippe le Bon, aussi proche du roi que le duc de Bourgogne l'est peu; Mathieu de Foix, frère du comte Jean, comte de Comminges par sa femme, qu'il séquestre, ce qui lui vaut la disgrâce (1443); Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, qui hésite entre le roi et le duc de Bourgogne.

5 conseillers sont mentionnés 7 trimestres, dont: le maréchal Jean de Brosse sire de Boussac (mort en 1433); Jean de Torsay, grand maître des arbalétriers (mort en 1427); Jean Poton, sire de Xaintrailles, un des plus fameux capitaines du temps.

9 conseillers sont mentionnés 8 trimestres, parmi lesquels Jean le Boursier, général des finances de Normandie (1450–1461); Jean de Grailly, comte de Foix par sa mère, tôt rallié à Charles VII (1423); Jacques Jouvenel, frère de l'archevêque de Reims et du

⁹ Voir tableau: Nombre de conseillers et nombre de trimestres durant lesquels ils ont siégé, p. 71.



NOMBRE DE CONSEILLERS ET NOMBRE DE TRIMESTRES DURANT LESQUELS ILS ONT SIEGE

chancelier, patriarche d'Antioche, président de la Chambre des comptes (1444–1457); André de Laval, sire de Lohéac, un des bons capitaines du règne, maréchal en 1440; le dauphin Louis, avant et après la Praguerie, et avant son »exil« en Dauphiné (1447).

6 conseillers sont mentionnées 9 trimestres, dont: Jean, duc d'Alençon, trop mêlé à tous les complots à partir de 1437 pour avoir la confiance du roi qui le fit arrêter en 1456; Jean d'Auxy, aumônier de Charles VII qui lui donna l'évêché de Langres (1452); Guillaume »de Champeux«, évêque-duc de Laon, général des finances, prélat prévaricateur destitué en 1441; Gérard Machet, confesseur du roi Charles (1421), influent jusqu'à sa mort (1448).

10 conseillers sont mentionnés 10 trimestres, parmi lesquels: Guillaume d'Albret, sire d'Orval, capitaine de l'Ordonnance; Charles d'Artois, un Valois qui n'a que l'exigu comté d'Eu, un des bras-droits militaires du roi qui le fait pair de France (1458); Jean de Bar, général des finances, destitué à la chute de Jacques Cœur (1452); Adam de Cambrai, organisateur du Parlement de Poitiers (1418), puis premier président à Paris; Jacques Cœur, argentier du roi (1440), arrêté en 1451; Charles de Culan, grand maître de l'hôtel (1449), destitué pour malversations (1450); Pierre de Giac, favori de Charles VII qui le fit comte d'Auxerre, exécuté par ordre du connétable de Richemont (1427); André de Villequier, »mignon« du roi qui lui fit épouser sa maîtresse Antoinette de Maignelais (mort en 1453).

4 conseillers sont mentionnés 11 trimestres: René d'Anjou, roi de Sicile, beau-frère de Charles VII, souvent absent de France pour la Lorraine, la Provence, voire l'Italie; Antoine d'Aubusson, beau-frère d'André de Villequier, comme lui favori du roi; Guillaume Gouffier, autre favori de Charles VII, arrêté pour malversations... et »sortilèges« (1457); Jean de Kirkmichaël, qui, évêque d'Orléans, parut souvent au Conseil à l'époque du siège de la ville (1427–1432).

Les conseillers suivants ont siégé au moins 12 trimestres, ou 3 ans, ce qui leur a donné une certaine influence.

8 conseillers sont indiqués 12 trimestres, parmi lesquels Guillaume d'Avaugour, »Armagnac« bon teint exclu du Conseil avec les autres Armagnacs (1425); Régnier de Boulligny, général des finances (1422–1442); Antoine de Chabannes, un des plus fameux capitaines d'Ecorcheurs devenu capitaine de l'Ordonnance à la place de son frère Jacques; Guillaume Cousinot, écrivain mais surtout diplomate, souvent en mission; Pierre Frotier, baron de Preuilley, un »Armagnac« qui sut revenir aux affaires après quinze ans d'éloignement; Jean Louvet, présent à Montereau, maître des finances avant d'être éloigné comme les autres Armagnacs; Théode de Valpergue, Piémontais au service du roi (mort en 1459).

4 conseillers sont mentionnés 13 trimestres: Tanguy Du Chastel, proche du dauphin depuis sa fuite de Paris, présent à Montereau, considéré comme l'Armagnac des Armagnacs, éloigné en 1425 mais non oublié; Pierre d'Amboise, sire de Chaumont, compromis dans la Praguerie (1440); Richard-Olivier de Longueil, négocia la reddition de Rouen au roi qui le fit évêque de Coutances (1453), influent dans les dernières années du règne; Bertrand de la Tour, sire de Montgascon, gendre de la Trémoille, capitaine.

2 conseillers apparaissent 14 trimestres: Etienne Le Fèvre, maître des requêtes; Jean du Mesnil-Simon, sire de Maupas, chargé de plusieurs missions diplomatiques.

2 conseillers sont mentionnés 15 trimestres: Charles d'Albret, comte de Dreux,

frère utérin de La Trémoille, fidèle du roi; Jean Hardouin, trésorier de France, familier du roi.

2 sont mentionnés 16 trimestres: Louis de Beaumont, capitaine de l'Ordonnance; Geoffroi Vassal, un juriste, archevêque de Vienne, puis de Lyon (mort en 1446).

1 conseiller est mentionné 17 trimestres: Jean de Bourbon, comte de Clermont, le vainqueur de Formigny (1450), gendre du roi (1452), duc de Bourbon (1456), très proche de Charles VII.

2 conseillers sont mentionnés 18 trimestres: l'amiral Louis de Culan, fidèle de la première heure (mort en 1444); Denis du Moulin, maître des requêtes de l'hôtel, archevêque de Toulouse, membre actif du Conseil avant d'être évêque de Paris en 1439 (mort en 1447).

1 conseiller est mentionné 19 trimestres: Jean Mallet, sire de Graville, grand maître des arbalétriers (mort en 1449).

1 conseiller est mentionné 20 trimestres: Jean de Chambes, seigneur de Montmoreau, souvent en missions diplomatiques.

2 conseillers sont mentionnés 22 trimestres: Gaston, comte de Foix, gendre du roi Jean II d'Aragon (1434), très influent quand présent à la cour; Christophe d'Harcourt, un des membres les plus actifs du Conseil de 1429 à sa mort (1438).

Les 25 conseillers suivants ont siégé plus de 24 trimestres, soit au moins 6 ans, ce qui leur a assuré une influence certaine.

4 conseillers sont mentionnés durant 25 trimestres: Jean de Bueil, le «fléau des Anglais» amiral (1450), conseiller des plus écoutés; Prigent de Coëtivy, amiral (1439), en qui Charles VII a grande confiance (tué au siège de Cherbourg en 1450); Georges de La Trémoille, aventurier de haut vol, tout puissant auprès du roi (1427) jusqu'à son élimination par le connétable de Richemont (1433); Thibaut de Lucé, évêque de Maillezais et général des finances après son frère Guillaume (mort en 1436), membre actif du Conseil jusqu'à sa mort en 1454.

2 conseillers sont mentionnés durant 26 trimestres: Bernard d'Armagnac, comte de la Marche et de Castres, estimé du roi qui le nomme gouverneur du dauphin (1436), surtout influent de 1437 à 1441; Robert le Maçon, maître des requêtes, Armagnac assez prudent pour ne pas être éliminé en 1425, a toute la confiance du roi (mort en 1443).

2 conseillers sont mentionnés durant 27 trimestres: Pierre Doriole, général des finances (1452–1461), très assidu au Conseil où il sait se rendre indispensable; Gilbert de la Fayette, conseiller militaire de Charles qui le fait maréchal (1420), souvent à l'écart parce que mal vu de La Trémoille, puis parce qu'ayant participé à la Praguerie, mais jamais vraiment éloigné.

1 conseiller est mentionné durant 28 trimestres: la seule femme du Conseil, Yolande d'Aragon, duchesse d'Anjou, belle-mère du roi sur qui elle a une grande influence quand les affaires de sa maison ne la tiennent pas éloignée (morte en 1442).

1 conseiller est mentionné durant 29 trimestres: Martin Gouge «de Charpaigne», président de la Chambre des comptes (1418–1422), évêque de Clermont, chancelier (1422–1428), conseiller actif et influent (mort en 1444).

Les 15 conseillers suivants ont siégé au moins 32 trimestres, ou 8 ans, gage d'une influence persistante.

1 conseiller est mentionné durant 32 trimestres: Bertrand de Beauveau, un Angevin

chargé de nombreuses missions diplomatiques, influent de 1443 à 1449, compromis dans les malversations de Jean de Xaincoins, revient en grâce en 1455.

2 conseillers sont mentionnés durant 33 trimestres: Charles de Bourbon, duc de Bourbon, beau-frère de Philippe de Bourgogne, influent de 1424 à 1439 bien que souvent absent de la cour, participe à la Praguerie, ce qui lui vaut l'éloignement du roi; Arthur de Bretagne, comte de Richemont, autre beau-frère de Philippe de Bourgogne, connétable (1425), influent par périodes, surtout après la chute de La Trémoille (1433) bien que peu aimé du roi, duc de Bretagne en 1457 tout en restant connétable.

2 conseillers sont mentionnés durant 35 trimestres: Louis de Bourbon, comte de Vendôme, grand maître de l'hôtel, influent, participe à la Praguerie mais retrouve sa place au Conseil (mort en 1446); Guillaume Jouvenel, conseiller au parlement (1429), chancelier de France (1445), influent surtout de 1445 à 1457.

1 conseiller est mentionné durant 36 trimestres: Jean Bureau, trésorier de France, créateur de l'artillerie avec son frère Gaspard, influent surtout de 1444 à 1458.

1 conseiller est mentionné durant 37 trimestres: Etienne Chevalier, trésorier de France, chargé de missions diplomatiques, influent de 1446 à la mort du roi.

1 conseiller est mentionné durant 38 trimestres: Jean d'Estouteville, sire de Torcy, grand maître des arbalétriers (1449), influent surtout de 1442 à 1458.

1 conseiller est mentionné durant 39 trimestres: Regnault de Chartres, archevêque de Reims (1414), lié à Louvet qui le fait nommer chancelier, un des membres les plus actifs du Conseil, mort en 1444.

Les 6 conseillers suivants ont siégé au moins 40 trimestres, soit 10 ans, ce qui leur a certainement donné une grande influence.

1 conseiller est mentionné durant 40 trimestres: Guillaume d'Harcourt, comte de Tancarville, très influent de 1436 à 1451 où il disparaît du Conseil sans raison apparente.

1 conseiller est mentionné durant 42 trimestres: Pierre de Brézé, un Angevin devenu très influent, surtout de 1438 à 1451, grand sénéchal de Normandie (1451), un peu moins en faveur après la mort d'Agnès Sorel.

1 conseiller est mentionné durant 45 trimestres: Raoul de Gaucourt, gouverneur du Dauphiné (1428), grand maître de l'hôtel (1453), chargé de nombreuses missions diplomatiques (1429-1451), tout dévoué au roi, à l'écart des partis, actif au Conseil où il a toute confiance au roi, surtout jusqu' en 1455, se tient ensuite un peu à l'écart à cause de son âge.

1 conseiller est mentionné durant 59 trimestres: Charles d'Anjou, comte du Maine, frère du roi René, beau-frère du roi qui le fait gouverneur du Languedoc (1440) particulièrement influent grâce à sa mère Yolande d'Aragon après l'élimination de La Trémoille (1433). Préside le Conseil en l'absence du chancelier.

1 conseiller est mentionné durant 62 trimestres: Jean, bâtard d'Orléans, comte de Dunois et grand chambellan (1435). Bon capitaine, lieutenant-général en Normandie (1449-1450), en Guyenne (1451), a toute la confiance du roi malgré sa brève participation à la Praguerie. Ses temps forts: 1428-1439, 1448-1450, 1454 à la mort du roi, période pendant laquelle il le dispute à Charles du Maine quant à l'influence.

1 conseiller est mentionné durant 73 trimestres: le peu connu Robert de Rouvres, entré au Conseil en 1420, évêque de Séez, puis de Maguelonne, a souvent la garde du

sceau, le plus constamment présent au Conseil où il bat les records de participation, de 1423 à sa mort (1453).

Cet examen confirme ce que l'on savait de l'influence de personnages tels que Georges de La Trémoille, Yolande d'Aragon, Martin Gouge, Bertrand de Beauveau, Charles de Bourbon, Arthur de Bretagne, Guillaume Jouvenel, Jean Bureau, Etienne Chevalier, Regnault de Chartres, et surtout Charles de Brézé, encore que son influence ait moins perduré qu'on l'a dit, Charles d'Anjou, Dunois. Il fait ressortir l'influence de gens moins connus: Jean de Bueil, Thibaut de Lucé, Bernard d'Armagnac, Robert Le Maçon, Pierre Doriole, Gilbert de La Fayette, Louis de Bourbon-Vendôme, Jean d'Estouteville-Torcy, Guillaume d'Harcourt-Tancarville, Raoul de Gaucourt, et surtout Robert de Rouvres, un de ces personnages dont l'histoire, on ne sait pourquoi, n'a pas retenu le nom.

II. Composition du Conseil et des conseils

II.1. *L'Ordonnance du 12 juin 1426*

Alors que de nos jours le Journal Officiel de la République publie in extenso la composition des « ministères », rares sont les textes anciens qui précisent ceux-ci: le roi appelait à siéger au Conseil telle ou telle personne qui lui convenait, sans qu'un texte général en garde la trace. Il semble qu'on n'ait conservé que les seules lettres du 12 juin 1426, portant constitution du Conseil.¹⁰ En voici la composition: la reine de Sicile Yolande d'Aragon, belle-mère du roi; puis les comtes: de Clermont, Charles de Bourbon, de Richemont, Arthur de Bretagne, connétable de France, de Foix, Jean de Grailly, et son frère Mathieu de Comminges, de Vendôme, Louis de Bourbon, grand maître de France, le sire d'Albret, Charles comte de Dreux; ensuite les évêques et archevêques: de Clermont, le chancelier Martin Gouge, de Toulouse, Denis Du Moulin, maître des requêtes de l'hôtel, de Laon, Guillaume de Champeaux, général des finances du Languedoc, de Séz, Robert de Rouvres; les nobles: le maréchal de La Fayette, le grand maître des arbalétriers, Malet de Graville, l'amiral Louis de Culan, Pierre, sire de Giac, grand chambellan; les « autres »: Robert Le Maçon, sire de Trêves, et les « généraux conseillers sur le fait des finances » qui étaient alors,¹¹ outre Guillaume de Champeaux, Alexandre Le Boursier, Jean de La Barre et, vraisemblablement, Regnier de Boulligny.

Le Conseil aurait donc compté 19 conseillers, 12 de noble naissance, dont 7 « illustres » (la reine de Sicile et les comtes), et 7 de modeste origine. On peut remarquer que les « spécialistes » étaient nombreux: le connétable, le grand maître des arbalétriers, l'amiral, un maréchal, le chancelier, les généraux des finances: 9 sur 19; les évêques assez nombreux: 4, et les titulaires d'emplois « domestiques » au nombre de 2: le grand maître et le grand chambellan.

Si l'on compare aux listes données par Vallet de Viriville, on constate qu'en cette année 1426, 4 des conseillers prévus n'ont pas siégé: Charles d'Albret et trois généraux

¹⁰ Ordonnances, t. XIII, 117.

¹¹ G. DUPONT-FERRIER, *Etudes sur les institutions financières*.

des finances sur quatre: Alexandre Le Bousier, Jean de La Barre et Régnier de Boulligny. Par contre, sont entrés au Conseil dès l'été: La Trémoille et Pierre de Montbrun, abbé de Saint-Augustin de Limoges, puis évêque de la ville.

II.2. Les conseils de 1455¹²

On est bien renseigné sur la composition et le travail du Conseil en avril-juin 1455 grâce au registre des délibérations, publié par N. Valois.¹³ Le Conseil s'est réuni très souvent: 12 fois en avril, soit 3 fois par semaine, 22 fois en mai, 5 fois par semaine, 14 fois en juin, du moins jusqu'au 19, jour où le registre s'arrête, soit également 5 fois par semaine. Le rythme a été moins intense en avril à cause de la période de Pâques, le Conseil n'ayant plus siégé du Vendredi Saint 4 avril au lundi 14 avril. Par contre, il y a eu des réunions certains dimanches: le 27 avril, les 4, 18 et 25 mai, qui était pourtant le jour de Pentecôte, et le 9 juin, mais les conseillers ne furent pas réunis le jeudi de l'Ascension (15 mai). Le rythme des séances est donc très soutenu, confirmant l'impression que le Conseil est l'organe décisif du gouvernement du Royaume.

Durant la période couverte par le registre, le Conseil a tenu 48 séances, mais pour 9 d'entre elles on n'a pas la liste des présents. Alors que de nos jours tous les ministres siègent régulièrement, ces séances ont été suivies par un nombre variable de conseillers. La plus fréquentée en a réuni 19, deux autres 18, une 17, une 16, en tout 21 réunions ont compté au moins 10 conseillers. Quinze autres n'en ont réuni que de 9 à 5, et il y eut une séance avec 4 conseillers et une à 3. Finalement, si l'on fait une moyenne, on atteint 8 conseillers par séance.

Les conseillers les plus assidus furent d'abord, ce qui semble normal, le chancelier Guillaume Jouvenel, présent à 39 séances, puis l'évêque de Coutances, Richard de Longueil (38 séances), l'avocat du roi auprès du Parlement de Paris, défenseur des ses intérêts, François Hallé (35), et le maître des requêtes de l'hôtel, Etienne Le Fèvre (32). Une remarque s'impose quant à la «normalité» de la présence du chancelier. Nous sommes tentés de faire de lui un «premier ministre» et nous l'imaginons toujours présent au Conseil, sauf cas exceptionnel. Or il n'en est rien, le chancelier étant souvent ailleurs, notamment à Paris au Parlement, ou en mission, dans le Royaume ou en dehors.

Ont été également souvent présents: Jean d'Orléans, comte de Dunois et grand chambellan (23 fois), ainsi que le général des finances en Languedoil Pierre Doriolle et l'évêque d'Angoulême Robert de Montbéron, dont l'assiduité ne doit pas faire illusion sur son importance politique car si on le vit durant deux trimestres en 1454, on ne l'avait pas rencontré depuis 1439 et on ne le reverra plus au Conseil sous Charles VII, bien qu'il ne soit mort qu'en 1467. On peut encore compter comme relativement assidus: le grand maître des arbalétriers, Jean d'Estouteville (18 séances), le connétable Arthur de Bretagne et le trésorier de France, Jean Hardouin (15 chacun), l'obscur Philippe Gervais, docteur ès lois (14 fois), le trésorier de France, Etienne Chevalier (13 fois), le grand maître Raoul de Gaucourt et le trésorier de France, Pierre Bérard (12

¹² Voir tableau: les conseillers en séance, p. 78.

¹³ N. VALOIS, *Le Conseil du roi* (n. 4).

chacun), l'amiral Jean de Bueil et Jean de Chambes, sire de Montsoreau et diplomate (11 chacun), le bailli de Caux, Antoine d'Aubusson et le président de la Chambre des comptes Jacques Jouvenel, patriarche d'Antioche et frère du chancelier (10 chacun). Cela fait au total 18 conseillers ayant assisté à au moins une séance sur quatre.

Les 16 restants n'ont que peu siégé: 4, et non des moindres puisqu'il y a parmi eux le trésorier de France Jean Bureau, n'ont siégé que 2 fois, et 12 une fois seulement. Parmi ces derniers, des princes: Charles du Maine, Charles de Bourgogne-Nevers, Charles d'Artois, François de Bretagne, Bernard d'Armagnac, mais aussi des roturiers: le médecin Thomas Le Franc, le général de la justice des aides, Pierre du Refuge, le maître des comptes Jean Le Picard. Finalement, le conseiller »moyen« a assisté à 9 séances.

Peut-on opposer l'assiduité des représentants de telle catégorie sociale à l'absentéisme des autres? Si l'on prend les princes, on constate qu'ils ont en moyenne assisté à 6 séances, les nobles à 10, les roturiers également. Mais, comme l'a fort bien vu Peter Lewis, »des documents portant sur trois mois ne constituent guère un échantillonnage suffisant«, et surtout les questions traitées étaient d'importance inégale.¹⁴ La démission »de l'office de procureur de l'Inquisition à Carcassonne peut être laissée aux quatre conseillers les plus zélés« (Guillaume Jouvenel, Richard de Longueil, Etienne Le Fèvre et François Hallé), tandis que la réception de l'ambassade écossaise amène la présence »du roi lui-même, des comtes du Maine, de Nevers, de Richemont, de Foix, de La Marche, d'Albret, de Dunois et de Sancerre.« Les grands n'ont nullement perdu leur influence touchant les grandes affaires, d'autant que certaines absences en ce printemps 1455 peuvent être expliquées. L'expédition punitive contre Jean V d'Armagnac (mai-juin) a requis la présence de plusieurs conseillers influents: le comte de Clermont, Jean de Bourbon, qui la dirige et dont l'absence est complète aux différents conseils, Bernard d'Armagnac, Théode de Valpergue, Amanieu d'Albret, Jean Bureau, voire Antoine de Chabannes, les uns et les autres rarement présents durant cette période.¹⁵

Une ambassade royale se trouve en Castille jusqu'en juillet 1455, avec Jean Bernard, archevêque de Tours, une autre est en Bourgogne jusqu'à la fin mai avec Jean Le Boursier, totalement absent du Conseil et Jean d'Amancy, qui siège 4 fois en juin. Mais on ne peut tout expliquer et notamment la quasi absence de Charles du Maine, toujours considéré à cette époque comme l'un des conseillers les plus influents.

On peut se faire une idée assez précise du travail au Conseil. Les questions diplomatiques ont été abordées 7 fois (et le roi a été présent 2 fois), les affaires politiques françaises 9 fois, celles de l'Eglise 8 fois (le roi présent 1 fois), les questions judiciaires 7 fois, avec parmi elles un détournement de fonds publics et surtout un complot dans lequel était compromis le capitaine de la garde écossaise, Robert Cunningham, les affaires financières 11 fois, administratives 11 fois, militaires 5 fois.

Des affaires importantes ont été examinées: 28 en tout, dont la question turque, les suites de l'évasion de Jacques Cœur, l'appel du comte d'Armagnac, la protestation du duc de Bourgogne contre les agissements des gens du roi. D'autres affaires (48) étaient d'importance mineure, comme l'examen de la requête d'une pauvre femme qui

¹⁴ P. LEWIS, *La France à la fin du Moyen Age*, trad. française, Paris 1977.

¹⁵ Ch. SAMARAN, *La maison d'Armagnac au XV^e siècle*, Paris 1907, reprint Genève 1975, p. 121.

39	Guillaume Jouvenel, chancelier
	Richard de Longueuil, év. de Coutances
	François Hallé, avocat du roi
	Etienne Le Fèvre, maître des requêtes
	Jean d'Orléans, comte de Dunois, grand chambellan
	Pierre Doriol, général des finances
	Robert de Montbérton, év. d'Angoulême
	Jean d'Estouteville, sire de Torcy, grand maître des arbalétriers
	Arthur de Bretagne, comte de Richemont, connétable
	Jean Hardouin, trésorier de France
	Philippe Gervais
	Etienne Chevalier, trésorier de France
	Raoul de Gaucourt, grand maître de l'Hôtel
	Pierre Rérard, trésorier de France
	Jean de Bucil, comte de Sancerre, amiral
	Jean de Chambes, sire de Montmoreau
	Antoine d'Aubusson, bailli de Caux
	Jacques Jouvenel, patriarche d'Antioche, président des Comptes
	Charles, sire d'Albret
	Jean Tudert, maître des requêtes
	Jean Avin, conseiller au parlement de Paris
	Jean Barbin, avocat du roi
	Pierre Sobier, substitut du procureur général
	Pierre Varinier, président du parlement de Toulouse
	Antoine de Chabannes, comte de Dammartin, capitaine
	Louis de la Vernade, chancelier du Bourbonnais
	Jean d'Amancy
	Bertrand de Beauveau, président du conseil d'Anjou
	Gaston, comte de Foix
	Amanieu d'Albret, sire d'Orval, capitaine
	Pierre Bucille
	Louis de Beaumont, sénéchal du Poitou
	Jean Bureau, trésorier de France
	Jean du Mesnil-Simon, sire de Maupas, bailli de Berri
	Henri de Livres, conseiller au parlement de Paris
	Charles d'Anjou, comte du Maine, gouverneur du Languedoc
	Bernard d'Armagnac, comte de la Marche
	Charles d'Artois, comte d'Eu
	François de Bretagne, comte d'Etampes
	Charles de Bourgogne, comte de Nevers
	Pierre de Dinteville, pannetier
	Thomas Le Franc (dit Le Grec), médecin du roi
	Pierre de Ligonie, procureur général au parlement de Toulouse
	Jean Le Picart, maître des comptes
	Pierre de Refuge, général sur la justice des aides
	Jean de la Vernade
	Théode de Valpergue, sénéchal de Lyon
	Le Roi

demandait à être déchargée d'une amende (le Conseil recommandant au roi de lui en abandonner «la moitié«!).

Autrement dit, le Conseil examine un grand nombre de questions, les unes qui, pour nous, sont vraiment affaires d'Etat, d'autres, qui, de nos jours, retiendraient à peine l'attention du plus modeste tribunal. Les conseillers, affrontés à ces problèmes très divers, se spécialisaient-ils? L'examen attentif des séances ne permet absolument pas de conclure dans ce sens. Chacun, grand seigneur ou magistrat, évêque ou trésorier, noble ou bourgeois, traitait de tout ce qui se présentait. Ainsi, le trésorier Jean Bureau, au cours des deux séances auxquelles il a assisté, a dû réfléchir à des affaires diplomatiques, de même que le financier Pierre de Refuge, tandis que le procureur Pierre de Ligogne a eu à connaître d'affaires financières. Quant aux discussions, elles semblent parfaitement libres et ouvertes, du moins les deux fois où le registre les relate. Le 3 juin, à propos des vicomtés normandes de Carentan et Coutances intervinrent, sans ordre: Doriole, Longueil, Le Fèvre, Hallé, d'Estouteville, le chancelier, Bueil, Chevalier, Dunois, Hardouin, Jacques Jouvenel, Montbéron, d'Aubusson, Richemont, Beauveau, Chambes et Maupas; le 17 juin, à propos des plaintes du duc de Bourgogne, on entendit Richemont, Albret, Dunois, Albret d'Ovral, d'Estouteville, Chambes, Beauveau, d'Aubusson, Doriole, Chevalier, Le Fèvre, Hallé, Gervais, Sohier et le chancelier.

Une question importante se pose: quand le roi était-il au Conseil? Sur 39 séances pour lesquelles on connaît les participants, Charles VII a été présent à 3: le 17 mai pour entendre lecture d'une lettre des cardinaux, séance très solennelle conclue dans la chapelle royale par le chant du *Te Deum*, les 19 et 20 mai pour recevoir les ambassadeurs du roi d'Ecosse qui se retirèrent pour «parler à part au roi». Le roi, ce faisant, se ménage la possibilité d'intervenir après réflexion.

II.3. Les conseillers sous Charles VII

Ce que nous savons des sessions du Conseil en 1455 est confirmé par les renseignements, épars çà et là, concernant d'autres réunions en s'en tenant aux plus importantes. Que le Conseil s'occupe de tout, nul doute à cela. Le Conseil est à l'origine des plus hautes nominations, comme celle de maréchal: en 1453, un des offices de maréchal devint vacant par suite de la disgrâce de Philippe du Culan. Reprenant un procédé jadis utilisé par Charles V pour nommer à la connétablie Charles VII décida d'y pourvoir par «bonne élection et sans faveur aucune». Il convoqua donc le Conseil où siégèrent les princes du sang, le connétable, le maréchal de Laval-Lohéac, le grand maître des arbalétriers Torcy, l'amiral de Bueil. Le roi leur fit prêter serment de désigner le meilleur, puis interrogea chacun. Plusieurs noms furent mis en avant, mais Poton de Xaintrilles réunit la majorité des suffrages et le roi en fit son maréchal de France.¹⁶ Le Conseil s'intéresse à la justice, soit pour l'organiser, soit pour la rendre. Dans le dernier cas, en novembre 1442, le roi ayant sursis à la création du parlement de Toulouse devant les protestations de celui de Paris, et les Languedociens réclamant, Charles VII leur répond qu'il avisera après avoir pris l'avis des princes du sang, de son

¹⁶ Ph. CONTAMINE, *Guerre, Etat et Société*, p. 431.

grand Conseil et du Parlement.¹⁷ De même, c'est dans un Conseil tenu par le roi lui-même au château des Montils-les-Tours, en août 1454, que fut rendue l'Ordonnance sur la réformation de la justice.¹⁸ Dans le second cas, le Conseil fut saisi des suites du meurtre de Gilles de Bretagne, dont l'un des instigateurs, Arthur de Montauban, fut appelé à comparaître devant lui, à Tours, le 22 novembre 1450: sur caution fournie par Brézé, il obtint ajournement jusqu'à la Chandeleur (2 février 1451).¹⁹ L'année suivante, le Conseil garda la haute main sur l'affaire Jacques Cœur, nonobstant les droits du Parlement qui dut se contenter d'être représenté par quelques-uns de ses conseillers dans l'instruction du procès. Jacques Cœur ayant été accusé d'avoir empoisonné Agnès Sorel, le roi saisit le Conseil devant lequel se présenta l'argentier qui offrit de se constituer prisonnier, ce que le roi estima juste (juillet 1451). Quand l'instruction fut jugée assez avancée, le Conseil, réuni au château de Chissay où résidait le roi, examina, le 14 juin 1452, si l'on pouvait rendre sentence et, après »grande et mûre délibération«, unanimement estima que le procès n'était pas en état d'être jugé, ce que le roi approuva. Enfin, le 19 mai 1453, le roi siégeant en son Conseil, on procéda à un dernier examen de la cause et, toujours après »grande et mûre délibération«, l'arrêt de condamnation fut prononcé par le chancelier Guillaume Jouvenel.²⁰ Le complot du duc Jean d'Alençon eut des débuts analogues: c'est dans un Conseil présidé par le roi que l'arrestation du duc fut décidée (mai 1456),²¹ mais Alençon étant pair de France, c'est à la cour des Pairs que revint son jugement.

Le Conseil est le garant de l'intégrité du Royaume. Celle-ci paraissait menacée par le comte d'Armagnac Jean IV qui, en s'intitulant »comte par la grâce de Dieu,« manifestait ses velléités d'indépendance. Une expédition militaire en eut raison, le comte fut emprisonné à Carcassonne. Il adressa au roi ses représentants qui escortèrent des ambassadeurs de Castille et de Savoie, signe que l'affaire débordait le domaine intérieur français: le roi les reçut tous en Conseil à Châlons (août 1445) et, à la troisième audience, les envoyés d'Armagnac se jetèrent aux pieds de Charles VII pour qu'il traite leur maître non »selon sa justice, mais selon sa miséricorde«, ce à quoi le roi consentit.²²

Une autre question, encore plus délicate, touchait les agissements du dauphin Louis. Quand celui-ci, alors en Dauphiné, demanda au roi le duché de Guyenne, Charles VII répondit que le Conseil n'a point été de cet avis et que le duché devait demeurer aux mains du roi (1450).²³ Lors des négociations menées par Louis, le roi tint à Gannat, puis au Châtelier, un Conseil extraordinaire à l'issue duquel réponse fut donnée à l'envoyé du dauphin (avril 1456). Une nouvelle ambassade du dauphin à son père fut reçue par Charles le 8 juin, en présence du Conseil. C'est ce dernier qui prépara la réponse définitive du roi, défavorable aux exigences du prince (30 juin).²⁴

¹⁷ DU FRESNE, Histoire de Charles VII, III, p. 430. Le Parlement de Toulouse fut définitivement établi en 1443.

¹⁸ Ibid., III, p. 356.

¹⁹ Ibid., V, p. 71.

²⁰ Ibid., V, p. 107, 118, 124.

²¹ Ibid., VI, p. 60.

²² Ibid., IV, p. 104, 105.

²³ Ibid., V, p. 139.

²⁴ Ibid., VI, p. 78, 82, 83.

Le Conseil s'occupe des affaires de l'Eglise: quand Charles VII est saisi de l'appel du concile de Bâle, il fait examiner par son Conseil la question de l'attribution de l'autorité sur l'Eglise au concile, et durant les discussions de Bourges qui aboutirent à la Pragmatique (1438), le roi étudie toute l'affaire en Conseil.²⁵ De même quand il s'efforce de liquider le schisme de Félix V, il réunit son Conseil qui rédige les propositions de règlement (novembre 1446).²⁶

Préparation de la guerre et réforme de l'armée sont affaire du Conseil. Toutes les discussions préparant la réorganisation militaire, en 1439 d'abord, puis en 1443, enfin et surtout en 1445, se firent au sein du Conseil qui en délibéra longuement. Quelques-fois le roi était présent, notamment à Nancy, en mars 1445 où tous les membres du Conseil prirent part à la discussion, le roi laissant les opinions s'exprimer librement, notamment celles du dauphin, du roi René, du connétable, du comte du Maine, du maréchal de La Fayette, de Brézé. Puis lui-même ayant longuement médité sur la question, prit la parole «car il avait la chose à cœur et voulait aboutir».²⁷ L'armée reconstituée, la reprise de la guerre put être envisagée, d'abord pour la reconquête de la Normandie, décidée dans son Conseil solennel que tint le roi le 31 juillet 1449 au château des Roches-Tranchelion. Lui-même exposa les faits, recueillit les avis au sujet de la rupture avec l'Angleterre unanimement décidée, puis on fit entrer les envoyés du duc de Bretagne qui approuvèrent, enfin les ambassadeurs anglais auxquels le chancelier, sur l'ordre de Charles VII, donna lecture des conclusions françaises.²⁸ Plus tard, en septembre 1450, le roi tint à Tours un Conseil où l'on décida que le roi marcherait sur la Guyenne.²⁹

Le Conseil connaît des négociations diplomatiques: en janvier 1451, le roi fit savoir aux envoyés du duc de Bourgogne qu'après en avoir délibéré dans le Conseil, il avait décidé d'envoyer au duc ses ambassadeurs. Des années plus tard, le 7 mars 1459, réponse fut donnée aux envoyés du même duc, au sujet des réclamations de celui-ci, en présence du roi entouré des membres du Conseil. Le 25 juillet 1460, le comte du Maine posait au Conseil la question: «Que doit-on conseiller au roi sur ce qu'il a à faire touchant monseigneur de Bourgogne?», et le Conseil en discuta deux jours durant. A propos des intrigues de Philippe le Bon à Paris, le Conseil mit en délibération les décisions à prendre (4 novembre 1460) et quand Charles de Bourgogne, opposé à son père, fit des ouvertures au roi, celui-ci porta l'affaire devant le Conseil.³⁰

Enfin, le Conseil donne à certains actes leur caractère solennel: déjà, le 26 octobre 1418, c'est dans un Conseil tenu à Tours qu'il fut décidé que Charles prendrait le titre de Régent. Quand celui-ci voulut favoriser son fidèle conseiller Robert Le Maçon, il fit prendre la mesure par un Conseil tenu en sa présence (7 novembre 1420).³¹ C'est enfin en Conseil que Charles d'Artois en 1458, Charles de Bourgogne-Nevers en 1459, furent élevés à la pairie.

²⁵ Ibid., III, p. 352, 353.

²⁶ Ibid., IV, p. 259.

²⁷ Ibid., III, p. 399, 401, 411, 415; IV, p. 392.

²⁸ Ibid., IV, p. 330, 331.

²⁹ Ibid., V, p. 41.

³⁰ Ibid., V, p. 223, VI; p. 218, 224, 295, 308, 311.

³¹ Ibid., I, p. 120, 214.

II.4. *Le roi au Conseil*

Ces renseignements confirment ce qu'indiquait le registre de 1455: le roi n'assiste au Conseil que dans des circonstances particulières. Les cas que nous avons relevés concernaient presque tous de grandes affaires, Charles VII n'est donc qu'exceptionnellement présent. Mais, absent, il est tenu au courant de tout, en principe par le chancelier. Une fois que le Conseil a délibéré, Charles VII lit «mot à mot» les actes qu'il doit signer. D'après le poète-«fonctionnaire» Henri Baude, fort bien renseigné, le roi avait organisé son emploi du temps «pour entendre aux affaires de son royaume tellement qu'il n'y avait point de confusion, car le lundi, le mardi et le jeudi il besognait ... touchant la justice, le mercredi il ... entendait au fait de la guerre, le mercredi, vendredi et samedi aux finances».³² Qu'il aît tout vu de près, le registre de 1455 le montre par les notes ajoutées par ordre du roi. Après les séances du 22 avril, du 31 mai et du 6 juin: «il a semblé bien au roi» (9 fois), du 6 juin: «il semble bien au roi» (3 fois), du 12 juin: «le roi n'a point commandé cet article, et a dit qu'il ne le fera point sans (consulter) ses officiers de Languedoc». Tout aboutit donc bien au roi qui contrôle le système et l'appareil.

II.5. *Le Conseil en 1461*

Quels sont les conseillers qui siégeaient à la fin du règne, en 1461? Le plus ancien d'entre eux était Dunois, qui avait commencé à siéger en 1422, à l'âge de 19 ans, et en avait alors 58. Venaient ensuite, loin derrière, Charles du Maine qui siégeait depuis 1433 et avait 47 ans, et Jean de Bueil, depuis 1434 et qui avait 55 ans; Pierre de Brézé et Jean Bureau depuis 1437, le premier avait 61 ans; le maréchal de Laval depuis 1440, qui avait 40 ans; le comte de Saint-Pol, Louis de Luxembourg depuis 1441 – comme Bertrand de la Tour-Montgascon – il avait 43 ans; Jean d'Estouteville depuis 1442, comme Gaston, comte de Foix, le premier avait 56 ans, le second 38; le chancelier Guillaume Jouvenel avait 60 ans et siégeait depuis 1443, comme Etienne Chevalier, âgé de 51 ans, et Guillaume Cousinot, doyen d'âge avec Brézé, 61 ans. Jean Hardouin siégeait depuis 1446; Antoine de Chabannes qui avait 50 ans siégeait depuis 1447, et Jacques d'Armagnac, âgé de 28 ans, depuis 1451. Amanieu d'Albret d'Orval et Pierre Doriole avaient siégé pour la première fois dix ans avant, en 1452, et le second avait 50 ans. Les autres avaient moins d'ancienneté, entre 9 et 5 ans: François Hallé, Etienne Le Fèvre, Richard de Longueil, Denis d'Auxerre et Odet d'Aydie. Il y avait même trois nouveaux: Charles de France, fils puîné du roi, âgé de 15 ans, Tanguy du Chastel, neveu du conseiller du début du règne, et le sénéchal du Limousin Mathelin Brachet. Ainsi, le vieillissement du personnel politique, dont la présence au pouvoir non seulement dure, mais perdure, traduit un des traits du caractère de Charles VII qui n'aimait guère les figures nouvelles. La moyenne de présence des conseillers de 1461 atteignait 16 ans (18 si l'on ne tenait pas compte des trois nouveaux), et la moyenne d'âge: 47 ans, relativement élevée pour l'époque (Charles VII avait 58 ans).

Le dernier Conseil du règne se tint le 17 juillet 1461, au moment où le roi, qui

³² D'après Henri BAUDE, *Eloge ou Portrait historique de Charles VII*. publ. par M. VALLET DE VIRIVILLE, *Nouvelles recherches sur Henri Baude*, Paris 1853.

résidait à Mehun-sur-Yèvre, en Orléanais, était mourant. Il s'agissait pour ses conseillers d'opérer le retournement nécessaire pour rester aux affaires sous son successeur, le redouté dauphin Louis. D'où la lettre d'allégeance que lui adressèrent les 14 présents: Charles d'Anjou, comte du Maine, Gaston, comte de Foix, le chancelier Guillaume Jouvenel, Jean d'Orléans, comte de Dunois, grand chambellan, le cardinal Richard de Longueil, évêque de Coutances, le maréchal André de Laval-Lohéac, Amanieu d'Albret d'Orval, Antoine de Chabannes, comte de Dammartin – qui pouvait tout craindre de l'avènement du futur roi qui s'était promis de donner son cœur en pâture à ses chiens –, le grand maître des arbalétriers Jean d'Estouteville, le sénéchal du Limousin Mathelin Brachet, Tanguy du Chastel grand écuyer, Jean Bureau trésorier de France, Guillaume Cousinot, bailli de Rouen, et Pierre Doriolle, général des finances. On imagine combien ces gens qui, mis à part Brachet, étaient aux affaires depuis huit ans (Richard de Longueil) et jusqu'à quarante (Dunois) pouvaient redouter l'avenir...³³

III. L'origine des conseillers

III.1. Origine géographique³⁴

Nous connaissons, avec plus ou moins de certitude, l'origine géographique de 232 conseillers (sur 282).³⁵ Voici leur répartition par grandes régions, historiques et géographiques.

Les gros contingents des pays de la Loire (Touraine, Anjou, Orléanais, Berry) 55, et du Centre (Bourbonnais, Forez, Auvergne, Limousin, Marche, Rouergue) 38 n'étonnent guère, non plus que l'appréciable groupe de l'Ouest (Poitou, Angoumois) 21: il s'agit des pays demeurés en mains royales, ou de ceux où l'influence du souverain était appuyé par les princes fidèles face à l'Anglais: 7 »Bourbons« (ceux du Bourbonnais-Auvergne et ceux de Vendôme), 5 »Anjou«, 3 »Orléans«, 3 »Laval« pour s'en tenir aux maisons les mieux représentées. Le vaste Sud-Ouest fournit un apport appréciable: 14 dû en bonne partie aux grandes familles: 3 »Albret« et 3 »Foix«, même si la Guyenne propement dite demeura anglaise jusqu'en 1450–1453, et n'aurait pas mieux demandé qu'à le rester! Région parisienne et Normandie sont presque sur le même plan: 23 et 18 conseillers ce qui peut paraître faible pour la première. Mais l'une et l'autre région ont été fort longtemps en mains bourguignonnes ou anglaises, Paris de 1418 à 1436, la Normandie que l'on peut qualifier de terre de résistance à l'occupation, de 1419 à 1440–1450. Au demeurant, beaucoup de nobles en Normandie, à commencer par les d'Harcourt (4 conseillers), nombre de notables à Paris, avaient rejoint le camp royal,

³³ Quant aux résultats de ce qu'on appellerait de nos jours »un retournement de veste«, tirèrent leur épingle du jeu: Charles d'Anjou, Gaston de Foix, Richard de Longueil (promu président de la Chambre de comptes), Amanieu d'Albret et Bureau; perdirent leur charge: Guillaume Jouvenel, Dunois, Laval-Lohéac, Estouteville, Brachet, Doriolle; s'enfuirent: Chabannes, Du Chastel; emprisonné: Cousinot.

³⁴ Voir carte: Origine géographique des conseillers de Charles VII, p. 85.

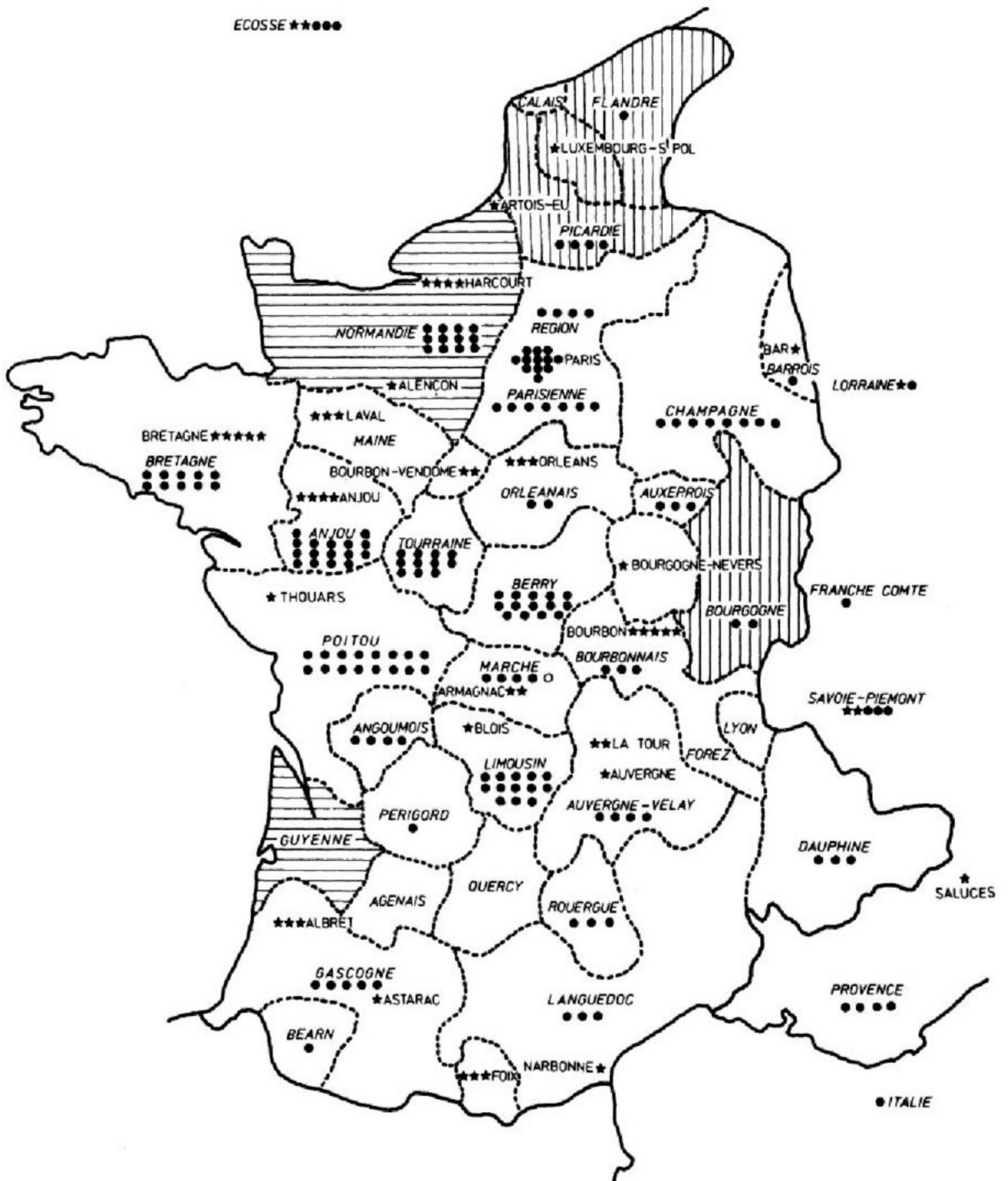
³⁵ Il est parfois délicat de distinguer l'origine et l'implantation: les Jouvenel sont d'origine champenoise, troyenne plus exactement, mais sont implantés à Paris. Nous les avons fait figurer en Champagne.

	Princes	Autres	total	%
Nord (pays bourguignons)	1	5	6	3%
Normandie	6	12	18	8%
Région Parisienne (dt Paris)	—	23 (12)	23 (12)	10%
Nord-Est	1	9	10	4%
Bourgogne et annexes	1	5	6	3%
Pays de Loire	12	43	55	24%
Bretagne	5	10	15	6%
Ouest	1	20	21	9%
Centre	11	27	38	16%
Dauphiné	—	3	3	1%
Languedoc	1	3	4	2%
Sud-Ouest	7	7	14	6%
France	46	167	213	
Lorraine	2	—	2	1%
Franche-Comté	—	1	1	
Savoie — Piémont	2	3	5	2%
Provence	—	4	4	2%
Pays de langue française	4	8	12	5%
Italie	—	1	1	
Grèce	—	1	1	
Ecosse	2	3	5	2%
Etranger	2	5	7	3%
TOTAL	51	181	232	

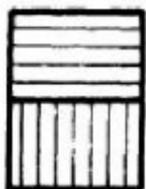
où ils reconstituèrent les rouages de l'administration. La Bretagne, bien que férue d'indépendance, fournit encore un contingent appréciable, dont le tiers, il est vrai, revient à la maison ducal elle-même. Nobles et clercs bretons ne répugnent pas à se mettre au service auprès du roi: c'est pour certains un débouché. Le Nord-Est, Champagne et ses abords, prend sa part à l'activité politique du Royaume. Il est vrai que dès 1429, à la suite de la campagne du sacre, Charles VII y est chez lui.

Les plus faibles contingents de conseillers viennent, soit des régions excentriques: Dauphiné et Languedoc, vivant leur vie propre un peu à l'écart du Royaume tout en participant d'ailleurs à sa défense, soit de zones politiquement séparées: Pays Bourguignons du Nord, de la Picardie à la Flandre, d'une part, Bourgogne et ses annexes, d'autre part. Il ne faut pas oublier que de 1418 à 1435, ces régions n'eurent pratiquement pas de contact avec celles tenues par le roi, et qu'après 1435, elles n'en eurent guère plus, le traité d'Arras ayant fait de Philippe de Bon un quasi souverain dans ses domaines.

Assez remarquable est la proportion des étrangers parmi les conseillers, même si nombre d'entre eux viennent de régions de langue française: Lorraine, Franche-Comté, Savoie, Provence. 8% d'étrangers dans l'organe politique essentiel du Royaume, c'est une proportion appréciable, mais qui provient en partie de conseillers



ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES CONSEILLERS DE CHARLES VII



région demeurée longtemps anglaise

région bourguignonne

● Conseiller

★ Prince-conseiller

»par courtoisie«. Parmi ces conseillers »étrangers«, certains eurent un rôle important, surtout politique pour le Provençal Jean Louvet et le Piémontais-Savoyard Théode de Valpergue, militaire pour les Ecossais John Stuart qui fut connétable de France avant d'être tué à Verneuil comme Archibald Douglas, et John Stuart-Darnley.

III.2. Age

Nous ne connaissons avec certitude l'âge que d'une minorité de conseillers: 80 (28%), ce qui permet cependant de préciser ce point: à quel âge devient-on conseiller?

- 9: 11%, l'ont été à moins de 20 ans,
- 18: 22%, l'ont été entre 20 et 30 ans,
- 17: 22%, l'ont été entre 30 et 40 ans,
- 23: 29%, l'ont été entre 40 et 50 ans,
- 11: 14%, l'ont été entre 50 et 60 ans,
- 2: 2%, l'ont été à plus de 60 ans,

les trois grosses classes d'âge étant celles entre 20 et 50 ans. Mais que de différences sociales: nous connaissons l'âge de 33 princes-conseillers (41% des cas connus, ce qui atteste d'une certaine façon la supériorité socio-culturelle de cette catégorie numériquement des plus restreintes). 22, soit 66% d'entre eux, ont siégé à moins de 30 ans, et si l'on regarde le petit groupe des conseillers ayant siégé à moins de 20 ans, 8 sur 9 étaient des princes. Le dauphin Louis est entré au Conseil à 14 ans comme Jean d'Alençon, et le second fils du roi, Charles, à 15 ans. N'était-ce pas logique puisque la majorité royale avait été fixée par Charles V à 14 ans? Finalement, pour un prince, il était normal d'être appelé au Conseil entre 18 et 25 ans: ce fut le cas de 15 princes (45%).

Par contre, parmi les moins de 30 ans, hormis le cas très particulier de Jeanne d'Arc, on note un seul roturier, le très doué Alain Chartier, à la fois secrétaire du roi et écrivain fécond, et seulement 3 nobles: Louis de Beaumont, entré à la suite de l'arrivée en force de la maison d'Anjou, Jean de Bueil, un autre Angevin, fameux comme capitaine, Odet d'Aydie, un Gascon qui sut plaire à Charles VII comme plus tard à Louis XI.

Epreuve contraire: si on considère les conseillers promus à un âge avancé (50 ans), on ne trouve parmi eux que 3 princes: Jean d'Harcourt, prince peu actif, Charles d'Orléans, à cause de sa longue captivité en Angleterre (1415-1440), et Louis, marquis de Saluces, qui ne siégea que par courtoisie à l'occasion d'un séjour à la cour. Les »vieux« conseillers sont donc des nobles et des roturiers: pour ceux-ci, les plus de 50 ans représentent 28% du total. Sans qu'il y ait une corrélation absolue entre l'âge et la condition sociale, un prince avait des chances d'entrer très jeune au Conseil, un seigneur dans la force de l'âge (72% des nobles y sont entrés entre 30 et 50 ans), mais un roturier n'avait guère d'espoir d'y accéder avant 40 ans (66% y sont entrés après cet âge).

Il y a là une belle illustration du vers de Corneille: »aux âmes bien nées la valeur n'attend pas le nombre des années« ... d'autant qu'on ne craignit pas d'avancer un siège au Conseil au jeune Charles du Maine en 1423: il avait 9 ans, mais sa mère Yolande d'Anjou l'y avait introduit!

*III.3. Origine sociale*³⁶

Les chiffres sont les suivants:

princes, comtes, vicomtes:	63 soit 22%	}	31%
seigneurs ³⁷	: 25 soit 9%		
nobles	: 94 soit 34%	}	43%
roturiers	: 100 soit 35%		

On peut traduire ces chiffres de plusieurs façons:

- les roturiers (35%) ont acquis une place appréciable au Conseil où ils prennent une position qu'ils n'avaient jamais eue jusqu'alors;
- les nobles constituent la partie dominante du Conseil (43%);
- les princes, qui ne représentent qu'une infime partie de la société, ont une influence hors de proportion (22%).

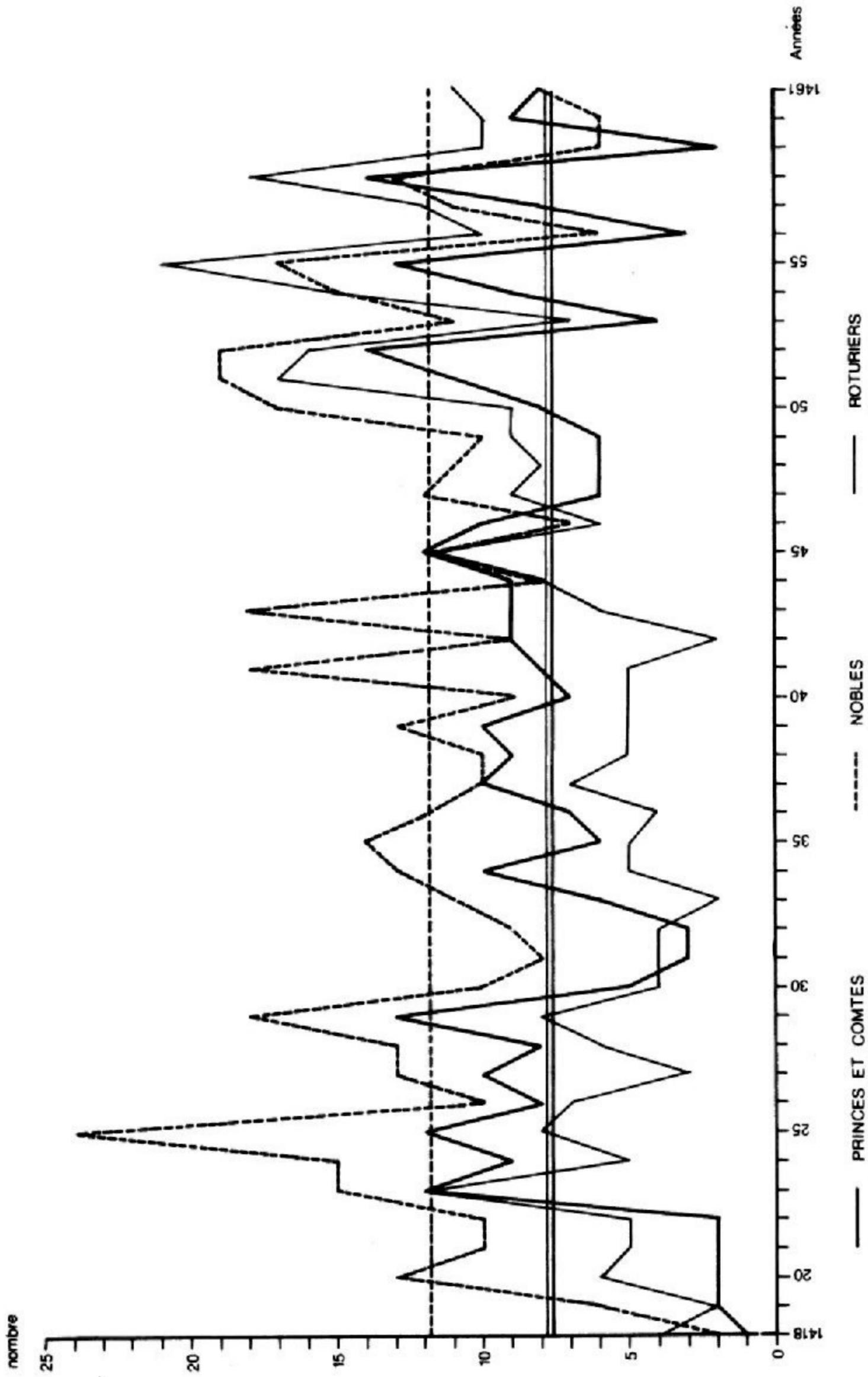
Les trois propositions sont exactes, d'où la nécessité de pousser plus loin l'analyse, d'abord en cherchant si la composition sociale du Conseil a varié dans le temps. L'examen des courbes, année par année, permet de constater:

- que les roturiers l'emportent sur chacun des autres groupes à partir de 1455 (ils l'avaient aussi emporté en 1418, mais non pas de 1419 à 1454);
- par contre si l'on réunit ce qu'on appellera plus tard les »privilégiés« (mot qui n'a pas grand sens car bien des roturiers bénéficient de privilèges), princes, seigneurs, nobles dominant le Conseil du début à la fin du règne.

Il en va un peu différemment si l'on considère l'assiduité... du moins quand on a la possibilité de l'apprécier, d'avril à juin 1455, où l'on a vu que les princes ont fréquenté en moyenne 6 séances, les nobles 10, comme les roturiers, encore que l'on voit que les nobles n'étaient guère moins assidus que les roturiers, et que parmi les princes, Dunois a participé à 23 séances, Richemont à 15, tandis qu'entre les »seigneurs«, Estouteville-Torcy a assisté à 18 et Gaucourt à 12. Si le record de présence va à un »grand bourgeois«, le chancelier Jouvenel (39 séances), le noble Richard de Longueil ne lui cède que de peu (38 séances). Sur l'ensemble des »très présents«, ayant participé au moins à 10 réunions, on compte certes 8 roturiers, mais aussi 7 nobles, dont 3 »seigneurs«, et 2 princes. On voit combien il y a lieu de nuancer les affirmations de Noël Valois qui, il est vrai, réunissait »robes longues« (prélats) et »bourgeoisie«, comme si un Longueil cardinal-évêque de Coutances, voire un Montbéron, évêque d'Angoulême, avaient quelque chose à voir avec des bourgeois.

³⁶ Voir graphique: nombre de conseillers par catégories sociales, p. 88.

³⁷ La distinction entre »seigneurs« et »nobles« était faite au XV^e siècle, tant par Charles du Maine qui, à propos de Chabannes, disait qu' »on savait bien de qui il était venu« et qu'il n'était un »seigneur« que par sa femme, héritière du comté Dammartin, que par Bueil dans son Jouvencel qui distingue bien »princes«, »seigneurs« et »gentilhommes« (Ph. CONTAMINE, *Guerre, Etat et Société*, p. 425, n. 132).



NOMBRE DE CONSEILLERS PAR CATEGORIES SOCIALES

(l'étude porte sur 282 conseillers)

III.4. Influence respective des conseillers

Une autre recherche est celle de l'influence, du poids politique des conseillers. Cette notion est certes subjective, appliquée au haut personnel politique de l'époque, mais pas plus qu'elle ne l'est pour nos contemporains.³⁸ Nous avons relevé, année par année, et trimestre par trimestre, les présences au conseil, et tenu compte des notations retrouvées dans les écrits du temps.

Durant la période armagnaque (1418-1425) se détachent³⁹ 10 conseillers influents:

princes	1	10%
seigneurs	—	
nobles	5	50%
roturiers	4	40%

Durant l'époque de La Trémoille (1425-1433) se décèlent 15 conseillers influents:

princes	7	} 10	46%	} 66%
seigneurs	3		20%	
nobles	4		26%	
roturiers	1		8%	

Durant la période »angevine« (1433-1440), les conseillers influents sont au nombre de 18:

princes	8	} 9	44%	} 50%
seigneurs	1		6%	
nobles	7		39%	
roturiers	2		11%	

Durant l'époque de Brézé (1440-1449) apparaissent 16 conseillers influents:

princes	4	} 6	25%	} 38%
seigneurs	2		12%	
nobles	5		31%	
roturiers	5		31%	

Durant l'époque de la victoire (1450-1461), le nombre des conseillers influents est de 19:

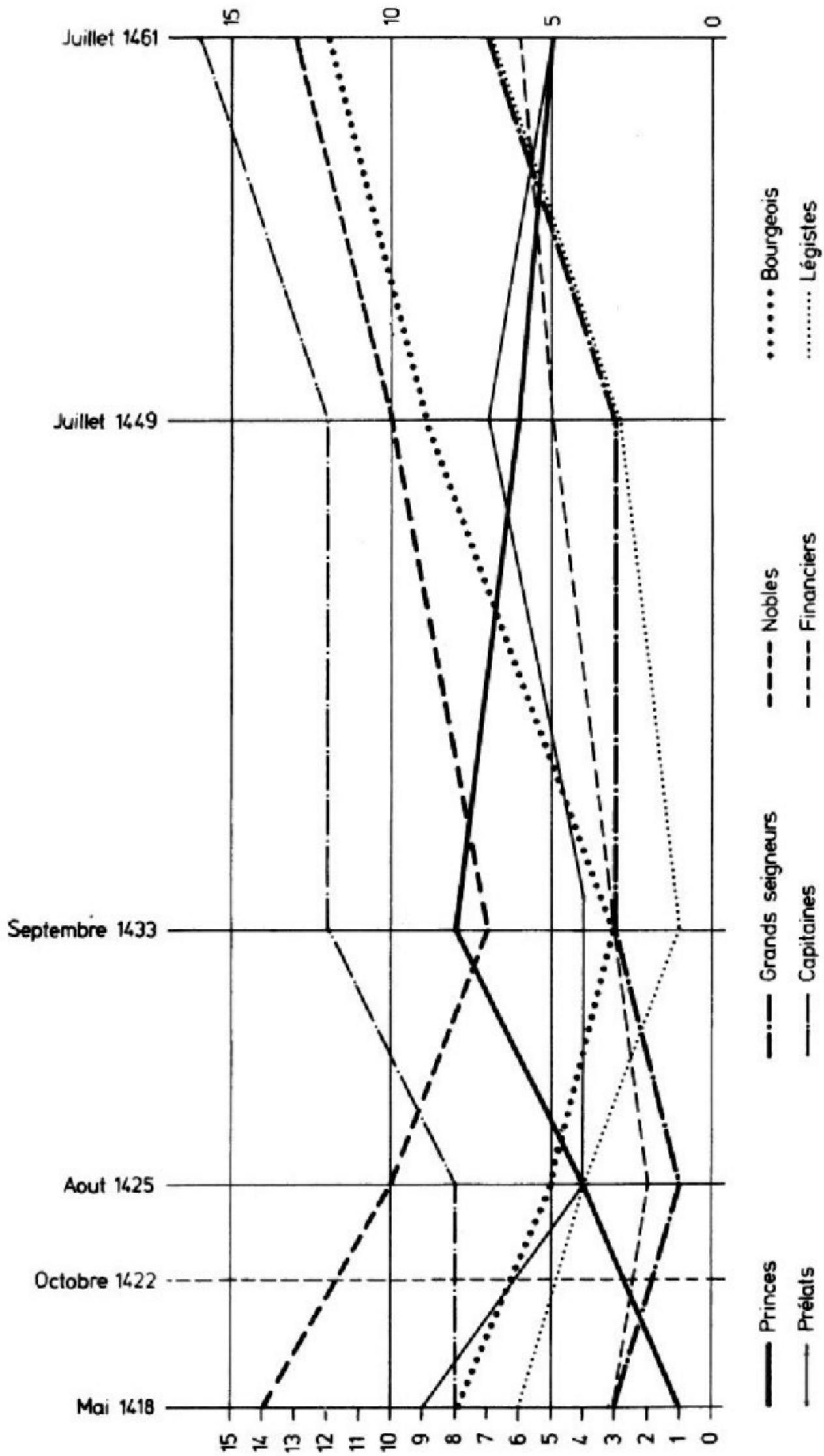
princes	4	} 5	21%	} 26%
seigneurs	1		5%	
nobles	7		37%	
roturiers	7		37%	

La fluctuation des catégories est donc la suivante:

	1418-25	1425-33	1433-40	1440-49	1449-61
princes	1	7	8	4	4
seigneurs	0	3	1	2	1
nobles	5	4	7	5	7
roturiers	4	1	2	5	7
évêques	4	2	5	3	2

³⁸ Sous la V^e République, qui oserait classer, autrement que par des termes vagues: »apparemment très influent«, »apparemment influent«, »apparemment sans grande influence«, les personnages politiques?

³⁹ Voir graphique: conseillers les plus influents selon les périodes, p. 90. Voir aussi tableau: les conseillers les plus influents, p. 102.



CONSEILLERS LES PLUS INFLUENTS SELON LES PERIODES

Princes et «seigneurs», peu nombreux durant la période armagnaque (le seul influent, Jean, bâtard d'Orléans – le futur Dunois – le fut parce que gendre de Louvet) devinrent prépondérants durant l'époque de la Trémoille, demeurèrent dominants au temps des Angevins, puis virent leur influence diminuer après la Praguerie où beaucoup, dont le duc Charles de Bourbon et le comte Louis de Bourbon-Vendôme, prirent parti contre le roi.

Nobles et roturiers, deux catégories finalement proches (surtout quand la roture s'appelle Jouvenel) l'emportaient totalement à l'époque armagnaque, perdirent une partie de leur influence à l'époque de la Trémoille, en retrouvèrent au temps des Angevins pour l'emporter de plus en plus nettement, à l'époque de Brézé et après les victoires royales. Parmi eux, les roturiers, influents au début quand la chancellerie revenait à Martin Gouge, connurent un véritable passage à vide de 1425 à 1440, pour prendre une place grandissante jusqu'à la fin de règne, symbolisée par la chancellerie qui leur fut dévolue sous Guillaume Jouvenel, de 1445 à 1461.

Finalement, sur 49 conseillers influents:

princes	12	} 17	24%	} 34%
seigneurs	5		10%	
nobles	18		37%	
roturiers	14		29%	

Les princes et seigneurs sont loin d'avoir perdu leur influence, même politique, et l'on peut penser, sans grand risque d'erreur, que le poids d'un Dunois, d'un Richemont, d'un Charles du Maine, des divers Bourbon, l'emportait considérablement sur la plupart des autres conseillers, sauf le cas particulier de la faveur royale, ce qui fut vrai pour Giac (1426–1427), la Trémoille (1427–1433), Brézé (1445–1450) et Villequier (1451–1454).

III.5. Indépendants et dépendants

Parmi les «282», quels sont les personnages indépendants par rapport au roi?

Apparemment les membres du lignage d'Anjou, mais apparemment seulement: certes, René d'Anjou, comme son fils Jean de «Calabre», sont indépendants puisque maîtres de la Provence et de la Lorraine, hors du Royaume, mais ils n'en dépendent pas moins du roi qui leur fait des dons considérables (55 000 livres + 25 000 ducats à René en 1460) pour les aider à reconquérir Naples, quand il ne leur procure pas un contingent de troupes.

Le comte de Foix est assez loin pour se sentir indépendant, mais ses terres ne sont pas riches, sa pension de 6000 livres est la bienvenue, et ses visées au delà des Pyrénées, notamment sur la Navarre, requièrent l'appui du roi. C'est pourquoi il lui faut être à la cour et au Conseil, et tant pis pour l'indépendance.

Le duc de Bretagne est réellement indépendant... une fois admis que la Bretagne fait partie du Royaume. Mais ses parents ne le sont pas et Arthur, comte de Richemont, a grand besoin de ses 24 000 livres de gages de l'office de connétable, au point que devenu duc (1457), il gardera l'office et sa rétribution.

Le seul prince indépendant est le duc de Bourgogne, ce qui fait qu'il n'a jamais paru au Conseil!

Quant aux «grands», le moindre d'entre eux, Charles d'Albret, a une pension de 2000 livres, Alençon une de 12 000 livres, Yolande d'Anjou, une pension de 2500 «moutons» d'or (à peu près 2500 livres). Charles d'Anjou ajoute à sa pension de 2000 «moutons», à partir de 1440 ses gages de gouverneur du Languedoc: 24 000 livres. Bernard d'Armagnac, comte de la Marche, est pensionné à 6000 livres, comme Charles d'Artois, comte d'Eu. Le duc Charles de Bourbon a 14 000 livres, son cousin Vendôme 6000 livres. Le duc Charles d'Orléans est pensionné à 12 000 livres «pour la garde d'Asti», son frère Jean d'Angoulême à 5000 «pour entretenir son état», plus 1000 livres «pour réparer ses châteaux». Vallet de Viriville l'a fort bien vu et dit: «Dès que la prospérité remit à flot son trésor, (le roi) prodigua les titres (Dunois comte de Longueville, Brézé de Maulevrier, Guy comte de Laval; le comte d'Eu, Charles d'Artois et le comte de Nevers, Charles de Bourgogne pairs de France), les pensions, les gros traitements; mais lorsque les princes ne lui parurent pas dignes de sa confiance, il leur refusa l'influence et l'action (ce qui fut le cas de Charles duc de Bourbon et de son cousin Vendôme, des comtes d'Armagnac)».

Enfin, la plupart des conseillers, quelle que soit leur position sociale, sont dans la dépendance du roi.

III.6. Les exclus

A lire les excellents livres d'Edouard Perroy, *La guerre de Cent ans*⁴⁰ et de Jean Favier, *La guerre de Cent Ans*,⁴¹ on a l'impression qu'entre anciens Armagnacs et ex-Bourguignons l'osmose (pour reprendre un mot de Jean Favier dans *Paris au XV^e siècle*⁴²) «se fit sans difficulté dans les grandes institutions du gouvernement central». C'est sans doute vrai au niveau du Parlement et des autres cours souveraines, Chambres des comptes et Cour des Aides. Il en alla différemment du Conseil du roi.

Il n'en pouvait être question avant la réconciliation de 1435, sauf cas particulier. Mais de 1435 (traité d'Arras) – 1436 (ralliement de Paris au roi) à 1461, très rares furent les Bourguignons déclarés à siéger au Conseil.

Sur les «283», on ne note que: 5 personnages (2%) venant de l'entourage du duc de Bourgogne, dont 2 sont de grands seigneurs menant leur propre politique: Louis de Luxembourg et Charles de Bourgogne-Nevers, et 3 des ecclésiastiques qui n'ont fait que passer au Conseil: Jean Chevrot, évêque de Tournai, familier de Philippe le Bon, admis par courtoisie lors d'une mission qu'il effectua à la cour en 1438, Jean de Sarrebrück, évêque de Châlons qui siégea quand le roi entra dans sa cité (1429), Philippe de Vienne, évêque de Langres, prélat guerrier qui prit part au siège de Pontoise, et siégea en 1436.

Si de la zone bourguignonne on passe à la zone occupée par les Anglais, on ne trouve que 3 conseillers «ralliés» (1%): Jacques du Chastelier, évêque de Paris tout dévoué aux Anglais, rallié comme sa ville en 1436, siégea en 1437; Thomas Basin, employé par l'administration anglaise, évêque de Lisieux depuis 1447, rallié au roi en 1449 où il siégea; Richard-Olivier de Longueuil, fils d'un noble normand tué à Azincourt, official

⁴⁰ Paris 1945.

⁴¹ Paris 1980.

⁴² Paris 1974, p. 238.

de Rouen dont il négocia la reddition au roi (1449). De ces trois évêques, un seul, Chastelier fut vraiment un «collaborateur», et son rôle politique dans la France de Charles VII a été nul; les deux autres ont plus subi que participé, et il est frappant de constater que c'est le moins marqué du côté anglais, Longueil, qui a fait la plus belle carrière politique.

On peut penser qu'il y a donc une sorte de loi non écrite qui exclut du Conseil Bourguignons déclarés et Français «reniés».

III.7. Et les femmes?

La présence de femmes au Conseil est un fait exceptionnel: 2 sur 282, et encore, pour l'une d'elles, Jeanne d'Arc, il ne s'agit, nous l'avons vu, que d'une présence ponctuelle.

L'autre «conseiller» femme fut Yolande d'Anjou, duchesse d'Anjou, belle-mère du roi, dont elle fut vraiment un conseiller. Exception donc, qui n'empêche pas d'affirmer qu'à cette époque les femmes ne jouaient, en France, aucun rôle politique, du moins officiellement.⁴³

III.8. Polyvalence des conseillers

De nos jours, quand il s'agit d'un personnage politique, on pose la question de sa fonction et de sa spécialisation, encore qu'en ce qui concerne les postes ministériels, on voit en fait tel ou tel personnage passer indifféremment d'un «département» à un autre. Cependant, ces personnalités se classent, quant à la formation, selon des rubriques précises: universitaires, médecins, agriculteurs, commerçants, industriels, fonctionnaires, «énarques», etc...

Qu'en était-il au XV^e siècle? Rien de si précis ne permet de répartir les conseillers. Sans doute peut-on dégager une fonction dominante. Ainsi note-t-on parmi les «283»:

59 prélats (21%), dont 39 ne furent qu'évêques ou abbés. Les 20 autres furent aussi: financiers: 10 parmi lesquels: Guillaume de Champeaux, évêque de Laon et général des finances en Languedoc, en outre président de la Chambre des comptes; Alain de Coëtivy, évêque de Dol, puis de Quimper, cardinal, président des Comptes; Hugues de Combarel, évêque du Tulle, puis de Béziers, enfin de Poitiers, et général de la justice des aides, en outre président de la Cour des aides; Jean d'Etampes, évêque de Carcassonne et général des finances; Martin Gouge, évêque de Clermont et général des finances, en outre président de la Chambre des comptes; Jacques Jouvenel, évêque de Poitiers et patriarche d'Antioche, président de la Chambres des comptes; Thibault de Lucé, évêque de Maillezais et général des finances; Jean Tudert, évêque élu de Châlons et général des finances;

magistrats: 3 (Guillaume Chartier, docteur en droit, conseiller au Parlement de Poitiers, évêque de Paris; Louis d'Harcourt, archevêque de Narbonne, président de l'Echiquier de Normandie; Geoffroy Vassal, président au Parlement de Paris, archevêque de Vienne, puis de Lyon);

⁴³ Agnès Sorel, dont on continue à discuter du rôle politique, ne siégea jamais au Conseil.

maître des requêtes: 5 (les 2 Bernard, Jean archevêque de Tours, et son neveu Guy évêque de Langres; Blaise Greslé, archevêque de Bordeaux; Denis du Moulin, archevêque de Toulouse, puis évêque de Paris);

voire médecin (Pierre Beschebien, évêque de Chartres);

ou même guerrier (Philippe de Vienne, évêque de Langres);

les »capitaines« sont presque aussi nombreux que les prélats: 56;

il y eut encore nombre de juristes: 38;

un certain nombre de spécialistes des finances: 23;

quelques administrateurs, baillis et sénéchaux notamment: 21.

Mais que d'inclassables, diplomates d'occasion, capitaines d'aventure, courtisans de toujours.

En fait, la polyvalence des conseillers était la règle. Même en laissant de côté les princes, Bourbon, Anjou, Richemont, Dunois, tour à tour administrateurs (dans leurs domaines), capitaines et diplomates, on le constate pour un grand nombre d'autres.

Parmi les nobles: Tanguy de Chastel fut un soldat chargé de missions diplomatiques et administratives (sénéchal de Beaucaire); Raoul de Gaucourt un capitaine, administrateur (gouverneur de Dauphiné et grand maître de l'hôtel), diplomate ... et courtisan; Brézé un courtisan, capitaine, administrateur (sénéchal de Poitiers, grand sénéchal de Normandie), diplomate; Bueil un capitaine, administrateur (de son comté de Sancerre), diplomate ... et écrivain (le Jouvencel); Chabannes un capitaine (et d'Ecorcheurs), administrateur (point tant de son exigü comté de Dammartin que du bailliage de Troye, puis de la sénéchaussée de Carcassonne) et diplomate.

Côté roturiers: Martin Gouge »bien habile sur le fait des finances« fut général de celles-ci, évêque, administrateur et magistrat au plus haut niveau en tant que chancelier, et diplomate; Bureau fut spécialiste des finances, technicien de l'artillerie, administrateur (maire de Bordeaux), diplomate; Cousinot, juriste et administrateur (bailli de Rouen), capitaine, diplomate ... et écrivain (Chronique de la Pucelle); Jacques Jouvenel, évêque, spécialiste des finances, diplomate.

Cependant, on peut attribuer à la plupart des 49 conseillers influents,⁴⁴ une spécialisation dominante, un talent, voire une vocation particulière, ce qui autorise le classement suivant:

– capitaines	16	(33%)
– financiers	9	(18%)
– évêques	8	(16%)
– négociateurs	7	(14%)
– juristes	6	(12%)
– courtisans	6	(12%) ⁴⁵

On peut même déceler une certaine »périodisation«: les évêques furent particulièrement bien placés durant la première période (4 sur 10), et la troisième (5 sur 18); les capitaines ont dominés durant la seconde (7 sur 15) et la troisième période (9 sur 18);

⁴⁴ La plupart seulement, car quelle »spécialisation« donner à Yolande d'Aragon et à Charles d'Anjou, comte du Maine?

⁴⁵ Le total monte à 52 au lieu de 47 à cause de quelques »doublets«: les évêques qui sont surtout autre chose: Gouge, Champeaux, du Moulin, Lucé et Vassal.

les financiers furent bien représentés durant la première période (3 sur 10) et la quatrième (4 sur 16); les juristes dans la cinquième (3 sur 19). Quant aux courtisans, on peut remarquer leur influence pendant les première (Frotier et Avaugour), deuxième (Giac et la Trémoille) et dernière périodes (Villequier et Gouffier).

IV. Filières d'accès au Conseil

IV.1. La pérennisation du personnel politique

La longévité politique des conseillers est un fait dès le début du règne.

Si on se réfère aux gens siégeant au Conseil »armagnac« à Paris,⁴⁶ durant la période 1413–1418, on constate que sur 26 conseillers:

- 9 ont disparu,
- 3 furent tués à Azincourt (1415),
- 5 ont été exécutés à Paris (1418),
- 1 est décédé en 1420,

mais sur les 17 restants, 10 ont siégé sous Charles VII (un autre, Jean Jouvenel, le père ayant joué un rôle politique important) et 6 seulement ont disparu de la vie politique.

Si l'on admet que ce Conseil était particulièrement »marqué«, on peut dire que le Conseil de Charles VII le fut aussi dans le sens armagnac, ce qui est évident jusqu'en 1425, mais même au delà, puisque le Maçon siégeait encore en 1436, Gouge en 1442, Frotier en 1450 et Gaucourt en 1458.

Si l'on s'en tient aux gens influents, 3 des 10 de 1418–1425 avaient eu du poids durant la domination armagnaque à Paris et si ceux qui en avait eu le plus n'étaient pas auprès de Charles, ce n'était pas de leur faute, le connétable Bernard d'Armagnac et le chancelier Henri de Marle ayant été massacrés par les Bourguignons avec quelques autres.

Par la suite, la pérennisation a joué, du moins après 1425 où le changement fut vraiment un »coup de balai«: sur les influents de la période suivante, 4 seulement sur 15 (27%) appartenaient à l'ancienne équipe dirigeante. Le changement de 1433 a été opéré plus en douceur, mis à part le cas de la Trémoille: sur 18 conseillers influents, 10 (56%) appartenaient aux anciennes équipes au pouvoir. La Praguerie (1440) fut plus dommageable à certains: sur les 16 personnages influents de la période suivante, 6 seulement (38%) étaient des »anciens«. Dans la dernière période, la mort, l'âge, la guerre, la défaveur du roi eurent raison de nombreux conseillers: parmi les 19 influents, 9 (47%) sont des »rescapés« de la politique et 10 des nouveaux promus.

IV.2. Filières d'accès

Il faut distinguer entre ceux qui sont »nés«: ce sont les princes, »des fleurs de lys« ou non, les comtes et vicomtes: leur nombre est considérable à toutes les époques, et en tout, sur 283 conseillers, on en compte 63 (22%): tout l'armorial de France a défilé au Conseil.

⁴⁶ N. VALOIS, *Le Conseil du roi* (n. 4), p. 133–135.

Les grandes maisons princières y sont toutes représentées.

En tête, celle de Bourbon a fourni	7 conseillers (3 influents)
puis celle de Bretagne	: 5 conseillers (1 influent)
celle d'Anjou	: 4 conseillers (2 influents)
celle d'Harcourt	: 4 conseillers (2 influents)
celle d'Orléans	: 3 conseillers (1 influent)
celle d'Albret	: 3 conseillers (1 influent)
celle de Laval	: 3 conseillers
celle de Foix	: 3 conseillers (1 influent)
celle de Rochechouart	: 3 conseillers

Ont encore fourni 2 conseillers les maisons d'Armagnac-la Marche (1 influent) et de la Tour.

Quant à leur influence réelle, nous en avons vu la fluctuation. Le fait d'être prince était un argument de poids pour entrer au Conseil, et pour le roi une sorte de contrainte, du moins morale. Mais il ne prédisposait pas à l'influence, et celle-ci ne durait qu'autant que Charles, soupçonneux, n'avait rien à reprocher au prince. La proportion réduite de personnages influents (12 sur 63) incite plutôt à penser que bien souvent l'appel d'un prince au Conseil était politique, un geste, une habitude, au point que nombre d'entre eux, 14 n'y sont mentionnés qu'une fois.

Et les «autres», ceux qui, par la naissance, n'ont aucune prédestination à entrer au Conseil?

Plusieurs groupes se distinguent:

Les clientèles: Il faut mettre à part la coterie, le clan »Armagnac«, dominant de 1418 à 1425, comprenant notamment »ceux de Montereau« dont la politique, ou son absence, fut une sorte de fuite en avant devant les répercussions de l'assassinat du duc Jean de Bourgogne: du Chastel, le Maçon, Louvet, Narbonne (neveu du connétable d'Armagnac), Bataille, Frotier, Avaugour, Noé, Beauveau, sans oublier ceux qui leur sont liés: Arpajon, parent du connétable, le maréchal de Séverac, son neveu, et Jean d'Orléans, gendre de Louvet. On constate que sur les 10 conseillers influents de l'époque 1418-1425, 6 sont des Armagnacs affirmés dont 5 présents à Montereau, les 4 autres étant des évêques très proches d'eux, qui, évidemment, n'étaient pas à Montereau.

Après l'éviction des Armagnacs en 1425, leur esprit ne disparut pas totalement, se maintenant par le Maçon qui ne connut qu'une courte éclipse (1425), Jean d'Orléans (revenu en 1428), Arpajon (1430), Noé (1434), et Frotier (1440).

Les vraies clientèles sont celles des princes: La maison d'Anjou, la mieux placée grâce à la reine Marie et à Yolande d'Anjou, a poussé au Conseil 21 personnages (7%), parmi lesquels les influents Louvet (1418), Bueil (1434), Beauveau (1435) et surtout Brézé (1437) dont l'influence personnelle tint même quelque temps en balance celle des Angevins (1445-1449).

La maison des Bourbons y introduisit 11 de ses fidèles (4%), parmi lesquels Regnault de Chartres (1420), la Fayette (1421), Chabannes (1447).

La maison d'Orléans a placé également au Conseil 11 de ses familiers (4%), dont du Chastel (1418), Gaucourt (1425), Cousinot (1443).

La maison de Bretagne a poussé 5 personnages au Conseil (2%), dont la Trémoille (1426) et Coëtivy (1434).

Il y eut même au Conseil une clientèle privée: celle de Villequier, assez influent de 1449 à 1453 pour introduire au Conseil 3 amis (51%), dont aucun n'a joué un rôle de premier plan, mais dont deux eurent une certaine influence: Lévis et Aubusson.

Les familiers du roi forment un autre groupe: qu'il s'agisse des gens qui vivaient dans son intimité au milieu des périls des premières années, ses anciens gouverneurs (Beauveau, Maillé, Noé) et ses protecteurs, de Paris à Montereau: du Chastel et Frotier (5 conseillers),

ou des officiers de l'hôtel (22 conseillers)

– soin de l'âme du roi (3):

– aumônier (Auxy)

– confesseurs (Montmoret, Mchet)

– santé du roi (4):

– médecins («physiciens») comme Cadart, Beschebien, Poitevin et le Franc (grec d'origine)

– chambre du roi (2)

– chambellans comme Coaraze et Grolée

– hôtel royal (3)

Bohan (la Rochette), Chambes et du Puy du Fou

– «métiers» de l'hôtel (8)

– paneterie: Châtillon (grand panetier), Coëtivy (panetier), Dinteville, du Mesnil et Prie

– écurie: Aulhon (écuyer) et du Chastel (grand écuyer)

– vénerie: Bélier (grand veneur)

– secrétaire du roi (2)

Chartier et Toreau

ou des courtisans (6 conseillers):

Avaugour, la Témouille, et les «mignons» du roi: Giac (exécuté en 1426), le Camus de Beaulieu (assassiné en 1427), Villequier (mort prématurément en 1454), Gouffier (arrêté en 1457),

– auxquels on peut adjoindre l'oncle de la maîtresse regrettée, le bénédictin Geoffroy Sorel, évêque de Nîmes (1456) puis de Châlons.

Les gens qui sont entrés au Conseil par la grâce du roi, parce que le roi les connaît et les apprécie, représentent 33 personnages (10%).

On peut encore distinguer les «spécialistes», ceux qui ont forcé l'attention par leurs qualités dans tel ou tel domaine:

– maîtres des requêtes, prédestinés par leur fonction à accéder au Conseil: 15 (5%), dont le Maçon, du Moulin, Le Fèvre,

– financiers «habiles»: 24 (8%) parmi lesquels: Gouge, Louvet (également protégé des Angevins), Boulligny, Champeaux, Bureau, Cœur, Chevalier, Hardouin, Doriole.

– présidents distingués qui, avec les simples conseillers au Parlement, forment un groupe de 26 conseillers (9%), au nombre desquels: Vassal.

– capitaines courageux: au moins 21 (7%) dont Albret d'Orval, la Fayette (de plus protégé de Bourbon), Graille, Bueil (protégé des Angevins), Torcy, Chabannes (protégé de Bourbon).

– diplomates de talent: 6, dont le plus connu Mesnil-Simon.

– évêques «défenseurs du pays»: 4 dont le peu connu Jean de Kirkmichaël, évêque

d'Oriéans, Thomas Basin, évêque de Lisieux, Longueil, défenseur de Rouen fait évêque de Coutances.

Ce groupe des spécialistes réunit des gens très divers, 96 en tout (43%).

IV.3. La maintenance familiale, les héritiers

Vu l'importance de la fonction, sa «dignité», il n'est pas étonnant que s'y soit établie une sorte de survivance familiale, de maintenance. En voici des exemples:

En 1421, le très influent Guillaume d'Avaugour introduisit au Conseil son frère Louis.

En 1422 entra au Conseil Jean de Naillac, sire de Châteaubrun, beau-frère de Gaucourt (qui siégeait déjà au Conseil armagnac de Paris), qui à son tour, y introduisit en 1425 son oncle (ou frère) Guillaume, évêque de Couserans, tandis que bien plus tard en 1455, Gaucourt, âgé alors de 10 ans, fit entrer au Conseil son fils Charles, sire de Châteauneuf.

Quand Prégent de Coëtivy entra au Conseil, en 1434, il assumait en quelque sorte la survivance de son père Prégent, qui y siégeait en 1420. Lui-même y fit entrer en 1443 son frère Alain, franciscain, alors évêque de Dol.

De même, en 1435, Bertrand de Beauveau reprit au Conseil une place «familiale» tenue en 1419 par Pierre de Beauveau. Il y fit entrer en 1457 son fils Jean, évêque d'Angers.

En 1436, Thibault de Lucé succéda au Conseil comme général des finances, à son frère Guillaume, maître et président des comptes, comme il lui succéda à l'évêché de Maillezais.

Louis de Culan, amiral, membre du Conseil (1422-1436), finit en 1441 par y assurer l'entrée de son neveu Philippe, maréchal, lequel n'eut garde d'oublier son frère Charles (1445), un temps grand maître, destitué en même temps que son frère pour malversations (1450).

Guillaume Cousinot, président du Conseil delphinal, reprit au Conseil en 1443, la place de son père Guillaume (1421).

Jamet du Tillay, rendu célèbre par son rôle de colporteur de ragots sur Marguerite d'Ecosse, épouse du dauphin Louis, entra au Conseil en 1444, y retrouva la place occupée par un autre Jamet du Tillay, peut-être son père, en 1423.

Si Adam de Cambrai, premier président du Parlement de Paris, ne siégea plus au Conseil après 1441, il put y faire entrer (1445) son parent Etienne, maître des comptes, évêque d'Agde.

Jean le Boursier, sire d'Esternay, général des finances, entra en 1446 au Conseil où avait siégé son père Alexandre, également général des finances, en 1423, et où siégera, à partir de 1452 Gérard le Boursier, peut-être son frère, maître des requêtes.

Antoine de Chabannes fut bien appelé au Conseil en 1447 sur sa renommée, au demeurant aussi mauvaise que bonne, mais surtout sur la recommandation de son frère Jacques, futur grand maître, conseiller dès 1439.

Jean Tudert, maître des requêtes, retrouva au Conseil en 1448, la place qu'y avait occupée (1429, 1435) son oncle Jean, doyen de Paris et général des finances, mort alors qu'il venait d'être promu évêque de Châlons (1439).

Arnaud de Marle appartenait à une famille de parlementaires illustrée par son père

Henri, chancelier de France, exécuté par les Bourguignons (1418). Conseiller (1425, 1427), président au parlement de Paris, il dut favoriser l'accès au Conseil (1448) de son frère ou parent Henri, maître des requêtes.

Le Tourangeau Guillaume Toreau, notaire et secrétaire du roi, entré au Conseil en 1451 après plusieurs missions diplomatiques, retrouva un siège que Guillaume Toreau, peut-être son père, maître des requêtes et général des finances, avait occupé en 1423.

On peut penser que l'entrée au Conseil en 1454, de Louis d'Aubusson, évêque d'Alet, puis de Tulle où il succéda à son frère, fut facilitée par son frère ou parent, Antoine, beau-frère de Villequier, qui l'y avait introduit la même année.

Et si Tanguy de Chastel accéda au Conseil en 1461, il le devait peut-être à sa fonction de grand écuyer (1454) mais surtout au fait qu'il était le neveu de Tanguy du Chastel, favori du roi qui ne l'avait pas oublié dans l'apparente disgrâce où il mourut en 1458.

Ainsi, une sorte de survivance a bel et bien joué dans 23 cas (8%), sans parler de la même tendance, plus nettement accusée, on l'a vu, dans les familles princières.

V. La cessation de fonction

V.1. *Chutes (et rechutes)*

V.1.a. Destitutions: Illustration de l'adage «la roche tarpéienne est près du Capitole», le nombre des conseillers destitués monte à 20 (7%). Il y eut d'abord la chute générale des Armagnacs en 1425, sur la pression de Richemont et de Yolande d'Anjou: si Frotier jouera un rôle appréciable beaucoup plus tard (1440), les autres (du Chastel – que l'on reverra une fois en 1443 –, Louvet, Avaugour, le médecin Cadart) disparurent de la scène politique.

Si la destitution d'Alexandre le Boursier, général des finances (1427), n'avait pas de motifs politiques, celle des Chalencon-Polignac, le père, le vicomte Pierre-Armand et le fils Louis, quelque temps grand chambellan (1428), et du maréchal de la Fayette (1430), sont dues à la jalousie de la Trémoille. La disgrâce du maréchal ne fut pas définitive, il reparut au Conseil en 1433, pour être évincé à cause de sa participation à la Praguerie aux côtés de son seigneur, Bourbon, et reparaître à nouveau en 1445. La Trémoille lui-même fut victime du complot fomenté par Richemont et la duchesse Yolande (1433), et mourut en 1446 sans avoir joué un rôle politique quelconque, sauf sa participation à la Praguerie.

Celle-ci (1440), amena de nombreuses disgrâces, celles de Bourbon, de son frère Montpensier, de son cousin Vendôme, tous assez grands seigneurs pour revenir au Conseil sans le marquer désormais de leur influence. Disparurent aussi de la scène politique, outre la Fayette, Amboise, Montejean, la Roche, les Chabannes, Jacques et Antoine, ces derniers revenant aux affaires par la suite.

La chute des Culan, le grand maître Charles et son frère le maréchal (1450), fut le résultat de malversations, mais n'eut pas de sens politique. Il en alla de même de celle de Beauveau, accusé avec Xaincoins (1451), revenu rapidement au Conseil (1452) et de celle de Jean de Bar, général des finances, entraîné dans la chute de Jacques Cœur (1452).

V.1.b. Arrestations: Les conseillers destitués à la suite de malversations, prouvées ou non, les Culan, Beauveau et autre Bar, eurent la chance d'échapper à la prison, même si Bar fut condamné «à l'amende pour aucune faute» (1454). D'autres eurent moins de chance, moins d'appuis, ou leur cas prit de plus grandes proportions: 8 conseillers (3%) furent arrêtés.

Louis d'Amboise, vicomte de Thouars, le fut par la suite des agissements de la Trémoille (1431–1434) et ne ressortit de prison qu'après la chute de son ennemi.

Guillaume de Champeaux, évêque-général des finances, concussionnaire et prévaricateur, qui s'était fait du Languedoc sa chasse gardée (1423–1441), tint longtemps, malgré des accusations répétées depuis 1428, mais fut arrêté en 1441 et mourut peut-être en prison (1445).

Jean Barillet, dit Xaincoins, général des finances, fut arrêté pour malversations (1450) et condamné (1551). Il était encore emprisonné à la mort de Charles VII.

Peu après éclatait l'affaire Jacques Cœur, financière et politique à la fois: accusé de malversations et d'avoir contribué à la mort d'Agnès Sorel, arrêté en 1451, condamné en 1453, évadé en 1454, Cœur mourut au service du pape (1456).

Toute politique fut l'arrestation du duc d'Alençon (1456) sur accusation de collusion avec les Anglais. Condamné par la cour des pairs en 1458, grâcié par le roi, il était toujours emprisonné en 1461.

En 1457 étaient arrêtés sur l'accusation de malversations et sortilèges, un favori du roi, Guillaume Gouffier, et un banquier italien successeur de Cœur à l'Argenterie, Otto Castellani. Tous deux furent condamnés (1459–1460) et restèrent emprisonnés jusqu'à la fin du règne.

Du moins, les uns et les autres de ces conseillers sauvèrent-ils leur tête.

V.1.c. Exécutions: Trois conseillers furent exécutés: Pierre de Giac, assassiné après une parodie de jugement par la volonté de Richemont (1427), de même que le Camus de Beaulieu qui n'eut pas droit au procès. Quant à André de Beaumont, ce fut une victime de la Trémoille qui l'accusa de complot (1431).

Un quatrième conseiller est en marge de cette catégorie, car son cas ne ressortit pas à la politique, mais au crime: Gilles de Laval, sire de Rais, maréchal, exécuté après le procès en bonne et due forme que lui valurent les assassinats perpétrés sur des enfants préalablement sodomisés (1440).

Si l'on réunit les différents cas, ce furent en tout 32 conseillers (11%) qui furent destitués. On peut remarquer que pour 16 d'entre eux, la moitié, l'histoire les reconnaît coupables, qu'il s'agisse de malhonnêteté (Louvet, Frotier, Champeaux, Giac, le Boursier, la Trémoille, Xaincoins, Cœur, celui-ci surtout victime de sa trop grande réussite, les deux Culan, Beauveau, Bar, Castellani, Gouffier), ou d'incapacité congénitale (le Camus de Beaulieu, Alençon). Il est vrai que d'autres personnages tarés furent assez heureux pour demeurer en place ...

V.2. *Autres cessations de fonction*

La cessation de fonction des autres conseillers est due à la mort pour 39 d'entre eux (13%):

– parfois à la suite d'une longue carrière, ainsi pour Rouvres en 1453, après 34 ans au Conseil, ou Chartres en 1448, après 24 ans.

– d'autres fois après une carrière courte, interrompue brutalement par la mort à la guerre: Narbonne à Verneuil (1424), Guillaume d'Albret à la »Journée des Harengs« sous Orléans (1429), ou de maladie: Villequier (1454).

La cessation de fonction est due au retrait pour 67 conseillers (23%):

– à cause de l'âge ou de la maladie pour 14 (le Maçon, Gouge, la Fayette, Gaucourt, Yolande d'Anjou);

– à cause d'une »promotion«, comme Arthur de Richemont devenu duc de Bretagne (1557);

– pour se consacrer à leurs affaires;

– dans leurs fiefs: Jean de Foix en 1428 (m. 1436), Charles d'Albret en 1455 (m. 1471), René d'Anjou en 1457 (m. 1480), Charles d'Orléans en 1459 (m. 1465);

– »ailleurs«: Beauveau, Fournier, Saignet en Provence, Varinier comme président de Toulouse;

– dans leurs diocèses: Bueil à Angers en 1425 (m. 1439), du Moulin à Paris en 1441 (m. 1447), Chartier à Paris en 1454 (m. 1472), Guy Bernard à Langres en 1454 (m. 1484), Greslé à Bordeaux en 1456 (m. 1467), Pompadour à Viviers en 1458 (m. 1477);

– voire dans son »fromage«: Guillaume de Champeaux en Languedoc, de 1426 jusqu'en 1441.

Une fois déduits les conseillers par courtoisie, ceux demeurés en fonction, il y a cependant des cas inexplicables de retrait:

Alain Chartier en 1428 (m. 1433), l'amiral Louis de Culan en 1436 (m. 1444), Malet de Graille en 1438 (m. 1449), Harcourt-Tancarville en 1451 (m. 1487), Jean de Bourbon-Vendôme en 1458 (m. 1477).

Conclusion

L'étude du Conseil du roi à l'époque de Charles VII confirme ce que l'on disait du rôle essentiel de cet organe de gouvernement. Il a pris le pas sur tous les autres, qu'il s'agisse des grands offices de l'Etat ou des cours souveraines. Cela au point que les titulaires des premiers n'ont vraiment d'importance qu'autant qu'ils siègent au Conseil. Ainsi en est-il du connétable de Richemont, qui, tout connétable qu'il demeure, est sans influence de 1427 à 1433, quand gouverne la Trémoille. C'est moins vrai pour le chancelier dont on ne peut concevoir, sauf circonstances exceptionnelles (mission... voire séquestration comme il advint à Martin Gouge), qu'il ne soit pas présent au conseil. Simplement, quand le chancelier perd son influence, il perd la chancellerie: c'est ce qui arriva deux fois au même Gouge, remplacé de mai à août, 1425, parce que suspect au maître de l'heure, Louvet, puis en 1428, quand le roi (ou plutôt la Trémoille), lui préféra Regnault de Chartres. Quant aux cours souveraines, combien de fois ont-elles été dépossédées de leurs droits, en matière financière ou judiciaire, au profit du Conseil: il n'est qu'à rappeler le procès de Jacques Cœur.

Cette même étude permet de préciser l'étendue, la durée et les limites de l'influence des puissants du temps.⁴⁷

⁴⁷ Voir tableau: les conseillers les plus influents, p. 102.

CONSEILLERS			1418-25	1425-33	1433-40	1440-49	1449-61
Du Chastel	N	S	dest ● 25				m 58
Gouge	R Ev	F	●		●	m 44	
Le Maçon	R	J	●	●		m 43	
Louvet	R	F	dest ● 25		m 40		
Frotier	N	C	dest ● 25				m 52
Avaugour	N	C	dest ● 25			m 46	
Chartres	N Ev		●	●	●	m 44	
Rouvres	N Ev		●	●	●	●	m ● 53
Champeaux	R Ev	F	arr ● 41				
Dunois (Orléans)	P	S	●	●	●		●
Orval (Albret)	P	S		lué ● 29			
Bourbon (Charles de)	P	S		●	disg ● 40		m 56
La Fayette	N	S		●	disg ● 40		
Yolande (Anjou)	P			●		m 42	
Giac	S	C		exéc ● 27			
Graville	N	S		●		m 49	
Richemont (Bretagne)	P	S		●	●	●	duc 57 m 58
Harcourt	P	N		●	m ● 38		
Gaucourt	S	S		●	●		
Vendôme (Bourbon)	P	N		●	●	m 46	
La Trémoille	S	C		dest ● 31		m 46	
Du Moulin	N Ev	J			●	m 47	
Boulligny	R	F			●	m ap 45	
Marche (Armagnac)	P	S			●		m 56
Maine (Anjou)	P				●	●	●
Bueil	N	S			●		●
Coétivy	N	S			●	●	m 50
Tancarville (Harcourt)	P	S			●	●	
Lucé	N Ev	F			●	●	m 54
Beauveau	S	N				●	
Vassal	R Ev	J				m ● 46	
Brezé	N	S				●	
Bureau	R	F				●	●
Foix	P					●	●
Coeur	R	F				arr ● 51	m 56
Torcy (Estouteville)	S	S				●	●
Chevalier	R	F				●	●
Jouvenel	R	J				●	●
Mesnil-Simon	N	N				●	
Chambes	N	N					●
Cousinot	R	N					●
Bourbon (Jean de)	P	S					●
Hardouin	R	J					●
Dammartin (Chabannes)	N	S					●
Villequier	N	C					m ● 54
Gouffier	N	C					arr ● 57
Doriole	R	F					●
Lefèvre	R	J					●
Longueil	N Ev	N					●

Origines

Spécialisation

LES CONSEILLERS LES PLUS INFLUENTS

Durant la période »armagnaque« (1418-1425), l'influence appartient à du Chastel et à le Maçon, celui-ci étant dès 1420, éclipsé par Louvel et Frotier qui durent partager avec du Chastel, en attendant de faire place à Gouge, dans la déférence requise envers Yolande d'Anjou, toute puissante sur l'esprit de son royal gendre à partir de 1423.

Après la chute des Armagnacs, Richemont ne put accaparer le pouvoir et dut faire place, non seulement à Yolande, mais à Vendôme, son égal, et à Giac dont il ne put se débarrasser que par le meurtre (1427), en attendant d'être évincé par la Trémoille (1428). Celui-ci fut en charge de toutes les affaires, laissant une ombre d'influence à Vendôme, à Gaucourt, à Dunois, au chancelier Regnault de Chartres et à l'indispensable Robert de Rouvres que la mort seule éloignera des affaires (1453).

L'élimination de la Trémoille (1433) ouvrit la période angevine où l'emporta l'influence de Charles du Maine qui, au comble de celle-ci, dut toujours faire place à ses pairs: Dunois, Bourbon, Vendôme et Harcourt, puis à sa créature, Brézé, qui arriva même quelque temps à la supplanter (1445-1447). La Praguerie amena la sortie de Bourbon et de son cousin Vendôme, Dunois ne s'étant pas assez compromis pour ne pas refaire rapidement surface.

A partir de 1449, Charles VII reprit plus directement les affaires en mains, aidé par une cohorte de fidèles parmi lesquels passa Beauveau et durèrent, outre Dunois et Charles d'Anjou, de moins illustres tels que Bureau, Jouvenel, Chevalier, Estouteville, Bueil, tous éclipsés, durant sa brève carrière, par Villequier (1450-1453), tandis que Gaston de Foix arrivait à ne pas se faire oublier quand l'administration de ses domaines le tenait éloigné.

Voilà résumé le jeu des influences, par delà lesquelles s'affirme l'absolutisme royal: les Armagnacs dominant, le roi les abandonne, ils tombent; la Trémoille l'emporte, le roi retire de lui sa main protectrice, il disparaît; Richemont croit tenir le pouvoir, en 1425, puis en 1433, mais le roi ne le supporte guère, l'influence du connétable s'estompe; le duc de Bourbon croit se hisser au sommet, l'échec de la Praguerie devant la résolution du roi l'en précipite. Ceux qui demeurent, ce sont les plus habiles, ceux qui s'avancent vers le pouvoir à pas feutrés et savent rester à leur place, sans en prendre trop pour pouvoir donner de l'ombrage au roi: Charles d'Anjou, Dunois, Gaston de Foix, sans parler de ceux qui doivent tout au roi au point que celui-ci ne peut voir dans leur pouvoir que le reflet du sien: Bureau, Jouvenel, Chevalier, Estouteville, Bueil et Villequier, celui-ci enchaîné de curieuse façon par son mariage avec la maîtresse du roi. Seul cas particulier: Brézé, dont la charge de grand sénéchal de Normandie fut un moyen de l'éloigner des allées du pouvoir, alors que la disparition d'Agnès Sorel l'avait privé de sa médiatrice.

Pour s'en tenir au Conseil, on peut retenir la jeunesse des conseillers en même temps que le vieillissement du Conseil. Paradoxe? Nullement: en général, on entraît plutôt jeune au Conseil (55% avant 40 ans), surtout si l'on naissait prince, mais à mesure que le temps passait, faute de renouvellement et parce que Charles VII n'aimait guère les visages nouveaux, le Conseil vieillissait (moyenne d'âge en 1461: 47 ans).

Autre trait, la dominante dans l'origine géographique des pays de la Loire, du Centre et de l'Ouest (ensemble 19% des conseillers), c'est à dire des pays sur lesquels Charles VII avait pris appui contre les Anglais et les Bourguignons. Ajoutons-y l'appel à des »étrangers«, qui montre assez que ce qui comptait était de servir le roi.

Rappelons encore l'expérience acquise de nombre de conseillers, soit dans les

fonctions antérieures au service de la monarchie d'administrateurs, magistrats, capitaines, financiers, soit pour les princes dans l'administration de leur principauté. Cette expérience va de pair avec une absence frappante de spécialisation qui est comme le reflet de l'omniscience royale.

Dernier caractère: la pesanteur du corps social: ce qui compte, c'est la naissance, ou l'appartenance à une clientèle, avec comme correctif la nécessaire faveur royale dans un milieu politique très restreint où personne (sauf le duc de Bourgogne, et peut-être le duc de Bretagne) n'est vraiment indépendant du roi.

Ainsi, l'importance même du Conseil, loin de limiter l'autorité royale, va dans le sens de l'absolutisme. Institution plus souple que n'importe quelle autre, elle tend à se substituer aux autres sans les faire disparaître, et est suffisamment dans la main du roi pour servir son pouvoir.

Et ceci amène à rappeler, pour conclure en mettant bien les choses à leur place, cette phrase de François Hallé, avocat du roi au Parlement de Paris et membre important du Conseil: «il n'est pas possible d'avoir en la monarchie par et compagnon». L'oublier serait se condamner à ne pas comprendre les institutions de la France au XV^e siècle.

Appendice

Brefs curriculum vitae des conseillers de Charles VII (1418–1461)

ALBRET (Charles, sire d') (1401, 1415, 1471),¹ vicomte de Tartas, comte de Dreux, comte de Gaure (1425), fils de Charles, tué à Azincourt, et de Marie de Sully (mère de La Trémoille), ép. (1417) Anne d'Armagnac, fille du connétable. Participe à de nombreuses campagnes (1429–1453).

A siégé en: 1425–1427, 1429–1432, 1437, 1440, 1442, 1455: 15 mentions de présence au Conseil.

ALBRET (Guillaume d'), sire d'Orval (m. 1429), frère du précédent. Participe à plusieurs campagnes, tué sous Orléans à la journée des «harengs» (1429).

A siégé en: 1421, 1423, 1425, 1427–1429: 10 mentions de présence.

ALBRET (Arnaud – Amanieu d'), sire d'Orval (m. 1463), fils cadet de Charles, capitaine de l'ordonnance (1446), ép. Isabelle de la Tour, fille de Bertrand de la Tour.²

A siégé en: 1452, 1455, 1461.

ALENÇON (Jean V, duc d') (1409, 1415, 1476), fils du duc Jean IV et de Marie de Bretagne. Ep. (1424) Jeanne d'Orléans, fille du duc Charles (m. 1432), puis (1451) Marie d'Armagnac, fille du comte Jean V. Participe à de nombreuses campagnes. Complot avec Bourbon (1437), participe à la Praguerie (1440). Arrêté pour ses intelligences avec l'Angleterre (1456), condamné (1458): ses biens en partie confisqués et lui-même emprisonné.

A siégé en: 1423–1424, 1428–1429, 1434, 1443: 9 mentions de présence.

¹ Pour les princes, les 3 dates sont, dans l'ordre, celle de la naissance, celle de l'avènement et celle du décès. Pour les autres personnages, on donnera, dans toute la mesure du possible, les dates de naissance et de décès. Quand on n'a que cette dernière, elle est précédée de m. (mort).

² Sont mentionnés les mariages ayant une importance politique.

AMANCY (ou Amancier) (Jean d'), conseiller du duc d'Orléans, ép. Antigone, fille naturelle de Humphrey, duc de Gloucester. Employé dans plusieurs négociations diplomatiques.

A siégé en: 1455.

AMBOISE (Louis d'), vicomte de Thouars (m. 1469), fils d'Ingelger d'Amboise et de Jeanne de Craon, ép. Marie de Rieux. Adversaire de la Trémoille, condamné et emprisonné (1431–1434), libéré après la chute de la Trémoille.

A siégé en: 1428.

AMBOISE (Pierre d'), sire de Chaumont (m. 1473), ép. (1428) Jeanne de Bueil. Compromis dans la Praguerie (1440).

A siégé en: 1436–1439: 13 mentions de présence.

ANJOU (Yolande d'ARAGON, duchesse d') (1380, 1400, 1442), fille du roi d'Aragon Jean I^{er} et de Yolande de Bar, ép. (1400), Louis II, duc d'Anjou, comte du Maine et de Provence, pays qu'elle gouverne après la mort de son mari (1417) au nom de leur fils Louis III (m. 1434). Appelé «reine de Sicile» du fait des droits de son époux. Belle-mère de Charles VII, fiancé dès 1413, marié (1422) à sa fille Marie d'Anjou.

A siégé en: 1423–1430, 1432–1434, 1439: 28 mentions de présence.

ANJOU (René d') (1409, 1434, 1480), fils cadet de la précédente, comte de Guise (1417), duc de Bar comme héritier de son grand-oncle le cardinal-duc Louis (m. 1430), duc de Lorraine (1431) par son mariage (1420) avec Isabelle, héritière de Lorraine, duc d'Anjou et comte de Provence à la mort de son frère Louis III (1434) roi de Sicile (Naples) comme héritier de la reine Jeanne II (m. 1435), héritage contesté par Alphonse d'Aragon. Remarié (1454), à Jeanne de Laval, fille du comte Guy.

A siégé en 1429, 1443–1446, 1449–1450, 1452, 1457: 11 mentions de présence.

ANJOU (Charles d'), comte du Maine (1414, 1442, 1472), frère du précédent, hérite du Maine à la mort de la reine Yolande (1442). Gouverneur du Languedoc (1440), comte de Gien (1443), capitaine de l'ordonnance (av. 1460). Participe à plusieurs campagnes. Ep. (1444) Isabelle de Luxembourg, sœur de Louis, comte de St-Pol.

A siégé en: (1423), 1433–1445, 1447–1452, 1455–1461: 59 mentions de présence.

ANJOU (Jean d'), duc de Calabre, duc de Lorraine (1424, 1453, 1470), fils de René d'Anjou et d'Isabelle de Lorraine, succède à celle-ci (1453). Ep. (1437) Marie de Bourbon, fille du duc Jean.

A siégé en: 1443–1445, 1456–1457: 5 mentions de présence.

ARGENTON (Guillaume, sire d') (m. ap. 1445), gentilhomme poitevin.

A siégé en: 1427, 1429.

ARMAGNAC (Bernard d'), comte de Pardiac (? , 1418, 1456), fils cadet du connétable Bernard d'Armagnac et de Bonne de Bourbon, dont il hérite la vicomté de Carlat. Ep. (1429) Eléonore de Bourbon, héritière des comtés de la Marche et de Castres. Gouverneur du Dauphin Louis (1436). Participe à de nombreuses campagnes.

A siégé en: 1424, 1437–1444, 1455: 26 mentions de présence.

ARMAGNAC (Jacques d'), comte de Castres (1433, 1451, 1476), fils du précédent. Participe aux campagnes de Normandie et de Guyenne.

A siégé en: 1451–1452, 1457–1458, 1460: 6 mentions de présence.

ARPAJON (Hugues, sire d') (m. 1435), gentilhomme du Rouergue, parent du connétable d'Armagnac. Ep. Anne de Séverac.

A siégé en: 1421, 1423, 1430.

ARTOIS (Charles d'), comte d'Eu (v. 1394, 1415, 1472), petit-fils du duc Jean de Berry par sa

mère Marie. Prisonnier depuis Azincourt (1415–1438). Pair de France (1458). Participe à de nombreuses campagnes.

A siégé en: 1439, 1441–1442, 1446, 1450–1452, 1454–1455, 1458, 1450: 10 mentions de présence.

ASTARAC (Jean, comte d') (? , 1410, 1458), ép. Jeanne de Barbazan, fille d'Arnaud-Guilhem. Participe à plusieurs campagnes.

A siégé en: 1421, 1443.

AUBUSSON (Antoine d'), sire du Monteil (v. 1413–1480), gentilhomme limousin, passé de l'hôtel de Bourbon à celui du roi. Ep. (1449) Marguerite de Villequier, sœur d'André, favori du roi. Bailli de Touraine (1451), puis de Caux (1454), doté par le roi de plusieurs seigneuries.

A siégé en: 1454–1460: 11 mentions de présence.

AUBUSSON (Louis d') (m. 1471), parent du précédent. Evêque d'Alet (1454), puis de Tulle où il succéda à son frère Hugues.

A siégé en: 1454–1455.

AULHON (Jean d') (. 1459) languedocien, écuyer de Charles VII (1421), plus tard de Jeanne d'Arc (1429), fait prisonnier avec elle (1430), chevalier (1449), maître d'hôtel (1454), sénéchal de Beaucaire (1455).

A siégé en: 1441, 1443, 1455, 1457.

AUVERGNE (Béraud, Dauphin d'), comte de Sancerre en 1400 (m. 1426). Après lui, le Dauphiné d'Auvergne passa à la maison de Bourbon (voir Louis). Ep. (1409) Jeanne de la Tour.

A siégé en: 1423, 1425–1426.

AUXERRE (Denis d'), magistrat.

A siégé en: 1456, 1458–1459, 1461.

AUXY (Jean d') (m. 1453). D'une vieille famille noble picarde, aumônier (1449) évêque de Langres (1452).

A siégé en: 1451–1453: 9 mentions de présence.

AVAUGOUR (Guillaume d'), sire de la Roche-Mabille (m. 1446). D'origine bretonne, familier de la maison d'Anjou, puis du dauphin Charles, bailli de Touraine (1418), était à Montereau (1419), destitué (1425), à nouveau bailli de Touraine (1444).

A siégé en: 1420, 1422–1425: 12 mentions de présence.

AVAUGOUR (Louis d'), frère du précédent, échanson.

A siégé en: 1421.

AVIN (Jean). Berrichon licencié en droit, conseiller au parlement de Paris (1454) (m. 1486).

A siégé en: 1455–1457.

AYDIE (Odet d') (v. 1428–1498). Gascon, ép. Marie de Béarn, héritière de la seigneurie de Lescun. Capitaine de l'ordonnance (av. 1460).

A siégé en: 1457, 1461.

AZAY (le sire d'), »Ecoissais« capitaine.

A siégé en: 1437.

BAR (Louis, cardinal-duc de) (? , 1415, 1430), fils de Robert, duc de Bar, et de Marie de France, fille de Jean le Bon, cardinal (1395), évêque de Langres (1395–1413), de Châlons (1413–1420), de Verdun (1420–1430), évêque de Porto (1412–1430), duc de Bar (1415) à la mort de son frère

Edouard. Adopte son petit-neveu René d'Anjou (1420) qui lui succède. Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413-1418).

A siégé en: 1423.

BAR (Jean de) (m. 1470), sire de Baugy (Berry) (acheté en 1445), chevalier, général des finances en Languedoil et Languedoc (1444), entraîné dans la chute de Jacques Cœur, destitué (1452), condamné «à l'amende pour aucunes fautes» (1454).

A siégé en: 1444-1445, 1447-1451: 10 mentions de présence.

BARBAZAN (Arnaud-Guilhem, sire de) (v. 1360-1431), Gascon, fameux par ses faits d'armes. Sénéchal d'Agenais (1405-1420), prisonnier des Anglais (1420-1430), gouverneur de Champagne (1430), tué à Bulgnéville (1431).

A siégé en: 1419, 1430.

BARBIN (Jean) (v. 1405-1468-71). D'une noble famille poitevine, docteur ès-lois, avocat au parlement de Poitiers (1430), conseiller de la reine Marie, avocat au parlement de Paris, chargé d'affaires importantes: procès de Jean d'Armagnac (1445), de Jacques Cœur (1451).

A siégé en: 1451-1452, 1454-1455, 1458. 7 mentions de présence.

BARILLET: Voir Xaincoins.

BARTHON: (Jean) (m. 1460-1462) de Guéret, licencié ès-lois, chancelier de Bernard d'Armagnac) annobli 1456, premier président au parlement de Bordeaux, Général de la Cour des Aides (1429-1437).

A siégé en: 1444, 1450-1451, 1454.

BASIN (Thomas) (1412-1491). Normand, chanoine de Rouen, employé par la diplomatie anglaise, évêque de Lisieux (1447), rallié à Charles VII (1449). Auteur d'une Histoire de Charles VII et de Louis XI.

A siégé en: 1449.

BATAILLE (Guillaume). Passe du service de la maison d'Orléans (sénéchal d'Anjouême) à celle du Dauphin. Etait à Montereau. A rempli plusieurs missions diplomatiques (Castille).

A siégé en: 1419-1420, 1422, 1424.

BEAUFORT (Jean de) (m. v. 1438), chancelier de Savoie.

A siégé (par courtoisie) en: 1425.

BEAUMONT (André de), de la famille poitevine des seigneurs de Bressuire, accusé de complot contre la Trémoille (et le roi), exécuté (1431).

A siégé en: 1427.

BEAUMONT (Louis de), sire de la Forêt (1414-1487), parent du précédent, au service de la maison d'Anjou, puis du roi, chevalier, sénéchal du Limousin (1442), puis de Poitou (1451), capitaine de l'ordonnance (av. 1460).

A siégé en: 1441-1443, 1451-1453, 1455, 1457-1458: 16 mentions de présence.

BEAUVEAU (Pierre, sire de) et de la Roche-sur-Yon (v. 1380-1453), ancien gouverneur de Charles, sénéchal de Provence (1426-1435), ép. Jeanne de Craon.

A siégé en: 1419.

BEAUVEAU (Bertrand de), sire de Précigny (1400-1474), de la même famille angevine que le précédent, familier de René d'Anjou, maître d'hôtel, président du Conseil d'Anjou (1453) également au service du roi: bailli de Touraine (1446). Compromis dans des malversations avec Jean de Xaincoins (1451), subit une courte disgrâce, puis revient en cour.

A siégé en: 1435, 1440, 1443-1450, 1452, 1455-1459: 32 mentions de présence.

BEAUVEAU (Jean de) (v. 1424–1479), fils du précédent, évêque d'Angers (1441).
A siégé en: 1457.

BELIER (Guillaume) (m. ap. 1446), grand veneur (1421), bailli de Troyes (1441).
A siégé en: 1433.

BERARD (Pierre), sire de Chissay (m. 1465), trésorier de la reine Marie, annobli (1447), trésorier de France (1451–1465), familier du roi qu'il reçoit dans son château de Chissay.
A siégé en: 1451–1452, 1455.

BERNARD (Etienne) dit Moreau, Tourangeau, trésorier d'Anjou, maître des comptes (1424–1428 et 1440–1445), annobli (1426).
A siégé en: 1423, 1434.

BERNARD (Jean) (1386–1466), frère du précédent, maître des requêtes (1424–1439), archevêque de Tours (1441).
A siégé en: 1454.

BERNARD (Guy) (1410–1484), neveu des précédents, maître des requêtes (1439) sur résignation de Jean, évêque de Langres (1453).
A siégé en: 1451–1452, 1454.

BERNARD (Raimond) (m. av. 1432), évêque de Tarbes (1428).
A siégé en: 1428.

BESCHEBIEN (Pierre) (m. 1459), clerc originaire de Blois, médecin (1422), premier médecin du roi (1429), évêque de Chartres (1442).
A siégé en: 1443.

BLOIS (Jean de) (m. 1454), sire de Laigle, fils cadet de Jean de Blois, comte de Penthievre, et de Marguerite de Clisson, comte de Penthievre et vicomte de Limoges à la mort de son frère Olivier (1433), comte de Périgord par achat au duc d'Orléans (1438). Participe à plusieurs campagnes: lieutenant-général en Guyenne (1450).
A siégé en: 1427, 1452.

BOHAN (Louis de), dit de la Rochette, chevalier, maître d'hôtel; maréchal des logis du roi.
A siégé en: 1451.

BOISRATIER (Guillaume) (m. 1421), maître des requêtes, archevêque de Bourges (1409). Siégeait au Conseil à l'époque armagnaque (1413–1418), et déjà en 1409.
A siégé en: 1420.

BOULAINVILLIERS (Perceval de). Picard, maître des comptes (1435–1452), bailli de Berry.
A siégé en: 1424.

BOULANGER (Jean Le) (m. 1481), conseiller (1454), puis président au parlement de Paris (1456).
A siégé en: 1457, 1459.

BOULLIGNY (Régnier de) (m. ap. 1445), trésorier de France (1408–1412), maître des comptes (1422–1445), général des finances en Languedoil et Languedoc (1422–1423), général conseiller de toutes les finances en Languedoil-Languedoc (1429–1433), général conseiller et commissaire des finances Outre-Seine (1438–1442).
A siégé en: 1420, 1429–1430, 1433–1434, 1436, 1438, 1440–1441: 12 mentions de présence.

BOURBON (Jacques de), sire de Préaux (m. 1422), fils de Jacques de Bourbon, comte de la Marche.
A siégé en: 1419.

BOURBON (Charles, duc de) (1401, 1434, 1456), cousin du précédent, fils aîné du duc Jean de Bourbon (prisonnier en Angleterre de 1415 à sa mort en 1434) et de Marie de Berry, comte de Clermont, duc de Bourbon et d'Auvergne, comte de Forez, sire de Beaujeu (1434), grand chambrier héréditaire, capitaine de l'ordonnance (1445). Ep. (1425) Agnès de Bourgogne, sœur de Philippe de Bon. Intrigue contre le roi (1437), participe à la Praguerie (1440). A mené de nombreuses campagnes et négociations diplomatiques.

A siégé en: 1421–1430, 1434–1439, 1455: 33 mentions de présence.

BOURBON (Louis de), comte de Montpensier, dauphin d'Auvergne (1402, 1434, 1486), frère du précédent, ép. (1428) Jeanne Dauphine, héritière du Dauphiné d'Auvergne (m. 1436), puis (1442) Gabrielle de la Tour. Compromis dans la Praguerie.

A siégé en: 1427.

BOURBON (Jean, duc de) (1420, 1456, 1488), fils du duc Charles et d'Agnès de Bourgogne, comte de Clermont, puis (1456) duc de Bourbon, etc. Ep. (1452) Jeanne de France, fille de Charles VII. Participe à de nombreuses campagnes: vainqueur à Formigny (1450), lieutenant-général en Guyenne (1453), en Armagnac (1455). Gouverneur de Guyenne (1453), capitaine de l'ordonnance (1456).

A siégé en: 1444–1445, 1448–1449, 1451–1452, 1454–1455, 1457–1458, 1460: 17 mentions de présence.

BOURBON (Pierre de), sire de Beaujeu (1438–1503), frère cadet du précédent.

A siégé en: 1458.

BOURBON (Louis de), comte de Vendôme (1380, 1412, 1446), second fils de Jean de Bourbon, comte de la Marche, et de Catherine, héritière de Vendôme dont il hérite. Grand maître de l'hôtel (1414), prisonnier des Anglais (1415–1425). Ep. (1428) Jeanne de Laval sœur du comte Guy, Participe à la Praguerie (1440).

A siégé en: 1425–1429, 1431–1439, 1444–1446: 35 mentions de présence.

BOURBON (Jean de), comte de Vendôme (1425, 1446, 1477), fils du précédent. Ep. (1454) Isabelle de Beauveau, fille de Pierre, héritière de la Roche-sur-Yon. Participe à plusieurs campagnes.

A siégé en: 1451–1452, 1455, 1458.

BOURGOGNE (Charles de), comte de Nevers et de Rethel (1415, 1415, 1464), fils aîné de Philippe de Bourgogne, frère de Jean sans Peur et de Bonne d'Artois remariée (1424) avec Philippe le Bon qui n'en prive pas moins Charles de la succession du Brabant. Ep. (1456) Marie d'Albret, fille de Charles. Participe à plusieurs campagnes. Pair de France (1459).

A siégé en: 1446–1447, 1450–1451, 1453, 1455: 6 mentions de présence.

BOURSIER (Alexandre Le) (m. 1430). Champenois, receveur général de aides (1400), maître des comptes (1412–1425), général des finances (1418), destitué (1427). Annobli (1402).

A siégé en: 1423.

BOURSIER (Jean Le), sire d'Esternay (m. 1466), fils du précédent, chevalier, général conseiller des finances en Normandie (1450–1461), chambellan (1454).

A siégé en: 1446, 1450–1452, 1458, 1460: 8 mentions de présence.

BOURSIER (Gérard Le), peut-être frère du précédent, maître des requêtes (1458).

A siégé en: 1452, 1457–1458.

BRACHET (Mathelin, ou Mathurin), sire de Montaigu (m. v. 1484), Orléanais, sénéchal de Limousin (1454).

A siégé en: 1461.

BREGY (Philibert de), originaire de la région de Senlis.

A siégé en: 1423, 1441, 1450.

BRETAGNE (Arthur de), comte de Richemont (en Angleterre: Richmond) (1393, 1399, 1458), second fils du duc Jean IV de Bretagne et de Jeanne de Navarre, remariée (1402) à Henri IV d'Angleterre. Ep. (1423) Marguerite de Bourgogne, sœur de Philippe le Bon (m. 1441), puis (1442) Jeanne d'Albret (m. 1445), puis (1445) Catherine de Luxembourg, sœur de Louis, comte de St-Pol. Connétable de France (1425), à l'écart durant la domination de la Trémoille (1427-1433), prend Paris (1436), participe à la victoire de Formigny (1450), chargé de nombreuses négociations diplomatiques. Duc de Bretagne en 1457 à la mort de son neveu Pierre.

A siégé en: 1425-1427, 1433-1437, 1439-1442, 1445, 1448, 1452, 1454-1455: 33 mentions de présence.

BRETAGNE (Richard de), comte d'Etampes (? , 1421, 1438), frère du précédent. Ep. Marguerite d'Orléans, sœur du duc Charles.

A siégé en: 1421, 1425.

BRETAGNE (François, duc de) (1410, 1442, 1450), fils du duc Jean V et de Jeanne de France, sœur de Charles VII, neveu des précédents. Ep. (1431) Yolande d'Anjou, sœur de la reine Marie.

A siégé en: 1446.

BRETAGNE (Pierre, duc de) (1418, 1450, 1458), frère du précédent. Ep. (1431) Françoise d'Amboise-Thouars.

A siégé en: 1438.

BRETAGNE (François II duc de) (1435, 1458, 1488), fils de Richard, comte d'Etampes, et de Marguerite d'Orléans. Ep. (1455) Marguerite de Bretagne, fille du duc François I.

A siégé en: 1455, 1458-1460.

BRETON (Jean le).

A siégé en: 1443.

BREZE (Pierre de), sire de La Varenne (v. 1400-1465). Gentilhomme angevin, passé du service de la maison d'Anjou à celui du roi. Sénéchal de Poitou (1440-1451), capitaine de l'ordonnance (1446), bailli de Nantes et de Meulan (1450), grand sénéchal de Normandie (1451), comte de Maulevrier (1449) par cession de la maison de Savoie. Participe à de nombreuses campagnes (débarquement à Sandwich: 1457) et à plusieurs missions diplomatiques.

A siégé en: 1437-1438, 1440-1452, 1454-1455, 1458, 1461: 42 mentions de présence.

BROSSE (Jean de), sire de Boussac et de Sainte-Sévère (v. 1375-1433). Introduit à la cour par l'amiral Louis de Culan, maréchal (1426), participe à plusieurs campagnes.

A siégé en: 1427-1429, 1431-1432: 7 mentions de présence.

BUEIL (Hardouin de) (m. 1439), au service des ducs d'Anjou: président de la chambre des Comptes d'Angers. Evêque d'Angers (1384). - Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413-1418).

A siégé en: 1425.

BUEIL (Jean de) (1406-1477), fils de Jean de Bueil, grand maître des arbalétriers, tué à Azincourt, et neveu du précédent. Participe à de nombreuses campagnes («fléau des Anglais»), capitaine de l'ordonnance (1445), amiral (1450). Ep. Jeanne de Montejean. Hérite du comté de Sancerre par sa mère (1451). Auteur du «Jouvencel» (1461-1466).

A siégé en: 1434-1437, 1445, 1450-1455, 1457-1461: 25 mentions de présence.

BUEILLE (Pierre).

A siégé en 1455.

BUREAU (Jean), sire de Montglat (?-1463), d'origine modeste (bien que s'étant fait reconnaître noble sur prétendue lettre du comte de Blois de 1161), receveur de Paris (1436-1441), maître des comptes (1443-1463), prévôt des marchands de Paris (1450-1451), maire de Bordeaux (1454), trésorier de France (1440-1463). Un des créateurs de l'artillerie royale avec son frère Gaspard, grand maître de l'artillerie.

A siégé en: 1437, 1444-1461: 36 mentions de présence.

CADART (Jean) (m. 1449), sire d'Oppède (acheté 1425), premier médecin du roi (1422). Eloigné comme Armagnac lors de l'arrivée aux affaires de Richemont (1425).

A siégé en: 1420, 1425.

CAMBRAI (Adam de) (m. 1457). Champenois, conseiller au parlement de Poitiers (1418) qu'il contribue à organiser, président, puis premier président au parlement de Paris (1436).

A siégé en: 1423, 1425, 1430-1431, 1434-1435, 1437, 1441: 10 mentions de présence.

CAMBRAI (Etienne de Roupy, dit de) (m. 1462), parent du précédent, maître des comptes (1430-1448), évêque d'Agde (1448).

A siégé en: 1445, 1450-1452.

CASTELLANI (Otto). Italien installé à Toulouse, changeur, trésorier du roi (1443), argentier à la place de Jacques Cœur (1451), arrêté (1457), condamné (1460).

A siégé en: 1453, 1456.

CHABANNES (Jacques de), sire de Curton (m. 1453), sénéchal de Bourbonnais pour le duc de Bourbon (1428), puis de Toulouse pour le roi (1439), révoqué pour sa participation à la Praguerie (1440), rentré en grâce: bailli du Cotentin (1451), grand maître de l'hôtel (1451), capitaine de l'ordonnance.

A siégé en: 1439, 1451-1452: 4 mentions de présence.

CHABANNES (Antoine de) (v. 1411-1488), frère du précédent, ép. (1439) Marguerite de Nanteuil, héritière du comté de Dammartin. Participe à de nombreuses actions militaires, capitaine d'Ecorcheurs, ce qui lui vaut d'être tenu à l'écart, d'autant qu'il a participé à la Praguerie. Grand pannetier (1447), bailli de Troyes (1450), capitaine de l'ordonnance à la place de son frère (1453), sénéchal de Carcassonne (1456).

A siégé en: 1447-1448, 1451, 1453-1455, 1457, 1460-1461: 12 mentions de présence.

CHAILLY (en Bière) (Denis, sire de), mène la guérilla contre les Anglais, bailli de Meaux (1431). Ep. Agnès de Soyecourt.

A siégé en: 1441.

CHAMBES (Jean de), sire de Montsoreau et d'Argenton (v. 1400-v. 1469), gentilhomme d'Angoumois, écuyer du roi (1426), pannetier (1427), chambellan (1441), premier maître d'hôtel (1444), gouverneur de la Rochelle (1455). A mené plusieurs négociations diplomatiques.

A siégé en: 1441-1443, 1450-1455, 1457, 1460: 20 mentions de présence.

CHAMBON (Jean), conseiller au parlement.

A siégé en: 1454.

CHAMPAGNE (Bauduin de), sire de Tucé. A rempli plusieurs missions diplomatiques.

A siégé en: 1429, 1436, 1438.

CHAMPEAUX (Guillaume de) (m. 1445), clerc du diocèse de Soissons de modeste origine, licencié ès-lois, maître des comptes (1415-1421), évêque-duc de Laon (1419), président de la Chambre des comptes (1422-1441), général des finances en Languedoc dont il fait sa chasse gardée (1423-

1441), commissaire du roi aux Etats du Languedoc, accusé de malversations dès 1428, à nouveau en 1441: arrêté, peut-être mort en prison.

A siégé en: 1422-1423, 1425-1426: 9 mentions de présence.

CHARLES, duc de Berry (1446-1472), second fils du roi Charles VII et de Marie de Berry.

A siégé en: 1461.

CHARLES (Simon) (m. 1462), Tourangeau, maître des comptes (1431-1437), chevalier, général des finances Outre Seine-et-Yonne (1442). Président de la Chambre des comptes (1437-1462).

A rempli plusieurs missions diplomatiques.

A siégé en: 1441.

CHARTIER (Alain) (v. 1395-1433), de Bayeux, secrétaire du roi (1418), chanoine de Paris (1420) et de Tours (1427). A rempli plusieurs missions diplomatiques. Auteur du ›Curial‹ (*De vita curiali*), du ›Quadrilogue invectif‹ (1422), du ›Traité de l'Espérance‹ (1428), et, en vers, du ›Livre des Quatre Dames‹, du ›Lai de Plaisance‹, du ›Lai de Paix‹, de ›La belle Dame sans merci‹, et du ›Bréviaire des Nobles.‹

A siégé en: 1422, 1428.

CHARTIER (Guillaume) (m. 1472), de Bayeux, frère cadet du précédent, docteur en droit, conseiller clerc au parlement de Poitiers, évêque de Paris (1447).

A siégé en: 1435, 1454.

CHARTRES (Regnault de) (v. 1375-1444). Né en Beauvaisis, fils d'Hector de Chartres, grand maître des Eaux et Forêts de Normandie, et de Jeanne d'Estouteville, licencié ès-lois, chanoine, puis doyen de Beauvais (1406), archevêque de Reims (1414), administrateur d'Agde (1436-1439) et d'Orléans (1439-1444), cardinal en 1439 (n'accepta pas le chapeau). Chancelier par la grâce de Louvet (mars-août 1425), puis 1428-1444. Chargé de nombreuses missions diplomatiques.

A siégé en: 1420, 1422-1433, 1435-1438, 1441, 1443: 39 mentions de présence.

CHASTEL (Tanguy Du) (v. 1370-1458). Noble du Léon, fameux par ses exploits militaires, passé du service de la maison d'Orléans à celle d'Anjou, puis de Charles. Prévôt de Paris (1413), chambellan, proche du dauphin lors de la fuite de Paris (1418), puis à Montereau (1419), ›maréchal des guerres‹ du dauphin, ›un des trois qui gouvernent‹ (avec Frotier et Louvet) (1418-1425). Eloigné par Richemont (1425): sénéchal de Beaucaire (1425), commissaire aux Etats du Languedoc, lieutenant du gouverneur (1440), grand sénéchal de Provence (1439-1450). Chargé de missions en Italie. – Siégeait déjà au Conseil durant l'époque armagnaque (1413-1418).

A siégé en: 1418-1420, 1422-1425, 1443: 13 mentions de présence.

CHASTEL (Tanguy Du) (1419-1474), fils d'Olivier du Chastel et neveu du précédent. Ep. Jeanne, vicomtesse de La Bellière. Commissaire aux Etats du Languedoc, grand écuyer (1454).

A siégé en: 1461.

CHASTELIER (Jacques Du) (m. 1438), licencié en droit canon, maître des comptes (1418-1427), évêque de Paris (1427), tout dévoué aux Anglais, rallié à Charles VII. Mort de la peste.

A siégé en: 1437.

CHATILLON (Jacques de) sire de Dampierre (m. 1446) appartient à la grande famille champenoise des Châtillon, grand panetier (1427-1446), soutient le roi durant la Praguerie.

A siégé en: 1441.

CHEVALIER (Etienne) (v. 1410-1474), de Melun, d'origine modeste, maître des comptes (1449-

1470), contrôleur de la recette générale, puis trésorier de France (1452–1460). A rempli quelques missions diplomatiques. Protecteur du peintre Fouquet.

A siégé en: 1443, 1445–1457, 1459–1461: 37 mentions de présence.

CHEVROT (Jean) (m. 1460) de Poligny, licencié ès décret, évêque de Tournai (1437), transféré à Toul (1460). A plusieurs reprises chef du Conseil du duc de Bourgogne.

A siégé, par courtoisie, en: 1438.

CLUNEAU (Raoul) (m. v. 1457), général conseiller »sur le fait de toutes les finances« (1450–1457).

A siégé en: 1449.

CLUYS (Jean de) (m. v. 1450), Berrichon, évêque de Tulle (1428).

A siégé en: 1439.

COARAZE (Ramon-Arnalt de) (m. 1464). D'une vieille famille noble du Béarn, chambellan (1426), participe à plusieurs campagnes.

A siégé en: 1443.

COETIVY (Prégent de). Noble du Léon, parent du Tanguy du Chastel, panetier.

A siégé en: 1420.

COETIVY (Prégent de) (v. 1399–1450), peut-être fils du précédent, neveu de Du Chastel. Participe à la plupart des campagnes, gouverneur de la Rochelle, amiral (1439–1447), tué au siège de Cherbourg. Homme des missions délicates: arrestation de Gilles de Bretagne, frère-ennemi du duc François (1446), éducation de Marie de Valois, fille du roi et d'Agnès Sorel (que son frère Olivier épousera en 1458), récompensé par les seigneuries de Taillebourg (1442) et Lesparre (1450). Ep. (1442) Marie de Rais, fille de Gilles (qui se remariera avec le maréchal de Laval-Lohéac).

A siégé en: 1434, 1437–1443, 1448–1449: 25 mentions de présence.

COETIVY (Alain de) (1407–1474), frère du précédent, franciscain, évêque de Dol (1437), transféré à Quimper (1445), administrateur d'Avignon (1440), cardinal (1448). Un moment président de la Chambre des comptes (1443). »Homme de grand esprit, conduite, prudence« (Pie II).

A siégé en: 1443, 1456.

COETQUIS (Philippe de) (v. 1376–1441) de Morlaix, évêque de Léon (1419), archevêque d'Embrun, puis de Tours (1427), a rempli quelques missions diplomatiques. Le »gonfalonier de toutes les erreurs« (Eugène IV) appelé par les Italiens »le coq des Français«, fait cardinal par l'antipape Félix V (1440).

A siégé en: 1427–1428.

CŒUR (Jacques) (v. 1395–1456). Berrichon d'origine modeste, fournisseur de la cour, maître des monnaies à Bourges (1426) puis à Paris (1436), négociant avec le Levant, exploitant minier, en même temps au service du roi: argentier (1440), commissaire aux Etats du Languedoc, chargé d'ambassade à Rome (1448). Sur plusieurs accusations arrêté (1451), condamné (1453), évadé (1454), mort au service de la papauté.

A siégé en: 1442, 1446, 1448–1451: 10 mentions de présence.

COLAS (Jean) Poitevin, conseiller au parlement de Poitiers (1418), puis de Paris.

A siégé en: 1445.

COMBAREL (Hugues) (m. v. 1440). Limousin, licencié ès-lois, clerc, conseiller à la justice des aides (1411–1416), général de la justice des aides (1416–1434), conseiller au parlement de Poitiers

(1418), président de la Cour des Aides (1434–1440). Evêque de Tulle (1416), transféré à Béziers (1422), puis à Poitiers (1424).

A siégé en: 1421, 1425, 1429, 1433–1436, 1438–1439: 10 mentions de présence.

COMBORN (Jacques, vicomte de), sire de Treignac, fils de Guichard, vicomte de Comborn, d'un grand lignage limousin alors bien diminué.

A siégé en: 1421, 1425–1427.

COURTILS (Philippe de) peut-être du Beauvaisis, du milieu parlementaire.

A siégé en: 1445.

COUSINOT (Guillaume) (v. 1350–70–1442). Auxerrois, chancelier du duc d'Orléans, passé au service de Charles: président au parlement de Paris (1442). A écrit la ›Geste des nobles‹. Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413–1418).

A siégé en: 1423–1424.

COUSINOT (Guillaume) sire de Montreuil (acheté: 1450) (v. 1400–1480), fils du précédent, conseiller du Dauphin Louis, président du Conseil delphinal, maître des requêtes (1446), chevalier (1449) durant la campagne de Normandie, bailli de Rouen (1449–1461). Chargé de missions diplomatiques (durant l'une d'elles, resta prisonnier des Anglais: 1451–1454) et politiques (arrestation du duc d'Alençon: 1456). A écrit une ›Chronique de la Pucelle‹.

A siégé en: 1443, 1447–1451, 1456, 1458, 1460–1461: 12 mentions de présence.

COUZAY (Hugues de) lieutenant du sénéchal de Poitou.

A siégé en: 1452.

CULAN (Louis, sire de) (m. 1444). Noble berrichon qui, après une longue captivité chez les Turcs, passa au service de Charles: bailli de Melun (1417–1420), amiral (1421–1437). Condamné pour excès et pilleries dans une affaire privée (1436). Ep. Jeanne de Châtillon, dame de La Palisse.

A siégé en: 1422, 1424–1427, 1429–1435: 18 mentions de présence.

CULAN (Charles, sire de) (m. 1460), neveu de précédent, capitaine de l'ordonnance (1445), grand maître de l'hôtel (1449). Destitué pour malversations (1450). Passe au service de Bourbon: maréchal et sénéchal du Bourbonnais (1456).

A siégé en: 1445, 1447–1450: 10 mentions de présence.

CULAN (Philippe de), sire de Jalognes (m. 1453), frère du précédent, sénéchal du Limousin (1439), maréchal (1441), capitaine de l'ordonnance (1445), participe à de nombreuses campagnes. Ep. (1441) Anne de Beaujeu-Amplepuis.

A siégé en: 1441–1442.

DACIER (Jean), abbé de Saint-Corneille de Compiègne.

A siégé en: 1420.

D'ARC (Jeanne) (v. 1412–1431).

A siégé en: 1429.

DAUVET (Jean) (v. 1400–1471). Né dans une famille du Cambrésis fixée en Anjou (XIV^e s.), attaché au roi René, chargé de missions à Rome et Constance (1435), devient procureur général au parlement de Paris (1446–1461).

A siégé en: 1447, 1450, 1452, 1457–1458.

DINTEVILLE (Pierre de), d'une famille noble de Bourgogne. Panetier.

A siégé en: 1455.

DORIOLE (Pierre) (v. 1407–1485), fils d'un notable de la Rochelle, sire de Loiré en Aunis,

licencié ès-lois, avocat du roi à la Rochelle, maire de la ville (1451), général des finances en Languedoil (1452-1461), maître des comptes (1459).

A siégé en: 1452-1461: 27 mentions de présence.

DOUGLAS (Archibald, comte) et de Wighton (1369-1424). D'une grande famille écossaise, passe en France avec des soldats, duc de Touraine (1424). Ep. Marguerite Stuart, fille du roi d'Écosse Robert III. Tué à Verneuil.

A siégé en: 1424.

DRESNAY (Regnault Du), Breton, capitaine de l'ordonnance (1446), bailli de Sens, gouverneur d'Asti pour le duc d'Orléans. Chargé de missions en Italie.

A siégé en: 1446.

ESTOUTEVILLE (Jean d'), sire de Torcy et de Blainville (1405-1494). Membre d'un grand lignage normand, capitaine de l'ordonnance (1445), grand maître des arbalétriers (1449), participe à plusieurs campagnes. Prévôt de Paris (1446-1447), remplacé par son frère Robert. Ep. Françoise de la Rochefoucauld.

A siégé en: 1442-1455, 1459-1461: 38 mentions de présence.

ESTOUTEVILLE (Guillaume d') (v. 1412-1483), parent du précédent, fils de Jean, sire d'Estouteville, grand bouteiller de France, et de Marie d'Harcourt. Bénédictin, évêque de Lodève (1450), archevêque de Rouen (1453), administrateur de Maurienne (1453-1483). Cardinal (1437), légat en France (1451-1452).

A siégé, par courtoisie, en: 1452.

ETAMPES (Jean d') (m. 1456). Membre de la noble famille d'Etampes, trésorier de St-Hilaire de Poitiers, maître des requêtes, général des finances en Languedoil et Languedoc (1444-1452), quelquefois qualifié de »général de toutes les finances« (1444, 1450). Evêque de Carcassonne (1446).

A siégé en: 1433, 1440, 1443-1444, 1447, 1450-1452: 12 mentions de présence.

FAYETTE (Gilbert Motier, sire de la) (v. 1380-1464). Noble auvergnat, élevé en l'hôtel de Bourbon, sénéchal du Bourbonnais, passe au service du roi: capitaine de Gênes (1409), bailli de Rouen (1417), maréchal (1420), fonction qu'il n'exerce pratiquement plus, sauf exceptions, après 1428. Mis à l'écart par La Trémoille, revient après sa chute, prépare les réformes de l'armée (1439). Compromis dans la Praguerie (1440), jamais totalement à l'écart, mêlé à quelques négociations diplomatiques.

A siégé en: 1421-1422, 1424-1426, 1428, 1430, 1433-1435, 1438-1439, 1445, 1449-1450: 27 mentions de présence.

FEURRE (Denis Du).

A siégé en: 1452.

FOIX (Jean, comte de) (? , 1412, 1436). Fils d'Archambaud de Grailly et d'Isabelle de Foix, héritière des terres de sa maison (comtés de Foix et de Bigorre, vicomtés de Béarn, de Marsan, de Gavardan et de Castelbon). Rallié à Charles VII (1423). Ep. Jeanne de Navarre (m. 1420), puis (1422) Jeanne d'Albret, sœur de Charles, sire d'Albret.

A siégé en: 1425-1426, 1428: 8 mentions de présence.

FOIX (Mathieu de) comte de Comminges (? , 1419, 1453), frère du précédent, ép. (1419) Marguerite, comtesse de Comminges, qu'il séquestre (1424-1443) et ne délivre que sur la pression du roi qui spécifie la réunion du Comminges à la Couronne à la mort des conjoints.

A siégé en: 1425-1426, 1428: 6 mentions de présence.

FOIX (Gaston, comte de) (1423, 1436, 1472), fils de Jean et de Jeanne d'Albret, placé sous la

tutelle de son oncle Mathieu. Lieutenant général du roi en Guyenne-Gascogne (1443). Acquiert la vicomté de Narbonne (1448), s'assure l'expectative de la Navarre par son mariage (1434) avec Eléonore d'Aragon, fille de Jean II d'Aragon et de Blanche de Navarre.

A siégé en: 1442, 1445-1447, 1454-1455, 1457-1458, 1460-1461: 22 mentions de présence.

FORESTIER (Guillaume) (m. 1442), abbé de St-Corneille de Compiègne, évêque de Maguelonne (1423), transféré à Gap (1429).

A siégé en: 1423, 1429.

FOUQUEREL (Jean) (m. 1429), évêque de Senlis (1423).

A siégé en: 1429.

FOURNIER (Jean). Angevin, sire de la Guérinière, maître des comptes (1426-1435) puis président de la Chambre des comptes du roi (1435-1437), chancelier d'Anjou et de Provence.

A siégé en: 1425-1426, 1447, 1452.

FRANC (Thomas Le) (m. 1456). D'origine grecque, médecin du roi.

A siégé en: 1455.

FROTIER (Pierre) (? m. 1452). Gentilhomme angevin devenu baron de Preuilly par mariage (1421). Grand écuyer (1419), »un des trois qui gouvernent« (avec Du Chastel et Louvet) (1418-1425). Sénéchal de Poitou et capitaine de Poitiers (1425), éloigné (1425) temporairement.

A siégé en: 1419-1420, 1425, 1440-1443, 1449-1450: 12 mentions de présence.

GAUCOURT (Raoul, sire de) (v. 1374-1462). D'une vieille famille noble berrichonne, chambellan du duc d'Orléans (1404), capitaine, plusieurs fois prisonnier des Anglais. Gouverneur du Dauphiné (1428), grand chambellan (1433), grand maître de l'hôtel (1453). Chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1425, 1427-1440, 1442, 1447-1455, 1458: 45 mentions de présence.

GAUCOURT (Charles de) sire de Châteauneuf (m. 1482), fils du précédent, ép. (1454) Colette de Vaux, demoiselle d'honneur de la reine Marie.

A siégé en: 1455-1456, 1458-1459: 5 mentions de présence.

GERVAIS (Philippe), docteur ès-lois.

A siégé en: 1455.

GIAC (Pierre, sire de) (m. 1427). Gentilhomme auvergnat, petit-fils du chancelier de Charles VI, au service de la reine Isabeau (1417), rallié aux Armagnacs. Ep. (1) Jeanne de Naillac, dont il se débarrasse (1423) pour ép. Catherine de l'Ile-Bouchard, comtesse de Tonnerre. Grand chambellan, comte d'Auxerre (1426), arrêté et exécuté (février 1427).

A siégé en: 1423-1426: 10 mentions de présence.

GIRARD (Jean) maître des requêtes, conseiller au parlement (1418), chargé de négociations diplomatiques.

A siégé en: 1423, 1427.

GOUFFIER (Guillaume), sire de Boisy et de la Roquecezière (m. 1495). Gentilhomme poitevin passé du service de Charles du Maine à celui du roi (1444), valet de chambre, attaché à la personne d'Agnès Sorel, très en faveur auprès de Charles VII, doté de grands biens. Ep. Louise d'Amboise. Sénéchal de Saintonge (1451), grand chambellan (1454). Arrêté (1457), condamné pour malversations et sortilèges (1459).

A siégé en: 1451-1453, 1455-1456. 11 mentions de présence.

GOUGE de Charpaigne (Martin) (m. 1444). Berrichon de modeste origine, mais »bien habile sur le fait des finances«, général des finances (1404, puis 1408), président de la Chambre des comptes

(1418–1422). Evêque de Chartres (1406), transféré à Clermont (1415). Chancelier (1422 – mars 1425, puis août 1425–1428), très influent malgré ses avatars (retenu prisonnier par la Trémoille: 1418; puis par Charles de Bourbon: 1427). Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413–1418).

A siégé en: 1418, 1421–1426, 1430, 1437–1442: 29 mentions de présence.

GRANDVAL (Artaud de), abbé de Saint-Antoine de Viennois, a rempli de nombreuses missions diplomatiques.

A siégé en: 1428.

GRESLÉ (Blaise) (m. 1467), Maître des requêtes, archevêque de Bordeaux (1457). Chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1451–1452, 1456.

GROLEE (Imbert de) (m. 1434). Gentilhomme du Bugey, chevalier, chambellan, gouverneur de Montpellier (1414–1416), sénéchal de Lyon (1418–1434).

A siégé en: 1420.

HABERT (Nicolas) (m. 1429), évêque de Nîmes (1420).

A siégé en: 1428.

HALLE (François) (m. 1491). Parisien licencié ès-lois, avocat du roi au parlement de Paris.

A siégé en: 1453, 1456–1458, 1461.

HALLUIN (le sire d') Flamand.

A siégé en: 1446.

HARCOURT (Jean, comte d') et d'Aumale (1370, 1389, 1452), fils de Jean, comte d'Harcourt, et de Catherine de Bourbon, prisonnier à Azincourt. Ep. (1390) Marie d'Alençon.

A siégé en: 1423–1424, 1428.

HARCOURT (Christophe d') (m. 1438), parent du précédent, grand maître des Eaux et Forêts (1422–1438). A rempli des missions diplomatiques.

A siégé en: 1424–1425, 1429–1432, 1434–1438: 22 mentions de présence.

HARCOURT (Guillaume d') comte de Tancarville, vicomte de Melun (m. 1487), parent des précédents, connétable et chambellan héréditaire de Normandie, grand maître des Eaux et Forêts (1452–1461). Participe à différentes campagnes.

A siégé en: 1436–1451: 40 mentions de présence.

HARCOURT (Louis, bâtard d') (m. 1479), fils légitimé (1442) du comte Louis d'Harcourt et de Madeleine de Preuilly. Archevêque de Narbonne (1452), transféré à Bayeux (1460), patriarche de Jérusalem. Président de l'Echiquier de Normandie (1453) et gouverneur de pays.

A siégé en: 1450–1452, 1454, 1458.

HARDOUIN (Jean) (m. 1465). Angevin, conseiller de la reine de Sicile (1438), argentier du duc d'Orléans (1442), maître des comptes (1445–1461), trésorier de France (1441–1465), annobli. Familier du roi qui loge volontiers dans son hôtel de Tours.

A siégé en: 1446–1448, 1450–1452, 1455, 1457–1459, 1461: 25 mentions de présence.

HARPEDENNE (Jean de), Poitevin, sire de Belleville, épouse (1433) Marguerite de Valois, fille de Charles VI et d'Odette de Champdivers.

A siégé en: 1421, 1428.

HAVART (Georges), sire de Rosières, maître des requêtes.

A siégé en: 1451, 1457–1459, 1461.

HERON (Macé), trésorier général de Jean, duc de Berry (1411), trésorier de France (1422–1424): receveur général des finances et trésorier des guerres (1435).

A siégé en: 1423.

JEAN, évêque de Pamiers (1424 – m. ap. 1432).

A siégé en: 1425.

JOUVENEL (Jean) dit Juvénal des Ursins (1388–1473). Champenois d'origine, fils aîné de Jean Jouvenel qui fut prévôt des marchands de Paris (1389), président au parlement de Poitiers (1418), puis à celui de Toulouse (1420), et de Michèle de Vitry. Docteur en droit, maître des requêtes (1418), avocat du roi (1425). Embrasse l'état ecclésiastique: évêque de Beauvais (1431), puis de Laon (1444), archevêque de Reims à la place de son frère Jacques (1448). A rempli plusieurs missions diplomatiques. – Auteur de nombreux ouvrages: ›Chronique du règne de Charles VI‹ (v. 1430), Recueil d'épîtres, de discours, remontrances, exhortations, avis, harangues et sermons (1433–1468).

A siégé en: 1445.

JOUVENEL (Guillaume) dit Juvénal des Ursins, sire de Trainel (seigneurie achetée par Jean Jouvenel père en 1401) (1401–1476), frère du précédent, chevalier (Reims: 1429), conseiller au parlement (1429), avocat du roi (1439), lieutenant en Dauphiné, bailli de Sens et d'Auxerre, chancelier de France (1445). Ep. Geneviève Héron, sans doute fille de Macé Héron.

A siégé en: 1443–1458, 1460–1461: 35 mentions de présence.

JOUVENEL (Jacques) dit Juvénal des Ursins (1410–1457), frère des précédents, archevêque de Reims (1444), transféré à Poitiers (1449), patriarche d'Antioche, administrateur de Fréjus qu'il échange contre le prieuré parisien de Saint-Martin-des-Champs. Président cleric de la Chambre des comptes (1444–1457).

A siégé en: 1444–1447, 1449, 1455: 8 mentions de présence.

KIRKMICHAEL (Jean de) (m. 1435). D'origine écossaise, évêque d'Orléans (1426).

A siégé en: 1427–1432: 11 mentions de présence.

LAVAL (Guy, comte de) (1406, 1414, 1486), fils de Guy de Montfort, dit de Laval, et d'Anne de Laval, également sire de Vitré. Fait comte de Laval (1429). Ep. (1430) Isabelle de Bretagne (m. 1443), puis (1450) Françoise de Dinan, héritière de Châteaubriand et de Beaumanoir, veuve de Gilles de Bretagne.

A siégé en: 1429, 1446–1447.

LAVAL (Gilles de) voir Rais.

LAVAL (André de), sire de Lohéac (1411–1486), frère cadet de Guy, soldat dès sa jeunesse (combat de la Gravière: 1423), plusieurs fois prisonnier, est de toutes les campagnes: maréchal (1440, dans la charge de son cousin Gilles de Rais), capitaine de l'ordonnance (1446). Influent par ses alliances (son beau-frère Charles d'Artois, son neveu le roi René), ép. (1451) Marie de Rais, fille de Gilles, veuve de Prigent de Coëtivy.

A siégé en: 1440–1441, 1452, 1454, 1457, 1460–1461: 8 mentions de présence.

LA VERNADE (Louis de), chevalier (1453), chambellan du duc de Bourbon, maître des requêtes, président de la chambre des comptes du Forêt, chancelier du Bourbonnais (1457).

A siégé en: 1455.

LA VERNADE (Jean de), parent du précédent (?).

A siégé en: 1455.

LE BŒUF (Michel) (m. 1429), évêque de Lodève (1413).

A siégé en: 1428.

LE FEVRE (Junien), Poitevin, président au parlement, annobli (1436).

A siégé en: 1431-1432.

LE FEVRE (Etienne), maître des requêtes (1455).

A siégé en: 1454-1461: 14 mentions de présence.

LEVIS (Jean de), sire de Vauvert et de Roche-en-Régnier (m. 1474), fils d'Antoine de Lévis, comte de Villars, et d'Isabeau de Chartres, nièce de l'archevêque-chancelier. Ep. (1451) Antoinette de Villequier, sœur du favori André de Villequier. Grand chambellan (1458).

A siégé en: 1451-1454, 1458-1459: 9 mentions de présence.

LIGONNE (Pierre de), procureur général au parlement de Toulouse (1459).

A siégé en: 1455.

LIVRES (Henri de) (m. V. 1484). Parisien, conseiller au parlement, prévôt des marchands de Paris (1460).

A siégé en: 1455.

LONGUEIL (Richard-Olivier de) (1410-1470). Issu d'un vieux lignage normand, fils de Guillaume de Longueil, tué à Azincourt. Official de Rouen dont il négocie la reddition au roi (1449). Evêque de Coutances (1453), cardinal (1456). A rempli des missions diplomatiques.

A siégé en: 1454-1461: 13 mentions de présence.

LORRAINE (Ferri de) comte de Vaudémont (1425, 1447, 1470), fils d'Antoine de Vaudémont, compétiteur de René d'Anjou pour la possession de la Lorraine, et de Marie d'Harcourt, fille du comte Jean par laquelle les biens de la maison d'Harcourt passèrent à celle de Lorraine. Ep. (1444) Yolande d'Anjou, fille de René, qui lui apporte le comté de Guise. Allié de la maison d'Anjou dans ses tentatives sur Naples (1458 notamment).

A siégé en: 1458.

LOUIS, Dauphin (1423, roi 1461, 1483) fils aîné du roi Charles VII et de la reine Marie d'Anjou, participe à la Praguerie (1440), éloigné en Dauphiné (1447), s'exile en Brabant bourguignon (1456). Ep. (1436) Marguerite d'Ecosse (m. 1444) puis (1451) Charlotte de Savoie.

A siégé en: 1437-1438, 1440, 1443, 1445-1446: 8 mentions de présence.

LOUVET (Jean) (v. 1370-1440). Provençal, président de la Chambre des comptes d'Aix, annobli, seigneur de Mérindol et d'Eygalières, suit à Paris Louis II d'Anjou et passe au service du roi: »commissaire de toutes les finances« du gouvernement armagnac (1417), s'empare des »trésors« de la reine Isabeau, conseiller de Charles, »un des trois qui gouvernent« (avec Du Chastel et Frotier) (1418-1425), est à Montereau (1419). »Général et souverain gouverneur pardessus toutes les finances, tant ordinaires qu'extraordinaires« en Languedoc, Guyenne et Dauphiné (1425). Contraint de se retirer devant l'hostilité de la reine Yolande et de Richemont (1425). Reste en contact avec les affaires par son gendre, Jean d'Orléans.

A siégé en: 1418-1425: 12 mentions de présence.

LUCE (Guillaume de) (m. 1436). Originaire du Chartrain, maître des comptes (1421-1430), président de la Chambre des comptes (1422) en même temps qu'évêque de Maillezais (1421).

A siégé en: 1423-1425, 1435.

LUCE (Thibault de) (m. 1454) frère cadet du précédent, évêque de Maillezais après lui (1436), général des finances en Languedoc et Guyenne (1440).

A siégé en: 1436-1439, 1444-1445, 1447-1448, 1450-1454: 25 mentions de présence.

LUXEMBOURG (Louis de) comte de Saint-Pol (1418, 1433, 1475). Fils de Pierre de Luxembourg, comte de Saint-Pol et de Brienne, et de Marguerite des Baux d'Andria. Sous tutelle de son oncle Jean de Luxembourg, comte de Ligny, farouche partisan du roi anglais (refus de jurer la paix

d'Arras). Ep. (1435) Jeanne de Bar, héritière des comtés de Soissons et de Marle. Hérite du comté de Ligny (1440). Se rapproche du roi (1441), participe à plusieurs campagnes, de plus en plus suspect à Philippe le Bon.

A siégé en: 1441, 1445, 1450, 1453, 1460–1461.

MACHET (Gérard) (v. 1380–1448). Docteur en théologie, proviseur de collège de Navarre, vice-chancelier de l'université de Paris, d'une grande réputation de science et de piété. Au service de Charles (1412), devient son confesseur (1421), évêque de Castres (1432), fait cardinal (1440): n'en prend pas le titre. Se retire dans un ermitage près de Loches (1448).

A siégé en: 1421, 1429, 1437, 1439–1441, 1448: 9 mentions de présence.

MAÇON (Robert Le), sire de Trêves (v. 1365–1443). Angevin de modeste origine, annobli (1401). Maître des requêtes, chancelier de Louis II d'Anjou, puis de la reine Isabeau, passé au service de Charles (1416), était à Montereau (1419). »Un des plus gros de la bande« armagnaque, ce »bien prudent et sage clerc« saura surnager lors du règlement de comptes anti-armagnac de 1425. Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413–1418).

A siégé en: 1418–1420, 1423–1424, 1426–1436: 26 mentions de présence.

MAILLE (Hardouin, sire de) (m. 1487). Tourangeau, ancien gouverneur de Charles, grand maître de l'hôtel de la reine, sénéchal de Saintonge. Familier du roi et de la reine qui usent de son château des Montils (plus tard le Plessis).

A siégé en: 1427–1428, 1430, 1434.

MALICORNE (le seigneur de): peut-être Jean Aubin, chambellan (?).

A siégé en: 1441.

MALET, sire de Gravelle (Jean) (m. 1449). Gentilhomme normand, dont le père fut tué à Verneuil (1424). Capitaine du Pont-de-l'Arche (1417), chevalier banneret (1419), grand maître des arbalétriers (1425).

A siégé en: 1423–1424, 1426, 1428–1430, 1432–1434, 1436, 1438: 19 mentions de présence.

MALLIERE (Robert) maître des comptes (1433–1449).

A siégé en: 1435.

MAREUIL (Geoffroi, sire de) (m. 1441). Périgourdin, chevalier, sénéchal du Limousin (1418–1421), puis de Saintonge (1422–1430).

A siégé en: 1429, 1431–1432.

MARLE (Arnaud de). Parisien, fils de l'ancien chancelier Henri de Marle assassiné à Paris lors de la réaction bourguignonne (1418). Conseiller (1418) puis président (1447) au parlement de Paris.

A siégé en: 1425, 1427.

MARLE (Henri de), parent du précédent, conseiller au parlement (1442), maître des requêtes (1455).

A siégé en: 1448, 1452, 1454, 1458–1460: 8 mentions de présence.

MARTEL (Guillaume) sire de Grandmont. – Siégeait déjà durant la période armagnaque (1413–1418).

A siégé en: 1420.

MELUN (Philippe de), sire de la Borde, grand maître des Eaux et Forêts (1434).

A siégé en: 1430, 1432, 1435.

MESNIL (Hervé du). Normand, premier panetier du Dauphin (1422).

A siégé en: 1420–1421.

MESNIL (Jean de). Chambellan (s'agit-il de celui qui devint prévôt de Paris pour les Bourguignons en 1420–1421?).

A siégé en: 1420.

MESNIL-SIMON (Jean du), sire de Maupas, gentilhomme normand, sénéchal du Limousin, puis bailli de Berry. Chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1444–1448, 1455: 14 mentions de présence.

MEULHON (Guillaume de), sénéchal de Beaucaire (1425).

A siégé en: 1425.

MOISNE (Thibault Le) (m. 1441). Maître des requêtes, évêque de Chartres (1435), chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1437.

MONTBERON (Robert de) (m. 1467), d'une famille angevine, évêque d'Angoulême (1440).

A siégé en: 1439, 1454–1455.

MONTBRUN (Pierre de) (m. 1456), abbé de St-Augustin de Limoges, puis évêque de Limoges (1427).

A siégé en: 1426, 1434, 1439.

MONTEJEAN (Jean, sire de). Gentilhomme angevin. Compromis dans la Praguerie (1440).

A siégé en: 1425, 1429.

MONTENAY (Guillaume, sire de). Chevalier normand, chambellan, chargé de négocier avec les Parisiens (1418) puis avec Jean sans Peur (1419). – Siégeait déjà en 1411.

A siégé en: 1418–1419, 1422, 1424.

MONTJOIE (Guillaume de) (m. 1451). Languedocien, évêque de Saint-Papoul (1419), transféré à Béziers (1424).

A siégé en: 1428.

MONTMAYEUR (Gaspard de), maréchal de Savoie.

A siégé, par courtoisie, en: 1425.

MONTMORET (Etienne de) (m. 1446), clerc de la chapelle de Charles (1407), aumônier de Charles (1418–1446).

A siégé en: 1429.

MORIN (Jourdan).

A siégé en: 1429.

MOULIN (Denis du) (m. 1447). Parisien, maître des requêtes de l'hôtel, pourvu de l'archevêché de Toulouse (1423), transféré à Paris (1439).

A siégé en: 1420–1422, 1425–1426, 1434, 1436–1439, 1441: 18 mentions de présence.

NAILLAT (Jean de) de la Marche, Sire de Châteaubrun (m. 1429). Beau-frère de Gaucourt, grand panetier (1427–1428), sénéchal du Limousin, tué à la Journée »des Harengs«.

A siégé en: 1422–1424, 1429.

NAILLAT (Guillaume de) (m. 1425), oncle ou frère du précédent, évêque de Conserans (1417).

A siégé en: 1425.

NANT (Jean de) (m. 1432). Rouergat, archevêque de Vienne (1405), transféré à Sens (1423).

A siégé en: 1423, 1425.

NARBONNE (Guillaume, vicomte de) (?; 1397, 1424). Fils du vicomte Guillaume I et de Guérine

de Beaufort. Essaye de faire valoir ses droits en Sardaigne (Arborée) comme petit-fils de Béatrix d'Arborée, éliminé par les Aragonais (1409). Ep. (1415) Marguerite d'Armagnac, nièce du comte-connétable. Au service de Charles, était à Montereau (1419). Participe à toutes les campagnes, tué à Verneuil.

A siégé en: 1418-1420, 1424.

NOE (Hugues de) (m. 1443). Du Comminges, élu d'Evreux (1414), gouverneur de Charles, grand écuyer (1417-1419), était à Montereau (1419). Relativement effacé parmi les Armagnacs, châtelain de Roquemaure (1422), maître d'hôtel, visiteur des gabelles et salines du Languedoc (1427), chevalier (1429), commissaire sur Etats du Languedoc.

A siégé en: 1434-1437, 1441, 1443: 8 mentions de présence.

NORRY (Jean de) (m. 1438), archevêque de Vienne (1423).

A siégé en: 1433-1435.

ORLÉANS (Charles, duc d') et de Valois, comte d'Asti (1391, 1407, 1465). Fils de Louis d'Orléans, assassiné en 1407, et de Valentine Visconti, prisonnier en Angleterre (1415-1440). Ep. (1406) Isabelle de France, fille de Charles VI (m. 1409), puis (1410) Bonne, fille du comte d'Armagnac (m. 1415), enfin (1440) Marie de Clèves. Un des grands poètes français.

A siégé en: 1444, 1452, 1458-1459: 4 mentions de présence.

ORLÉANS (Jean bâtard d') (1403-1468). Fils de Louis duc d'Orléans, et de Mariette d'Enghien, demi-frère du précédent. Entré tout jeune dans la carrière militaire (1418), la suivra jusqu'en 1451: lieutenant-général en Normandie (1449-1450), puis en Guyenne (1451), capitaine de l'ordonnance (av. 1460). Attaché à Charles: chambellan (1420) et aux Armagnacs, ép. (1422) Marie Louvet, puis (1439) Marie d'Harcourt. Grand chambellan (1435), comte de Dunois par cession du duc Charles (1439), un moment entré dans la Praguerie (1440), comte de Longueville par le roi (1450). Chargé de nombreuses missions diplomatiques.

A siégé durant 32 ans: en 1422-1423, 1425, 1428-1439, 1442-1461: 62 mentions de présence.

ORLÉANS (Jean d'), comte d'Angoulême (1404, 1407, 1467), frère cadet du duc Charles. Prisonnier-otage en Angleterre (1412-1444). Ep. (1449) Marguerite de Rohan.

A siégé en: 1446, 1449, 1452, 1458: 4 mentions de présence.

PARIS (Jean de).

A siégé en: 1452-1453.

PENHOET (Jean, sire de) amiral de Bretagne.

A siégé en: 1425.

PEQUIGNY (le sire de).

A siégé en: 1443.

PICART (Jean Le). Secrétaire de la reine Isabeau, conseiller sur la justice des aides (1414-1420).

A siégé en: 1420-1425: 7 mentions de présence.

PICART (Jean le) (m. 1458). Notaire et secrétaire du roi (1436), maître des comptes (1437-1456), général conseiller des finances en Languedoil et Languedoc (1436), puis Outre-Seine (1444), trésorier de France (1444-1452). Ep. (1426) Catherine de Poncher, fille d'un général des monnaies dont il tient son hôtel à Tours.

A siégé en: 1434, 1437, 1439-1440, 1444, 1450-1451, 1455: 8 mentions de présence.

POITEVIN (Robert). Confesseur de Marguerite d'Ecosse (1445), trésorier de St-Hilaire de Poitiers, médecin.

A siégé en: 1451.

POITIERS (Jean de) (m. 1452). Evêque de Valence (1390), transféré à Vienne (1448). Conteste la cession faite par son cousin Louis II de Poitiers, comte de Valentinois et Diois, de ses comtés au roi (1416), transige avec Charles VII (1423).

A siégé en: 1419-1420, 1423.

POITIERS (Charles de) sire de Saint-Vallier, neveu du précédent.

A siégé en: 1433.

POLIGNAC (Pierre-Armand de Chalençon, vicomte de) (m. ap. 1439). Devenu vicomte de Polignac par héritage et substitution (1421).

A siégé en: 1423.

POLIGNAC (Louis de), sire de Beaumont, puis vicomte de Polignac (m. 1452), fils de précédent, grand chambellan (1427-1428), ép. (1419) Isabeau de la Tour, puis (1441) Françoise de Montmayeur, fille de maréchal de Savoie.

A siégé en: 1425.

POMPADOUR (Hélie de) (m. 1477). D'un grand lignage limousin, évêque d'Alet (1448), transféré à Viviers (1454). Chargé de plusieurs missions diplomatiques.

A siégé en: 1446-1448, 1451-1453, 1456, 1458: 10 mentions de présence.

PRIE (Jean, sire de) (m. 1427). Berrichon, grand panetier (1421-1427).

A siégé en: 1421.

PUTARD (Jean).

A siégé en: 1436.

PUY DU FOU (Pierre du) dit Le Gallois. Poitevin, maître d'hôtel.

A siégé en: 1440-1441.

QUARTS (Louis, sire des). Ne serait-ce pas Des Cars, lignage limousin bien connu (Pérusse des Cars)?

A siégé en: 1422-1423.

RABATEAU (Jean). Poitevin, conseiller au parlement (reçut Jeanne d'Arc à Poitiers (1429), président de la Cour des aides (1432-1436), président au parlement (1436). Chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1438-1440, 1444-1445: 10 mentions de présence.

RAIS (Gilles de Laval, dit de) (1404-1440). Fils de Guy de Laval, neveu de Du Guesclin, et de Marie de Craon, sire de Rais, Machecoul et Tiffauges, ép. (1420) Catherine de Thouars. Lié à la Trémoille, chargé de conduire les hommes d'armes de Jeanne d'Arc, maréchal (1429), mis à l'écart (1435), arrêté, condamné et exécuté pour meurtres d'enfants et magie (1440).

A siégé en: 1429, 1434.

REAULTE (Jean de la). Angevin, conseiller au parlement.

A siégé en: 1460-1461.

REFUGE (Pierre de), conseiller et maître des requêtes du duc d'Orléans (1445), général de la justice des aides (1446), général des finances en Languedoil et Languedoc, puis Outre-Seine et Yonne (1457-1461).

A siégé en: 1455, 1457-1458.

REFUGE (Raoul de), parent du précédent, maître des comptes (1446-1461).

A siégé en: 1458.

ROCHE (Jean de la), sire de Barbézieux, créature de la Trémoille, sénéchal d'Anjou (av. 1440), compromis dans la Praguerie (1440).

A siégé en: 1439.

ROCHECHOUART (Geoffroi, vicomte de). Membre d'un des plus illustres lignages limousins.

A siégé en: 1423.

ROCHECHOUART (Jean, vicomte de), fils du précédent.

A siégé en: 1428.

ROCHECHOUART (Jean de), sire de Mortemart, parent des précédents.

A siégé en: 1429, 1431–1432.

ROCHEFORT (Pierre de), sire de Rieux (1389–1441). Angevin, fils du maréchal de Rochefort (m. 1417), maréchal à la place de son père (1417), prisonnier des Anglais (1419–1430), arrêté par Guillaume de Flavy (1437), mort en prison.

A siégé en: 1435.

ROUVRES (Robert de) (m. 1453). Entré au Conseil en 1420, y est cité sans désespérer depuis 1423 jusqu'en 1453. Evêque de Séez (1423), transféré à Maguelonne (1433). Joue parfois le rôle d'un vice-chancelier, avec la garde du sceau (1437, 1442, 1442, 1444–1445). Président de la Cour des aides (1440–1453).

A siégé en: 1420, 1423–1453, soit 32 ans en tout: 73 mentions de présence.

SAIGNET (Guillaume) (v. 1370–1444), sire de Vaucluse (acheté en 1414), conseiller du roi de Sicile, armé chevalier par l'empereur Sigismond à Paris (1416), conseiller au parlement, retiré en Provence dont il devient chancelier (1420). Chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1423.

SALUCES (Louis, marquis de) (1405, 1424, 1475). Fils du marquis Thomas et de N. d'Este, ép. (1435) Isabelle de Montferrat.

A siégé, par courtoisie, en: 1458.

SARREBRUCK (Jean de) (m. 1438), d'un grand lignage lorrain, évêque de Verdun (1404), transféré à Châlons (1420).

A siégé en: 1429.

SAVOIE (Janus de), comte de Faucigny (1437–1491) fils de Louis, duc de Savoie, et d'Anne de Lusignan.

A siégé, par courtoisie, en: 1458.

SCEPEAUX (Yves de). Angevin, président du conseil du Dauphiné (1445), président, puis premier président, au parlement de Paris (1457).

A siégé en: 1454, 1458.

SEILLONS (Jean de) (m. 1442). Provençal, évêque de Senez (1409).

A siégé en: 1423.

SEVERAC (Amaury, sire de) (m. 1427), d'un grand lignage rouergat, chevalier, guerroyé un peu partout en Europe et en Orient, sénéchal de Quercy (1392, puis 1441–1412), maréchal (1421), fait donation de ses biens au comte Jean IV d'Armagnac ... à la suite de quoi il est retrouvé pendu (avril 1427).

A siégé en: 1421, 1425.

SIMON (Jean) (m. 1472). Poitevin, avocat du roi (1457–1461).

A siégé en: 1445, 1454.

SOHIER (Pierre). Tourangeau, substitut du procureur général Jean Dauvet.

A siégé en: 1455.

SOREAU (ou Sorel) (Geoffroi) (m. 1503). Noble Picard, Bénédictin, oncle d'Agnès Sorel, évêque de Nîmes (1450), transféré à Châlons (1453).

A siégé en: 1454.

SOYECOURT (Gilles de), sire de Mouy, en Picardie, bailli de Vermandois.

A siégé en: 1435.

STUART (John), comte de Buchan (1380–1424). Fils du régent d'Ecosse Robert Stuart, duc d'Albany, amène en France une armée écossaise (1419) qui remporte la victoire de Baugé: connétable (1421), tué à Verneuil. Ep. Elisabeth Douglas, fille d'Archibald.

A siégé en: 1423–1424.

STUART de Darnley (John). Cousin de précédent, amène avec lui l'armée d'Ecosse (1419), était à Baugé (1419), battu et prisonnier à Cravant 1423). Seigneur d'Aubigny (1423), comte d'Evreux (1427).

A siégé en: 1429.

TESTE (Jean) (m. 1436). Evêque d'Agde (1426).

A siégé en: 1428.

THIBOUST (Robert). Parisien, président au parlement (1458).

A siégé en: 1445, 1454.

TILLAY (Jamet du) Angoumois.

A siégé en: 1423.

TILLAY (Jamet du) (1400–1454). Fils du précédent (?), bailli de Vermandois (1446).

A siégé en: 1444–1445, 1454.

TOREAU (Guillaume). Tourangeau, maître des requêtes, chancelier de la reine Isabeau, au service de Charles, conseiller au parlement (1418), premier maître des requêtes (1422), général des finances en Languedoil-Languedoc (1422–1423).

A siégé en: 1423.

TOREAU (Guillaume). Fils du précédent (?), notaire et secrétaire (1448–1460), chargé de missions diplomatiques.

A siégé en: 1451–1453.

TORSAY (Jean, sire de) (m. 1427). Grand maître des arbalétriers (1416–1425). – Siégeait déjà au Conseil durant la période armagnaque (1413–1418).

A siégé en: 1420, 1422–1425: 7 mentions de présence.

TOUR (Bertrand I, sire de la) (m. 1461), comte d'Auvergne et de Boulogne par sa mère Marie de Boulogne (m. 1437), ép. de Bertrand de la Tour (m. av. 1422).

A siégé en: 1423, 1428–1429, 1439.

TOUR (Bertrand II, de la), sire de Montgascon (m. 1491), fils du précédent, ép. (1445) Louise, fille de Georges de la Trémoille, ce qui apaise la contestation sur le comté d'Auvergne. Participe à plusieurs campagnes.

A siégé en: 1441–1442, 1446, 1448, 1450–1454, 1461: 13 mentions de présence.

TOURETTES (Hélie de) (m. 1465). De famille noble saintongeaise, lieutenant du sénéchal de Saintonge (1451), président au parlement de Paris (1458).

A siégé en: 1454.

TRANCHELION (Guillaume, sire de) en Touraine.

A siégé en: 1449.

TREMOILLE (Georges, sire de la) (1382–1446). D'une vieille famille poitevine, fils de Guy de la Trémoille, chambellan de Charles VI, et de Marie de Sully, remariée à Charles d'Albret qui l'introduit à l'hôtel de Jean sans Peur qui le pousse au service du roi, ou plutôt de la reine Isabeau: grand maître des Eaux et Forêts (1413), grand chambellan (1417). Ep. (1416) Jeanne, comtesse d'Auvergne et de Boulogne, veuve du duc de Berry, qu'il maltraite (m. 1423), puis (1427) Chaterine de l'Île-Bouchard, comtesse de Tonnerre, après avoir contribué à la débarrasser du mari, Pierre de Giac. Devenu tout puissant auprès de Charles VII (1427–1433): grand chambellan (1428), essaye de mettre la main sur les biens de Louis d'Amboise, vicomte de Thouars (1431), éloigné (1433).

A siégé en: 1426–1433: 25 mentions de présence.

TUDERT (Jean) (m. 1439). Poitevin, conseiller au parlement de Poitiers (1418), doyen de Paris, général des finances dans les pays au nord de Paris (1436), élu évêque de Châlons (1439). A rempli des missions diplomatiques.

A siégé en: 1429–1435: 7 mentions de présence.

TUDERT (Jean) (m. 1461). Neveu de précédent, maître des requêtes (1451), conseiller au parlement.

A siégé en: 1448, 1452, 1455, 1458–1460.

TULIERES (Pierre de). Parisien, conseiller au parlement.

A siégé en: 1443, 1447.

VAILLY (Jean de). Parisien, maître des requêtes, président de la Cour des aides (1412), président, puis premier président au parlement de Poitiers (1425).

A siégé en: 1431–1432.

VALPERGUE (ou Valperga) (Théode de) (m. 1459). Gentilhomme piémontais passé au service de Charles VII. Chevalier (1424), sénéchal de Lyon (1435–1459), gouverneur de Bayonne (1459).

A siégé en: 1424–1425, 1428, 1435–1436, 1445, 1447, 1450–1451, 1455: 12 mentions de présence.

VARINIER (Pierre) (1471). Docteur ès-lois, chancelier du duc d'Orléans (1450), président du parlement de Toulouse.

A siégé en: 1455.

VASSAL (Geoffroi) (m. 1446). Président au parlement de Paris, un des fondateurs de celui de Poitiers (1418), archevêque, de Vienne (1440), transféré à Lyon (1444).

A siégé en: 1436–1439, 1443–1445: 16 mentions de présence.

VENTADOUR (Jacques, vicomte de) (m. 1424).

A siégé en: 1421, 1423.

VENTADOUR (Charles de), sire de Charlus, parent du précédent.

A siégé en: 1450, 1452.

VERNET (Jean du) dit Le Camus de Beaulieu (m. 1427). Favori de Charles VII: grand écuyer (1427), assassiné.

A siégé en: 1427.

VERSAILLES (Pierre de) (m. 1446). Bénédictin, évêque de Digne (1432), transféré à Meaux (1439).

A siégé en: 1429.

VIENNE (Philippe de) (m. 1452), d'un grand lignage bourguignon, évêque de Langres (1436), prélat guerrier qui participe au siège de Pontoise (1443).

A siégé en: 1451.

VIGNOLLES (Etienne de) dit La Hire (m. 1443). Fameux capitaine gascon.

A siégé en: 1429.

VILLEQUIER (André de) (m. 1454). Gentilhomme normand, arrivé à la cour (1442) avec ses sœurs Marguerite (ép. Antoine d'Aubusson) et Antoinette (ép. Jean de Lévis), chambellan, »mignon« du roi (1445) qui le comble de dons; seigneuries de Montmorillon (1446) et de Saint-Sauveur-le-Vicomte (1449) . . . et lui fait épouser sa maîtresse Antoinette de Maignelais, cousine d'Agnès Sorel à laquelle elle a succédé (1450), lui donnant à l'occasion d'Ile d'Oléron et Marennnes, grand chambellan (1453).

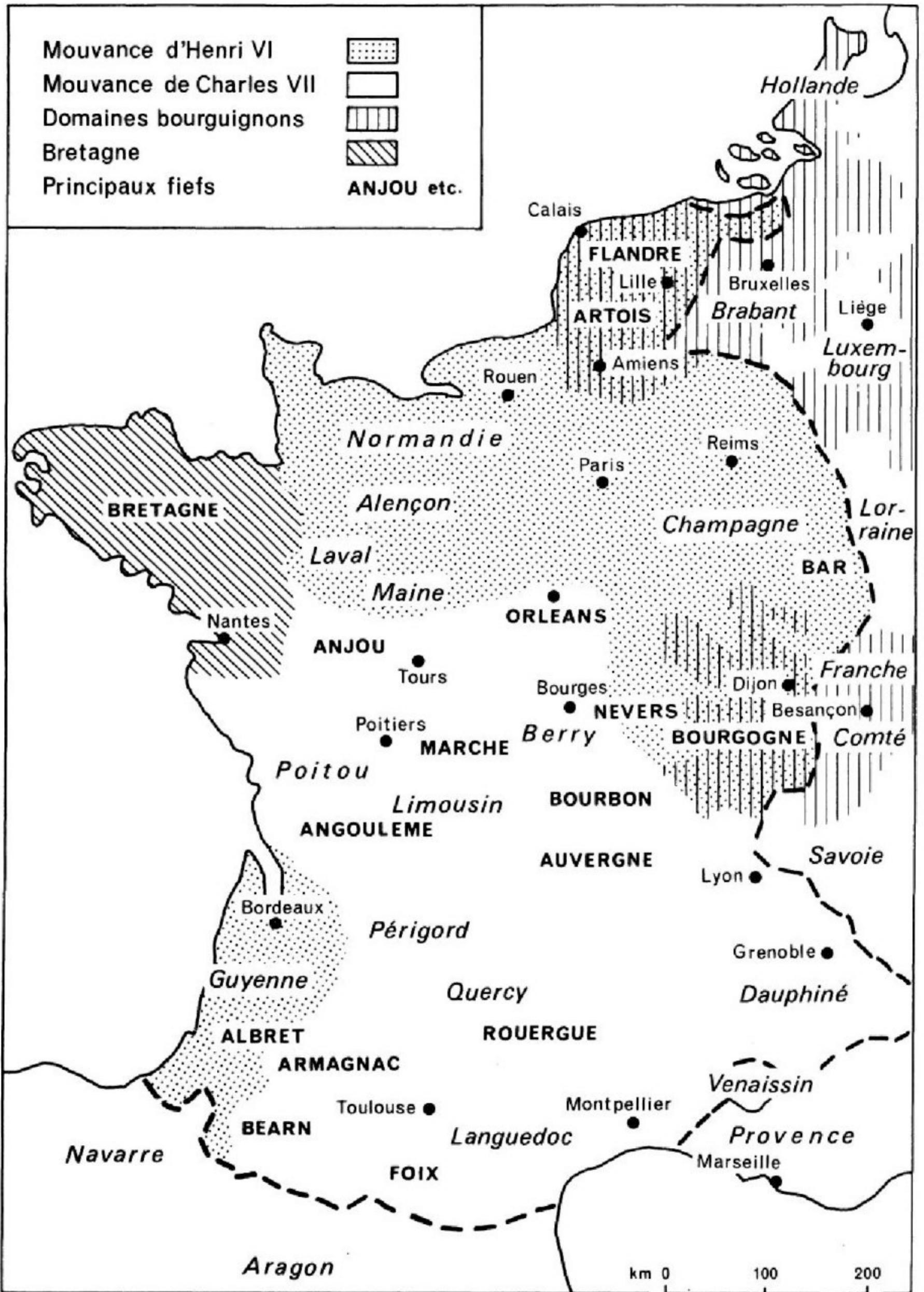
A siégé en: 1449-1453: 10 mentions de présence.

XAINCOINS (Jean Barillet, dit) (m. ap. 1495). Berrichon, notaire et secrétaire (1434), maître des comptes (1435-1451), receveur général (1438), général des finances en Languedoïl et Languedoc (1443). Arrêté pour malversations (1450), condamné (1451).

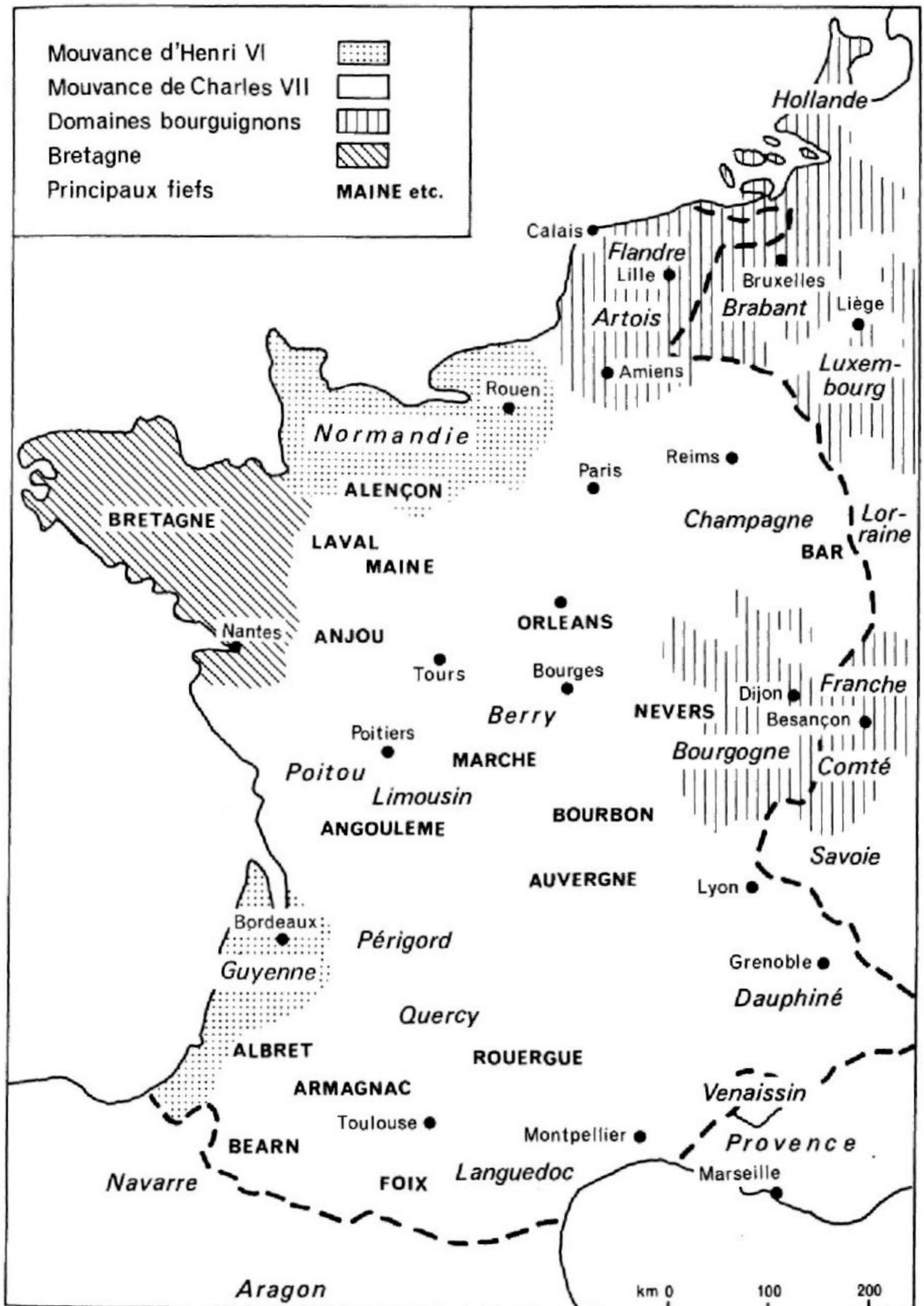
A siégé en: 1448-1449.

XAINTRAILLES (Jean Poton, sire de) (v. 1400-1461). Gentilhomme gascon attaché aux Armagnacs, participe à toutes les actions militaires en compagnie de Vignolles. Grand écuyer (1429), maréchal (1454), sénéchal de Limousin, puis bailli de Berry.

A siégé en: 1437, 1440-1441, 1451, 1460: 7 mentions de présence.



Carte 1: La France en 1429



Carte 2: La France en 1449



Carte 3: La France en 1461